

**UNIVERSITE DE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DES SCIENCES POLITIQUES**

**LES RELATIONS SYNDICATS-PARTIS
LES IMPACTS DE DISK SUR LA VIE POLITIQUE ET SES
RELATIONS AVEC CHP ENTRE 1970 ET 1980 EN TURQUIE**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Melike IŞIK DURMAZ

Directeur de Recherche : Prof. Dr. Ahmet INSEL

AVRIL 2009

PREFACE

Oublier, est peut-être le mot le plus signifiant pour définir la Turquie de l'après 1980. L'histoire et la politique en Turquie se rencontre avec des ruptures périodiques, brutales et violentes. Et la 1980 est toujours un sujet de débat de la Turquie de nos jours. Mais les chercheurs n'ont toujours pas pu mettre en œuvre une analyse profonde sur le sujet. Les débats actuels, depuis presque 30 ans sont munis des discours de défaite ou de regret. Le grand problème des générations nées après 1980, c'est que nos mémoires ont des lacunes. On vit comme si rien ne s'est passé, comme si le monde est créé à cette date. Les luttes de l'avant, les conditions de la guerre civile, la grande accumulation des expériences, de noms innombrables, ne se montrent guère dans le lexique de la plupart des gens. Portant, la lutte continue dans tous les domaines de la vie. Pour pouvoir démolir cette perception, apprendre et essayer de comprendre les expériences de l'avant, d'en faire des analyses objectives, de les raconter et de les partager est une tâche de conséquence.

Essayer de faire une analyse sur les années 70, sur les moments importants de ces années et surtout sur une formation qui avait un grand poids sur le mouvement social et politique est alors important mais aussi difficile dans une société à mémoire de lièvre.

Apporter des expériences à nos jours sans idéaliser, sans les mettre sous la terre, c'est aussi une tâche importante. Il nous faut donc apprendre où les fautes sont commis, ou les justes décisions se trouvaient, les discuter, regarder et essayer de voir.

Malgré les grandes épreuves des luttes sociales et politiques des 70's, il faut souligner un point qu'est l'insuffisance de littérature pour pouvoir faire un tel travail. Mettant à part les mémoires, très peu de livres et des nouveaux travaux d'importance... Pour pouvoir surpasser cette insuffisance, on a eu des entretiens avec M. Hüsnü Dilli, M. Faruk Pekin, M. Çetin Uygur et M. Fahri Aral. Je leur remercie pour leurs contributions à ce travail et pour leur bienveillance. Je remercie aussi TÜSTAV qui conserve et classifie les archives de DİSK qui constituait l'axe central de notre travail, et les gens qui travaillent bénévolement au sein de TÜSTAV. Je remercie encore M. Ahmet Insel, M. Ercan Eyüboğlu et M. Haluk Levent qui m'ont servi de guide et pour ses contributions à ce travail.

A ma mère Suat, à Bahadır et tous les amis, je présente mes remerciements pour leurs supports durant mon travail, pour ses idées et critiques.

J'espère que ce modeste travail, avec ses défauts, puisse servir des données à la continuation de luttes sociales et ouvrières dans l'avenir.

TABLE DU CONTENU

PREFACE	ii
LISTE DES ABREVIATIONS	vi
RESUME	vii
ABSTRACT	xii
ÖZET	xvii
I.INTRODUCTION	1
II.LE SYNDICALISME ET LA POLITIQUE: LES BASES THEORIQUES ET HISTORIQUES	4
A.Approches Théoriques sur la Relation Syndicat-Politique	4
a.Critères de bases pour déterminer les relations syndicat- parti politique	4
b.Dilemme : Dépendance ou Indépendance	7
c.Modèles sur les relations syndicat-parti	17
B.Courants Syndicaux et la Politique	19
a.La naissance et l'évolution de l'action syndicale	19
b.Trade-unionisme Anglais et la Politique :	
L'expérience du Parti Ouvrier Anglais et le Parlementarisme	21
c.Syndicalisme Américain et la Politique : Syndicalisme supra-partite	27
d.Syndicalisme politique de masse et ses relations avec les partis politiques	32
III.LE SYNDICALISME ET LA POLITIQUE EN TURQUIE	39
A.La Naissance du Mouvement Ouvrier de Turquie – Syndicalisme et la Politique	40
a.Les caractéristiques au moment de naissance de la classe ouvrière en Turquie	40

b.Les premières organisations ouvrières et les obstacles au syndicalisme _____	41
B.Les Rapports Entre Le Parti et Les Syndicats Dans Les Années de Parti Unique (1923-46) _____	48
a.Les réglementations légales et les unions ouvrières dans leur développement historique _____	49
b.La situation de CHP face aux mouvements ouvriers : l'ordre des interdictions _____	55
C.Les syndicats et la politique dans la période 1946-1960 _____	60
a.CHP et l'expérience du bureau ouvrier: l'ordre de contrôle et de tutelle _____	61
b.Les interventions de DP sur les syndicats et le développement des unions syndicales _____	68
c.L'intervention du Syndicalisme Américain en Turquie: Le Cas TÜRK-İŞ _____	71
D.Les syndicats et la politique dans la période de l'après-1960 _____	74
a.L'influence et les activités du Parti Ouvrier de Turquie sur le champ syndical _____	75
b.TÜRK-İŞ et le Syndicalisme Supra-partite et la Tentative de Fondation d'un Parti par TÜRK-İŞ _____	77
c.Division au sein de TÜRK-İŞ et la fondation de DİSK _____	81
IV.DISK ET CHP _____	88
A.La politique de CHP envers les ouvriers et les syndicats _____	88
a.La politique de la « gauche du centre » et la montée d'Ecevit: du parti traditionnel au parti pragmatique? _____	88
b.La programme de la Gauche Démocratique _____	98
c.La convergence des votes ouvriers vers CHP : DİSK, CHP et les élections de 1973 _____	102
B.L'existence de TKP au sein de DİSK : se faire le soutien de CHP _____	107
a.L'actualité de la 5 ^e l'Assemblée Générale de DİSK: L'appel à une autre voie _____	108

b.L'évolution de l'idée d'un Front démocratique au sein de DISK et la réponse de CHP _____	113
c.L'appuie de DISK à CHP pendant les élections de 1977 : Modèle Engagé _____	116
d.Les Forums de la Gauche Démocratique, Le secteur public et DISK ____	120
e.La politique pro-CHP fractionne le corps organisationnel de DISK ____	123
C.La montée des sociale-démocrates au sein de DİSK _____	127
a.Le Gouvernement de CHP en 1978 et DİSK _____	127
b.Actions de DISK à la période de la présidence de Baştürk et les déclinations de DISK _____	133
c.L'éloignement de CHP du mouvement ouvrière _____	136
d.La Tentative de DİSK pour la fondation d'un parti politique _____	138
 V.CONCLUSION _____	 141
BIBLIOGRAPHIE _____	143
CURRICULUM VITAE _____	147

LISTE DES ABREVIATIONS

AAFLI	: L'Institut de Travail Libre Asiatique-Américain
AFL	: La Fédération Américaine de Travail
AP	: Parti de Justice
CFDT	: La Confédération Française Démocratique du Travail
CGT	: La Confédération Générale du Travail
CHP	: Parti Républicain du Peuple
CIO	: Congres des Organisations Industrielles
DGB	: La Confédération Allemande des Syndicats
DEV-GÜÇ	: L'Alliance des Forces Révolutionnaires
DEV-YOL	: La Voie Révolutionnaire
DGM	: La Cour de Surete de l'Etat
DISK	: La Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires
DP	: Parti Démocrate
FKF	: La Fédération des Clubs de Pensée
FMI	: Fonds Monétaire Internationale
ICFT	: La Confédération Internationale des Syndicats Libres
ILP	: Parti Ouvrier Indépendant
ITS	: Les Secrétariats Professionnels Internationaux
CGIL	: La Confédération des Ouvriers Italiens Libres.
LCS	: Société de Correspondance Londonienne
LRL	: Le Ligue de Représentation des Ouvriers
MHP	: Parti du Mouvement Nationaliste
PCF	: Parti Communiste Français
SPD	: Parti Social-démocrate
TIP	: Parti Ouvrier de Turquie
TKP	: Parti Communiste de Turquie
TÖB-DER	: L'Associations des Unions des Professeurs de Turquie
TUC	: Conseil des Syndicats
TÜRK-İŞ	: La Confédération des Syndicats Ouvriers de Turquie
WFTU	: La Fédération Mondiale des Syndicats

RESUME

Notre travail essaye d'examiner les deux grands pouvoirs politiques et sociaux en Turquie, entre les années 1970 et 1980, étant DISK et CHP, dans ses divers aspects et essaye de mettre en évidence la relation syndicats-partis politiques.

Dans la première section, on analyse les divers types de relation dans le cadre des relations syndicats-partis et essentiellement on accentue sur la dilemme de dépendance/indépendance qui constitue le problème principal de cette question. Ensuite, on essaye d'interpréter ces relations et ces modèles de relations en prenant en considération les cas divers dans divers pays.

Dans la deuxième section, les relations syndicats-partis en Turquie et en principe, la relation des syndicats avec CHP sont analysées. Avec l'institution de DISK en 1967 et les effets de l'atmosphère gauchiste qui se montre dans le pays, ensuite la transformation que CHP avait vécu pendant ces années de changement, qui se cristallise avec l'apparence de la Milieu de la Gauche ; on a essayé d'analyser les impacts de ces changements dans les relations entre la DISK et le CHP. On essaye d'analyser comment se sont transformées ces relations après la période qui se caractérise avec la montée de la DISK des le 1970 et le gain de poids des syndicats sociale-démocrates au sein de la DISK et comment ces relations des DISK et de CHP se sont périés. Cela, en relation avec le gouvernement de CHP et les politiques économiques qu'ils ont suivis et avec les conditions de l'avant coup d'état qui s'approchait.

Notre travail qui s'incline sur la période de 1970-1980 mais analyse aussi le sujet de la dépendance et de l'indépendance au sujet des relations syndicats-partis, ce qui constitue l'un des problèmes principaux de la question. Dans la section analysée sous le titre des approches théoriques des relations syndicats-partis, on analyse les questions principales et critères pour pouvoir faire une telle analyse. On a mis l'accent sur la situation des partis et des syndicats dans la vie politique et sociale du pays, ses modèles d'organisation et ses principes idéologiques étant des critères déterminants dans la relation de ces-ci et on a mis l'accent sur le rôle déterminant des partis politiques dans ses relations avec les syndicats. Cela provenant de la modèle d'organisation des partis politiques, de leur légitimité en face la vie sociale et politique.

On a mis l'accent sur les difficultés de discuter la question de dépendance et d'indépendance sur le plan éthique et on a mis l'accent sur la discussion de la question dans le champ de la science politique. La classification que l'on a fait sur cette question, on a essayé de discuter le sujet dans le cadre des concepts comme

indépendant-dépendant et engagé. Dans la section intitulée les courants syndicaux et la politique, on a essayé d'analyser la naissance des syndicats et leurs accès à l'action politique et ensuite, on a mis les trois courants déterminants dans le mouvement syndical et leurs relations avec le champ politique, dans le cadre des modèles déterminés. Ceux sont le syndicalisme anglais, le syndicalisme américain et le syndicalisme de masse/de classe.

Pour le syndicalisme anglais, on a insisté sur les effets du parlementarisme et les on a analysé les syndicats/les trade-unions anglais qui ont formé un modèle spécifique dans leurs actions politiques et sociales. La relation des trade-unions anglais avec le Parti Ouvrier Anglais, leurs relations organisationnelles et financières sont aussi analysés et on a mis l'accent sur leur approche à la représentation parlementaire.

Les effets du syndicalisme américain sur le plan mondial et ses relations internationales sont analysés, et on a mis en évidence ses relations et ses effets sur le syndicalisme en Turquie.

Dans la section où on essaye d'élaborer le syndicalisme de classe et de masse, les principes du syndicalisme de masse sont analysés dans leur évolution historique et ses relations avec le champ politique dans le cadre de certains modèles et principes.

Dans la section principale où l'on a essayé d'élaborer la question des syndicats et des partis politiques en Turquie, on a d'abord mis en évidence les conditions de la naissance de la classe ouvrière en Turquie et les premières organisations ouvrières et les premiers syndicats sont discutés. L'évolution tard et lent du capitalisme en Turquie avait eu des effets sur l'évolution même de la classe ouvrière en Turquie. Le mouvement ouvrier Turc qui avait vécu une évolution différente de ses contemporaines européens, le syndicalisme avait des reflets de cette évolution lente du capitalisme. Les organisations ouvrières se manifestaient soit avec des demandes économiques puis politiques, et une superstructure ou une organisation manifeste n'avait pas apparu bien longtemps. Des limitations légales et la manque de la conscience dans la classe ouvrière avait des effets sur celui-là.

Dans la période du Parti Unique, les relations syndicats-partis sont mis en question sur le plan de l'évolution historique des organisations ouvrières et dans le cadre des régulations légales et on a mis en évidence les politiques de CHP envers ces organisations. Les événements principales que l'on a évoqué dans ce chapitre, sont la Loi du Maintien de l'Ordre, La Loi des Associations et la Loi de Travail. On peut constater que CHP avait formulé son regard envers la classe ouvrière dans le contexte du « populisme », interprété comme le reflet d'une société sans classes. CHP avait formulé ses recettes selon cette thèse de la société sans classes. Avec la Loi des Associations daté de 1938, les syndicats et les organisations de classes ont été interdits par la loi et l'interdiction des syndicats qui existait déjà a été mis sur le plan légale.

Dans la période de 1946 et 1960, on peut constater un changement dans la conception du « populisme » selon CHP et leurs essais de prendre le mouvement ouvrier sous contrôle sont analysées dans le cadre du Bureau Ouvrier du parti. Le Bureau Ouvrier, avait continué les travaux du parti parmi les ouvriers et les paysans et avec ce travail, on avait cherché la voie d'un compromis sociale et entre les classes. Dans le congrès de CHP daté de 1947, la recherche d'un compromis entre l'ouvrier et le patron était sur le premier plan mais on avait aussi mis l'accent sur le principe que les syndicats ne devaient pas se mêler de la politique. Mais CHP avait continué ses travaux contrairement à cette décision prise dans leurs Congrès.

Dans la période de l'après 1960, l'acteur principale effectif sur les syndicats et la vie politique étant Le Parti Ouvrier Turc (TİP), on a mis en évidence ses effets et on a essayé de parler de ses organisations parmi les syndicats. TİP avait été effectif sur les intellectuels et les mouvements de gauche et il a été effectif comme un parti de gauche représenté au parlement. Dans cette période, deux grands lignes de syndicalisme se cristallisaient. TÜRK-İŞ avait adopté le syndicalisme supra-partite et s'était rapproché des partis de ligne droite, alors que DİSK qui était né de ces discussions avait pris le pas vers le syndicalisme de classe. Le supra-partitisme de TÜRK-İŞ avait adopté une certaine principe d'impartialité devant les partis politiques et se représentait comme une branche du syndicalisme libre. L'impartialité devant les partis politiques prononcé par TÜRK-İŞ concernait une distance envers les partis et des collaborations sur le plan des intérêts des syndicats. Par conséquent le syndicalisme supra-partite de TÜRK-İŞ se ontrait plutôt comme une collaboration avec les partis de droite et cela provoquait les syndicats social-démocrates au sein de TÜRK-İŞ. Cette discussion avait causé à une rupture et DİSK était né de cette fractionnement au sein de TÜRK-İŞ. La naissance de DİSK est analysé en détail dans notre travail.

DİSK qui sortait de cette fractionnement, les fondateurs de DİSK étaient plutôt des syndicalistes proche de TİP et cela avait des effets sur la voie qu'alliat suivre DİSK.

Dans la quatrième section, le changement au sein de CHP et le mouvement nommé La Gauche du Milieu grâce à la quelle les sociaux-démocrates ont gagné du poids dans le parti, sont analysés détaillément. Ce mouvement qui se manifestait comme une oppositon à l'identité traditionnelle de CHP et qui se définissait comme un mouvement « de base » a été en réalité un réflexe dans le parti contre l'existence de TİP sur le plan politique du pays qui poussait les bases du parti vers l'extrême gauche que CHP ne pouvait plus contrôler. La Gauche du Milieu était un mouvement « de barrière » contre la gauche socialiste et la droite fasciste. Le mouvement avait gagné du support parmi le peuple, les paysans, les ouvriers et les petits bourgeois et grâce à cela, le parti avait changé d'image et d'identité.

On peut constater que CHP avait passé de l'image d'un parti traditionnelle à l'image d'un parti pragmatique. Mais ce changement doit être interprété comme un réflexe conjoncturelle et fait par la volonté de regagner les masses. Par conséquent

cette ideologie avait gagné des suppoters parmi les syndicats, les mouvements populistes etc. La politique de CHP cristalisé sous le nom du Gauche Democratique, avait attiré les votes paysannes et ouvriers. DİSK avait été effectif sur cette orientation avec ses campagnes electorales pour CHP.

Dans cette priode, on peut constater que DİSK aussi vivait un changement. C'est a ce moment meme que le Parti Communiste de Turquie avait commencé ses travaux d'organisations au sein de DİSK.

TKP qui était une organisation qui existait hors la Turquie jusqu'à 1973, était dans le periode d'élan et voulait travailler en Turquie. La periode d'élan de TKP se montrait le plus manifestement chez DİSK. Les intellectuels et les experts professionnells etaient entré dans le corps de DİSK. La politique de TKP se basait sur une constation de danger de fascisme en Turquie. Contre le fascisme TKP voulait organiser et construire un front de resistance, en collaboration avec tous les organsiations democratiques.

TKP, a ce moment-la, suivait une politique de soutien pour CHP et de la constructution d'un front democratique avec la participation de ce parti. Le Front Nationale Democratique avait fortifié la DİSK mais avait causé a des discussions aussi. Avec la montée de CHP et la gain de poids de TKP, ce concept s'est cristallisé sous le nom d'un Front National Democratique, ce nom donné par TKP. La declaration de ce Front Democratique signifiait la nouvelle ligne de DİSK c'est-a-dire la ligne TKP-CHP et cela a causé a des divisions et a des ruptures au sein de la confédération.

Dans cette periode, les syndicats sociales-democrates se sont rapprochés de DİSK et DİSK se fortifia en nombre alors que ces syndicats-memes allaient dissoudre la DİSK et causeront a un changement qualitatif aussi. Abdullah Baştürk, venu au pouvoir avec la 6^e Congres General, on attendait un rapprochement de plus avec CHP alors que ce fut l'inverse malgré qu'il soit un social-democrate.

Baştürk était un syndicaliste connu avec son identité social-democrate, adhére de CHP. Par consequent les evolutions dans le parti et la situation du pays juste avant le coup d'Etat et qui vivait en plus la crise economique, CHP était détourné de ses promesses, de son programme économique et sociale depuis qu'il avait instauré le gouvernement. CHP avait tourné le dos aux syndicats et s'était éloigné de DİSK aussi. Il se tourna de plus en plus vers l'image du parti traditionnel.

DİSK qui avait toujours voulu garder la distance avec les partis politiques, les acteurs determinants dans cette relation furent TİP au commencement, puis TKP et CHP. Meme si TKP etait critiqué, on doit ajouter qu'il avait presenté DİSK a l'action politique et lui avait presenté comme l'acteur socio-politique pour l'époque.

Pendant le travail, a cause des limitations et absences des materiels ecrites sur l'époque, on a fait des interwievs avec les temoigns de l'époque. Pour cela, on a fait des interwievs avec M. Hüsnü Dilli qui avait travaillé comme un expert chez DİSK

dans les années 1970s ; avec M. Çetin Uygur, le president de Devrimci Yeralti Maden İş ; avec M. Faruk Pekin qui avait travaillé avec Abdullah Baştürk et avec M. Fahri Aral, syndicaliste.

Partant de cette étude qui essaye de discuter les relations syndicats-partis sur l'axe de DISK-CHP, on peut elaborer la question visant le sujet de la liberté syndicale et l'approche des partis envers les syndicats, on a mis l'accent sur la nécessité de faire des etudes élaborés sur la situation socio-économique du pays entre les années 1970-1980 pour pouvoir y acquérir. La periode de l'avant copu d'Etat doit etre analysé dans un contexte plus élargi, concernant les partis de gauche, de droite et aussi les syndicats et mouvements populaires. Ce qui doit etre souligné c'est que l'adheration al a vie politique des syndicats ne doivent pas etre conçus seulement dans leurs relations avec les partis politiques. Il faut aussi souligner que pour qu'un syndicats aie des impacts sur la vie politique, il doit elaborer une conception du syndicalisme visant les problemes politiques et sociaux de la société entiere. Quelque soit le syndicalisme adopté par un tel syndicat, ils constituent des organisations qui ont des impacts sociales et politiques et leur effets dans la vie politique est lié a la realisation de cette mentalité.

ABSTRACT

Our study is representing various aspects of the relationship between the DISK and the CHP between 1970-1980 as the two major political and social powers in Turkey, to review, the relationship between trade unions and political parties has been highlighted.

In the first part, political parties and trade union relations were examined in various forms of relations and the fundamental question of dependence / independence concerning the subject is also analyzed, then the forms of this relationship in various countries, are interpreted through examples.

In the second part, especially the trade union-political party relations in Turkey are discussed in terms of the CHP-union relations. The establishment of DISK in 1967, the developing left political atmosphere and the effects of CHP which labored the concept of the Middle of the Left, these two actors, the change in the relationship between them has been examined in the next section. In this period which has been the period of rise of the DISK after 1970, the relationship established between DISK and CHP, DISK has entered to a support relation with CHP. But their relationship has been broken after the social democrat trade unions entered to the confederation. This is followed by the CHP government economic policies with the effect of the pulse period of the coming “coup d’Etat” should not be ignored too.

Our work, which leans over the period 1970-1980 but also analyzes the issue of dependence and independence on union-party relations, which is one of the main issues of the matter. In the analysis section under the heading of theoretical approaches union-party relations, we analyze the key issues and criteria to make such an analysis.

Emphasis was placed on the situation of parties and trade unions in political and social life of the country, its models of organization and its ideological principles are factors in the relationship of these provisions and the focus has been on the role of political parties in its relations with the unions. This model from the organization of political parties, their legitimacy facing the social and political life.

Emphasis was placed on the difficulties of discussing the issue of dependence and independence from the ethical and focused on discussing the issue in the field of political science. The classification that has been done on this issue, we tried to discuss the topic in the context of concepts such as self-dependent and committed. In the section titled the trade union and politics, we tried to analyze the rise of unions and their access to the action policy and then we put the three currents in determining

the movement of association and their relations with the political field under the model determined. Those unions are English, American unionism and mass / class unionism.

For the English trade unionism, it stressed the impact of parliamentarism and analyzed on the English trade unions who formed a specific model in their political and social action. The relationship of trade-unions with the English Labor Party, their organizational and financial relationships are also analyzed and focused on their approach to parliamentary representation.

The effects of American trade unionism throughout the world and its international relations are discussed, and highlighted its relations and its impact on trade unionism in Turkey.

In this section, we try to develop the concept of class and mass unionism and the principles of mass unionism are analyzed in their historical development and its relations with the political field in the framework of certain models and principles.

In the main section an attempt to develop the issue of unions and political parties in Turkey were first highlighted the conditions of the birth of the working class in Turkey and the first workers' organizations and the first unions are discussed. The late and slow development of capitalism in Turkey had had an impact on the evolution of the working class in Turkey. The Turkish labor movement who had experienced a different evolution of contemporary European trade unionism was reflections of this slow evolution of capitalism. Labor organizations will be demonstrating with political and economic demands, and a superstructure or an organization did not show obvious long. Legal limitations and the lack of consciousness in the working class had an impact on that.

In the period of Unique Party, the union-party relations are called into question in terms of the historical evolution of labor organizations and within the framework of legal regulations and highlighted the CHP policies towards these organizations. The main events that have been discussed in this chapter, the Law of Maintenance of the Order, The Law of Associations and the Law of Labor.

We can see that CHP had made his gaze towards the working class in the context of "populism", interpreted as a reflection of a society without classes. CHP had made his income according to this theory of the classless society. With the Law of Associations, dated 1938, the unions and organizations of classes have been prohibited by law and the ban on unions that already existed was placed on the legal plan.

In the period between 1946 and 1960, we can see a change in the conception of "populism" according to CHP and their trials to the workers under control are analyzed within the Office of Worker of the Party. The Office of Worker, had continued the work of the Party among the workers and peasants and with this work, we sought the way of a compromise between the social classes. In the congress of

CHP dated 1947, seeking a compromise between the worker and the boss was on the first plan but it had also emphasized the principle that unions should not meddle in politics. But CHP had his work contrary to this decision in Congress.

In the period after 1960, the main actor on the unions and political life was the Turkish Workers Party (TIP), we highlighted its effects and we tried to talk about their organizations among the unions. TIP was effective on intellectuals and leftist movements, and was effective as a left-wing party represented in parliament. In this period, two main lines of trade unionism were present. TÜRK-İŞ union had adopted the nonpartisanship unionism and had approached the right parties, while DİSK who was born of these discussions took the step to class unionism. The nonpartisanship unionism of TÜRK-İŞ had adopted a principle of impartiality to political parties and is represented as a branch of free syndicalism. Impartiality to the political parties of TÜRK-İŞ was a distance to the parties and collaborations in the interest of trade unions. Therefore the nonpartisanship unionism of TÜRK-İŞ is rather as a collaboration with right-wing parties and unions that caused the Social Democrats in TÜRK-İŞ. This discussion had caused a rupture and DİSK was born of this split within TÜRK-İŞ. The birth of DISK is analyzed in our study.

DİSK coming out of this split, the founders of DISK trade unionists were rather close to TIP and this had effects on the way of DISK.

In the fourth section, the change in CHP and the movement called The Left of the Middle is what the Social Democrats have gained weight in the party are analyzed. This movement was manifested as a traditionalist opposition to CHP and is defined as a basis movement was in fact a reflex in the party against the existence of TIP in the country's political foundations which pushed party to the extreme left that CHP could not control. Left of the Middle was a movement of "barrier" against the left and the right. The movement had gained support among the people, peasants, workers and bourgeois and thanks to this, the party had changed its image and identity.

We can see that CHP had spent the image of a traditional party to a pragmatic party. But this change should be interpreted as a reflex and by the desire to return to the masses. Therefore this ideology had won supporters among the unions, populist movements. CHP policy under the name of the Democratic Left had attracted the votes of peasants and workers. DİSK was effective in this direction with its election campaign for CHP.

In this period, we can see that also DİSK had changed of structure. At this same time that the Communist Party of Turkey began its work in organizations of DISK.

TKP was an organization that existed outside Turkey until 1973, was in the period of momentum and wanted to work in Turkey. The period of momentum TKP showed most clearly in DISK. Intellectuals and professionals were the experts working in the body of DISK. TKP policy was based on a finding of threat of

fascism in Turkey. TKP against fascism wants to organize and build a front of resistance, together with all democratic organizations.

TKP, at the time, followed a policy of support for the CHP and a construction of a Democratic Front with the participation of this party. The National Democratic Front had fortified the DİSK but had caused a discussion as well. With the rise of CHP and the weight gain of TKP, crystallized this concept under the name of a National Democratic Front, the name given by TKP. The declaration of the Democratic Front meant the new line of DİSK i.e. the TKP-CHP and this has caused divisions and ruptures within the confederation.

In this period, Social Democrat unions have moved closer to DİSK and DİSK became strong in numbers while the unions would dissolve the same DİSK and cause a qualitative change as well. Abdullah Bastürk, who came to power with the 6th General Congress, was expected to bring more with CHP when it was the reverse although it is a social democrat.

Bastürk was a trade unionist identity known as Social Democrat, joined the CHP. As a result of developments in the party and the country just before the coup d'etat and who lived in the economic crisis, CHP was diverted from its promises, its social and economic program since he established the government. CHP had turned his back on the unions and had also removed from DİSK. He turned increasingly to the traditional image of the party.

DİSK who had always wanted to keep up with political parties, the actors in this relationship TIP were in the beginning, and then TKP and CHP. Although TKP was criticized, one must add that he had presented DİSK to the action policy and presented him as the socio-political actor at the time.

During the work, because of limitations and absence of written material on time, it has made with the interview reflects that time. This was a result of interview with Mr. Dilli Hüsnü who had worked as an expert in DİSK in the 1970s, with Mr. Çetin Uygur, president of Devrimci Yeraltı Maden İş; Mr. Faruk Pekin, who had worked with Abdullah Bastürk and Mr. Fahri Aral, a trade unionist.

Based on this study which tries to discuss the union-party relations on the axis of DİSK-CHP we can elaborate the issue to the topic of freedom of association and the approach of the parties to trade unions, the emphasis has been on the need to study elaborated on the socio-economic situation of the country between the years 1970-1980 to acquire. The period before the “coup d’etat” must be analyzed in a broader context, the parties on the left, right and also the unions and popular movements. What must be stressed is that the politics of trade unions should not be designed only in their relations with political parties.

It should also be noted that for unions have impact on political life, it must develop a conception of trade unionism to the political and social problems of society. Whatever the union adopted by such a unionism, they are organizations that

have social and political impacts and their effects in political life is tied to the achievement of this mentality.

ÖZET

Çalışmamız 1970-1980 yılları arasında Türkiye’de önemli iki siyasal ve sosyal gücü temsil eden DISK ve CHP arasındaki ilişkileri çeşitli yönleriyle incelemekte, sendikalarla siyasi partiler arasındaki ilişki biçimlerine vurgu yapmaktadır.

İlk bölümde sendikalarla siyasi partilerin ilişkilerinde çeşitli ilişki biçimleri incelenmekte ve öncelikle bu ilişkinin temel sorunsalı olan bağımlılık/bağımsızlık ikilemine değinilmekte, ardından bu ilişki biçimleri çeşitli ülkelerdeki örnekler üzerinden yorumlanmaktadır.

İkinci bölümde Türkiye’de sendika-siyasi parti ilişkileri özellikle CHP-sendikalar açısından ele alınmaktadır. 1967 yılında DİSK’in kurulması ve ülkede gelişen sol siyasal atmosferin etkisi ve CHP içinde yaşanan ve Ortanın Solu kavramında cisimleşen değişimin bu iki aktör arasındaki ilişkileri nasıl etkilediği ilerleyen bölümlerde incelenmektedir. DİSK’in 1970 sonrası yükselişine denk gelen dönemde CHP ile kurduğu destek ilişkisinin sosyal demokrat sendikaların DISK içinde ağırlık kazanmasından sonra nasıl bir biçim aldığı ve DİSK’in CHP ile ilişkilerinin sekteye uğraması ayrıca incelenmektedir. Bu durumun CHP hükümetinin izlediği ekonomi politikasıyla ilişkisi kurulabileceği gibi yaklaşan darbe döneminin etkisi de göz ardı edilmemelidir.

Çalışma 1970-1980 dönemine odaklanmakla birlikte konunun temel sorunsallarından biri olan sendika-siyasi parti ilişkilerinde bağımlılık ve bağımsızlık konusunu daha kapsamlı biçimde ele almaktadır. Sendika-siyasi parti ilişkilerinde teorik yaklaşımlar başlığı altında incelenen bölümde sendika-siyasi parti ilişkilerini belirleyen temel sorunlar ve kıstaslar ele alınmıştır. Bu amaçla sendikaların ve siyasi partilerin toplumsal ve siyasal yaşam içerisindeki konumları, örgütlenme biçimleri ve ideolojik altyapılarının bu ilişkide belirleyici olduğu vurgulanmış, sendika-siyasi parti ilişkisinde belirleyici konumda olan aktörün siyasi parti olduğu vurgulanmıştır. Bunda siyasi partilerin örgütlenme biçimleri ve meşruiyetlerinin toplumsal-siyasal yaşamda sendikalara oranla daha geniş ve köklü olmasının etkisi vardır.

Bağımlılık-bağımsızlık ikileminin felsefi-etik alanda tartışılmasının zorlukları vurgulanmış ve konunun siyaset bilimi kavramları içerisinde tartışılmasının daha doğru olduğu sonucuna varılmıştır. Sendika-siyasi parti ilişkilerini incelerken yapılan bölümlenme bağımlı-bağımsız ve güdümlü (engagé) terimleri çerçevesinde incelenmiştir. Sendikal akımlar ve siyaset başlığı altında sendikaların doğuşu ve siyasal eyleme geçişleri incelenmiş ardından dünya sendikal hareketinde var olan üç temel sendikal akımın siyasi yaşamla kurdukları ilişki, çeşitli modeller çerçevesinde ele alınmıştır. Bunlar İngiliz sendikacılığı, Amerikan sendikacılığı ve sınıf/kitle sendikacılığıdır.

İngiliz sendikacılığında parlamentarizmin etkileri ile sendikacılıkta kendine özgü bir model oluşturan İngiliz işçi sendikaları incelenmiştir. İngiliz işçi sendikalarının İşçi Partisi ile ilişkileri, kurdukları örgütsel ve finansal ilişkiler incelenmiş, sendikaların parlamenter temsile yaklaşımları ele alınmıştır.

Amerikan sendikacılığının dünya sendikal hareketi üzerine etkileri ve uluslar arası ilişkileri incelenmiş, Amerikan sendikacılığı ile Türk sendikacılığı arasındaki bağlar ele alınmıştır.

Sınıf/kitle sendikacılığında ise sınıf sendikacılığının temel ilkeleri tarihsel gelişimi içerisinde ele alınmış, sendikacılık ile siyaset arasındaki ilişki biçimleri incelenmiştir. İşçi sınıfı partisi ile sendikaların ilişki kurma biçimleri, partilerin ve sendikaların birbirlerine yaklaşımları teorik temelleri üzerinde ele alınmıştır.

Türkiye’de sendika-siyasi parti ilişkilerinin incelendiği ana bölümde Türkiye işçi sınıfının doğuş koşulları ve ilk işçi örgütlenmeleriyle ilk sendikal yapılar ele alınmıştır. Türkiye’de kapitalizmin geç gelişme koşulları ilk işçi örgütlenmeleri üzerinde etkili olmuştur. Avrupa’daki sendikal hareketlerin gelişiminden farklı bir seyir izleyen Türkiye işçi hareketi ve sendikacılık, bu gelişimden etkilenmiştir. Salt ekonomik taleplerden siyasal taleplere uzanan bir yelpazede kendini ifade eden işçi örgütlenmeleri grevler ve yürüyüşler gerçekleştirmiş, ancak bu ilk dönemde sendikal bir örgütlenme veya bir üstyapı kurumu ortaya çıkmamıştır. Bunda yasal kısıtlamaların etkisinin yanı sıra işçi sınıfının bilinç düzeyi ve ekonomik örgütlenmesinin etkisi göz ardı edilemez.

Tek Parti döneminde sendika-siyasi parti ilişkileri işçi örgütlenmelerinin tarihsel gelişimi ve yasal düzenlemeler ekseninde ele alınmış, CHP’nin bu örgütlenmeler karşısında izlediği politikalar incelenmiştir. Bu dönemde ele alınan başlıca olaylar Takrir-i Sükun dönemi, Cemiyetler Yasası ve İş Kanunudur. CHP’nin işçi karşısındaki konumunu ise halkçılık söylemi çerçevesinde şekillendirdiği ve sınıfsız toplum imgesinin döneme hakim olduğu, işçi örgütlenmeleri karşısında bu teze dayanarak uygulanan yasaklar düzeni vurgulanmıştır. 1938 tarihli Cemiyetler Yasası ile örgütlenmelerin önü kapanırken sendikal örgütlenme yasağı yasal zemine oturtulmuştur. CHP ise halkçılık ideolojisini temellendirmiş ve sınıfsız toplum ideolojisi çerçevesinde sınıfsal örgütlenmelerin karşısında durmuştur.

1946-1960 döneminde sendikalar ve siyaset başlığı altında ise CHP’nin halkçılık söylemindeki değişimle birlikte işçi sınıfını denetim altına alma çabaları İşçi Bürosu deneyimi çerçevesinde ele alınmıştır. İşçi Bürosu CHP’nin işçi ve köylü arasında yürütülen parti çalışmasını sürdürmüş, sınıfsal uzlaşma arayışı ve oluşan sendikal işçi örgütlenmelerini denetleme işlevi görmüştür.

1947 yılında yapılan CHP kongresinde işveren ve işçi arasında uzlaşma arayışı ön plana çıkmış, ancak sendikal örgütlenmelerin siyaset dışı kalması gerektiği karara

bağlanmıştır. Ancak İşçi Bürosu deneyimi tam da bu karara karşıt bir kurum olmasına rağmen CHP çalışmalarını bu çerçevede devam ettirmiştir.

CHP'nin işçi sınıfı arasındaki örgütlenme çalışmasının yanı sıra Demokrat Parti'nin çabaları da incelenmiştir. Yine bu dönemde kurulan ilk konfederal yapı olan TÜRK-İŞ üzerinde bu iki partinin etkin olma çabaları ele alınmıştır.

1960 sonrası dönemde sendikal ve siyasal yaşam üzerinde en etkili siyasi aktör durumundaki Türkiye İşçi Partisi'nin işçi sınıfı içindeki örgütlenmesi ile sendikal alana etkileri vurgulanmıştır. TİP aydınlar ve sol siyasetler üzerinde etkili olmuş, parlamentoda temsil edilen bir parti olarak tüm siyasi partiler yelpazesinde etkili bir aktör olmuştur. Bu dönemde sendikal alanda iki ana akım belirginleşmeye başlamıştır. TÜRK-İŞ, partiler üstü sendikacılığı benimseyip sağ kanat siyasi partilere yaklaşırken bu yaklaşımın yarattığı bölünmeden doğan DİSK sendikacılıkta sınıfsal kitle sendikacılığının ilk adımlarını atmıştır. TÜRK-İŞ'in benimsediği partiler üstü sendikacılık anlayışı siyasi partilere karşı tarafsızlık ilkesini benimsemiş, bu anlamda özgür sendikacılık akımının Türkiye ayağını temsil eder konuma gelmiştir. Siyasi partiler karşısında tarafsızlık, ilkesel olarak tüm siyasi partilere aynı mesafede durmak ve sendikacılığın çıkarları doğrultusunda bağımsızlık korunarak işbirliği gerçekleştirmeyi öngörmektedir. Ancak TÜRK-İŞ'in tarafsız sendikacılık anlayışı sağ kanat partilerle işbirliği biçiminde ortaya çıkmış ve bu durum TÜRK-İŞ içindeki sosyal demokrat ve sol sendikaların tepkisine neden olmuştur. Bu durumun yarattığı huzursuzluk TÜRK-İŞ içinde bölünmeye neden olmuş ve TÜRK-İŞ'in içinden DİSK doğmuştur. DİSK'in TÜRK-İŞ'ten kopuşu ayrıntılı olarak ele alınmıştır.

DİSK bu bölünmeden çıkarken DİSK kurucusu çoğu TİP üyesi sendikacının DİSK'in sendika anlayışı üzerinde etkili olduğu görülmektedir.

Dördüncü bölümde CHP içinde yaşanan dönüşüm ve sosyal demokratların CHP içinde ağırlık kazanmasına neden olan Ortanın Solu hareketi incelenmiştir. CHP'nin o güne dek temsil ettiği tepeden inmece siyaset anlayışına karşı tabanın hareketi olarak nitelenen ancak esasen TİP'in varlığı karşısında tabanın sola kaymasını durdurmak amacıyla girişilen bu hareket CHP içerisinde tasfiyelere neden olmuş, CHP'nin geniş halk kesimlerinin desteğini kazanmasına yol açmıştır. Ortanın Solu, aşırı sağa ve sola set çekmek amacıyla girişilmiş bir hareket niteliğindedir. Kendisine önce parti içinde ardından da halk kesimleri içinde destekçi bulmuş, CHP'nin eskisinden farklı, halkla mesafesi azalmış bir parti görünümü kazanmasına yol açmıştır.

Bu hareketle birlikte CHP'nin geleneksek parti imajından pragmatik parti görünümüne geçtiği görülmektedir. Ancak bu durum konjonktürel bir geçiş ve kitle kazanma refleksinin yansıması olarak yorumlanmıştır. Ortanın Solu kavramı aslında Adalet Partisi ve TİP karşısında CHP'nin konumunu yeniden belirleme çabasıdır. Ancak bu yaklaşım çeşitli sol çevreler ve sendikalar içerisinde destek bulmuş ve bunları CHP'nin yanına çekmiştir. CHP'nin politikası Demokratik Sol kavramında

netleşmiş ve bir uzlaşma arayışı olarak sunulmuştur. Ortanın Solu ve Demokratik Sol siyaset işçi ve köylü oylarının CHP'ye yönelmesine yol açmış, bunda DİSK'in seçimlerde CHP'yi destekleme kararı almasının da etkisi olmuştur. 1973 seçim dönemi bu açıdan ayrıntılı olarak ele alınmış, DİSK'in CHP ile yakınlaşması seçim dönemi içerisinde ele alınmıştır.

Bu süreçte DİSK içerisinde de dönüşüm yaşanmaktadır. Türkiye Komünist Partisi'nin DİSK içerisinde uzmanlar aracılığıyla etkinlik kazanması aynı döneme denk gelmektedir.

TKP, 1973 yılından önce yurtdışında faaliyet gösteren bir örgütlenme iken bu yıldan itibaren Türkiye içinde çalışmalarına başlamış ve bu döneme Atılım Dönemi adı verilmiştir. Genel olarak uzmanlar ve aydınlar vasıtasıyla girilen çalışmalar özellikle DİSK üzerinde yoğunlaşmıştır. TKP'nin izlediği politika, faşizmin yaklaşmakta olduğu ve buna karşı tüm demokratik örgütlerin işbirliğine girmesi yönünde olmuştur. Doğrudan TKP'nin varlığı öne sürülmemiş, demokratik devrim kavramı ön plana sürülmüştür.

TKP bu dönemde CHP'nin desteklenmesi ve demokratik güçler arasında bir cephe oluşturulması fikrine yakındır. Ulusal Demokratik Cephe kavramında somutlaşan bu arayış DİSK'in yükselişine yol açmakla birlikte DİSK içerisinde tartışmalara ve bölünmeye neden olmuştur. DİSK içerisinde bu kavramın somutlaşmasından önce de bir cephe fikri mevcuttur. CHP'nin yükselişe geçmesi ve TKP'nin etkinliğinin artmasının ardından bu kavram, TKP tarafından öne sürülen Ulusal Demokratik Cephe kavramında cisimleşmiştir. Ulusal Demokratik Cephe'nin ilanı ise DİSK'in tam anlamıyla TKP-CHP çizgisine çekildiğinin ilanı anlamına geldiği için tartışmalara ve bölünmelere neden olmuştur.

Bu süreçte sosyal demokrat sendikalar DİSK'e yaklaşmış DİSK sayıca güçlenirken bu sendikalar sonrasında DİSK yönetimini tasfiye ederek DİSK içinde etkin olmuş, DİSK'in niteliksel dönüşümüne de yol açmıştır. 6. Genel Kurul ile başa gelen Abdullah Baştürk yönetimindeki DİSK ise CHP ile daha da yakınlaşma beklentisi doğurmuş ancak durum ters yönde ilerlemiştir.

Baştürk sosyal demokrat kimliğiyle tanınan CHP üyesi bir sendikacıdır. Ancak CHP içinde yaşanan ters yönde gelişmeler ve darbe ortamının yarattığı karmaşa ile iç savaş ortamına sürüklenen ve ekonomik krizle yüzleşen Türkiye'de CHP daha önce önerdiği ekonomi politikasından ve özgürlükler siyasetinden uzaklaşmıştır. Bu dönemde CHP hükümet kurmuş ve darbe ve ekonomik kriz söylemi içerisinde işçi sınıfına sunduğu vaatlerden uzaklaşmış, DİSK'le de arası açılmıştır. CHP'nin iktidara gelmesiyle birlikte kendi sınıfsal tabanına ve geçmiş geleneksel parti kimliğine döndüğü görülmektedir.

DİSK yapı olarak siyasi partiler karşısında mesafesini koruma konusunda net iken bu ilişkide belirleyici taraf siyasi partiler, TKP ve CHP, başlarda ise TİP

olmuştur. Ancak TKP'nin DİSK'e getirdiği yaklaşım eleştirilse de DİSK'i siyasal eylemle tanıştırmayı ve sosyal-siyasal bir aktör haline getirdiği de unutulmamalıdır.

Tez çalışmasında yaşanan yazılı kaynak sıkıntısı nedeniyle mülakatlara da başvurulmuştur. Dönemin tanıklarından seçilen isimlerle mülakatlar gerçekleştirilmiş, bunlar alıntılar biçiminde tez metni içerisinde yer almıştır. Bu amaçla 1970'lerde DİSK içerisinde uzman olarak görev yapan Hüsni Dilli'yle, Devrimci Yer altı Maden İş Sendikası Genel Başkanı Çetin Uygur'la, Abdullah Baştürk'ün danışmanlığını da yapmış olan sendikacı Faruk Pekin ve araştırmacı-eski sendikacı Fahri Aral'la görüşmeler gerçekleştirilmiştir.

1970-1980 dönemi Türkiye üzerine yapılan çalışmaların kısıtlılığı nedeniyle başvurulmuş mülakatlarda döneme ilişkin anılar, anlatı ve bilgiler derlenmiş, çalışmanın genişletilebilmesi için gerekli görülen bölümler teze aktarılmıştır.

Konu incelenirken, teorik bir zemin üzerinde konunun incelenmesi sağlanmış ardından konularla ilgili belgeler taranmıştır. Yazılı malzemelere, konu veya dönem ile ilgili olarak yapılmış araştırmaların dışında basın metinleri ve bildirimlerle konferans/toplantı tutanakları da dahildir. Yazılı malzeme ve araştırmaların kısıtlılığı nedeniyle, konu üzerinde inceleme yapacak araştırmacıların görsel malzeme ya da mülakatlara başvurması önerilmektedir. Dönemin gazete ve dergilerinin taranması da verimli bir sonuç elde etmeye olanak sağlayacaktır.

Sendika-siyasi parti ilişkilerinin DİSK-CHP ekseninde tartışıldığı bu çalışmadan yola çıkarak sendikal özgürlüklerle partilerin sendikalara yaklaşımı konularında daha ayrıntılı çalışmalar yapılabileceği, bunun için öncelikle 1970-1980 arası dönemde Türkiye'nin sosyo-ekonomik ve siyasal durumuna özenle değinilmesi gerektiği vurgulanmıştır. 1980 darbesinin hazırlandığı dönem hem sol siyasetler hem sendikalar hem de sağ ve sosyal demokrat partiler açısından ayrıca ele alınmalıdır. Ancak vurgulanması gereken önemli bir nokta şudur ki, sendikaların ya da onların üst yapıları olan federasyon ve konfederasyonların, kısaca emek örgütlerinin siyasi yaşama dahil olmaları sadece siyasi partilerle kurdukları ilişkiler açısından ele alınmamalı, sendikacılığın siyasi yaşamda etkin olabilmesi için siyaseti gözetken ve tüm toplumu kavramaya çalışan bir sendikacılık anlayışı oluşturmasıyla ilişkili olduğu unutulmamalıdır. Sendikalar, hangi sendikacılık anlayışını benimserse benimsesin toplumsal-siyasal etkileri olan örgütlenmelerdir ve siyasi yaşama etkileri, bu etkinin gerçek anlamda kavranmasıyla doğru orantılıdır.

I. INTRODUCTION

La relation entre les syndicats ouvriers et les partis politiques, constitue depuis leurs apparitions sur la scène politique, un sujet de discussion important et ardent. Au début, la classe ouvrière, nouveau née, se cherchait des voies pour s'exprimer librement, étant un acteur quasi fort entre les autres. Aujourd'hui, avec le néolibéralisme qui se montre de plus en plus dans l'organisation de la vie économique et politique, comme le cas dans le monde, en Turquie aussi, le cadre de moyens d'expression des syndicats et leurs caractères sont devenus ambigus, mais toujours importants. L'impuissance et la perte d'influence des syndicats sur la vie politique, liées à cette nouvelle organisation mondiale, poussent les chercheurs et les milieux syndicaux à chercher des nouvelles formes de syndicalisme et de faire la politique. Mais la question des relations avec les acteurs politiques reste toujours un débat d'importance.

La fondation des syndicats de masse dans le monde date des débuts du 19^e siècle, ce qui apporta un changement véritable des équilibres, due à l'apparition de la classe ouvrière comme un acteur politique puissant et menaçant pour les classes dominantes. En Turquie, la fondation des syndicats date d'une période beaucoup plus tard, précisément le début du 20^e siècle. Mais cette apparition est loin de nous offrir des grands débats, à cause de la condition de la classe ouvrière à cette ère, cette dernière qui se trouvait à très peu de nombre et dans une structure inorganisée. Cette première période, le problème des relations syndicats-partis ou plutôt ouvriers-partis, ne peut qu'être discuté autour d'un système de parti unique ; un système qui cherchait à tracer les lignes d'une république et ses relations avec « le peuple ». Les discussions les plus ardentes sont alors vécues avec la constitution des grands syndicats et des confédérations, juste dans la deuxième moitié des années 1960.

Sur le choix de la période sur laquelle notre travail allait s'incliner, la période de l'entre 1970 et 1980, nous offrait des occasions pour pouvoir faire une analyse sur

un cas exceptionnel des relations syndicats- partis politiques. La période de 1970-1980 exprime pour la Turquie, une atmosphère de débats politiques sous la pression de la gauche et de la droite. On a pris les années 1970s comme le début de la période à analyser, car cette date nous montre la fondation de DISK (La Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires) et un changement à grande échelle dans le spectre des partis politiques avec CHP (Parti Républicaine du Peuple) qui s'inclinait, en apparence, vers la gauche. La date qui ferme la période, l'année 1980, fut d'ailleurs l'année de la défaite des forces progressistes en Turquie avec le coup d'Etat, qui a aussi préparé les bases d'une société dissolue, avec bien sûr la décomposition du mouvement syndical comme le cas des plusieurs partis et tendances politiques. Le choix de la période que s'incline notre travail, se base sur cette périodisation qui prend début avec l'apparition du syndicalisme « politique » présenté par DISK et prend fin avec le coup d'Etat de 1980.

Notre sujet se base sur les relations entre DISK et CHP, dans cette période. CHP était, depuis sa fondation, comme le parti qui avait « constitué l'Etat », une puissance extrême dans la vie politique de Turquie. Dès le début, le problème principal était la question des relations avec les masses. Les années 1970s, avaient porté un changement au sein de CHP aussi. CHP se redéfinissait et cherchait à se trouver une place dans la vie politique, un champ d'impact plus large et intense. Le parti, dont le changement qui avait commencé avec Ecevit, se cherchait des alliées pour pouvoir continuer à exister dans le champ politique où des nouvelles forces, plutôt venant de gauche, se montraient. Son changement allait avoir des effets sur ses relations avec les masses, donc avec les classes laborieuses, et plus précisément avec DISK qui se montrait comme une puissance dans la vie économique et politique avec le syndicalisme politique de masse qu'il avait adopté. DISK qui représentait le seul exemple du syndicalisme de masse politique, portait dans son sein des débats et il constituait le champ des discussions ardents de la gauche socialiste de l'époque, sur laquelle divers forces politiques voulaient avoir des impacts. Donc une relation entre CHP et DISK, serait un sujet de débat aussi ardent que leurs propres existences.

On constate d'ailleurs des divers tentatives de se mettre en relation, de la part de CHP mais aussi de la part de DISK. Il est claire qu'il y a une relation, un certain lien de solidarité entre les deux, si on regarde de près les déclarations et les actions

collectives qu'ils ont commis dans cette période. Mais l'analyse de cette relation n'est pas si simple. La question qui nous a poussé à faire ce travail, c'était le changement que CHP avait vécu et la montée de DISK ; mais aussi, l'existence de l'influence de TKP au sein de DISK. La date importante pour notre sujet fut l'année 1977, où CHP monta au pouvoir, les sociale-démocrates occupèrent l'administration de DISK. Par conséquent, la relation entre ces deux n'est pas allée pas dans une ligne que l'on attendait. CHP, retire donc son appuie de DISK et réciproquement, DISK critique de plus en plus l'attitude de CHP. Alors que les sociale-démocrates étaient devenues plus forts au sein de DISK, les relations avec CHP se montrèrent avec une rupture. Et cette rupture, les a amené à une dissolution.

Nous allons essayer de faire une analyse des étapes de cette relation et chercher à aboutir les causes de la rupture entre CHP et DISK, dans la période de 1970 et 1980, en faisant référence aux impacts politiques de DISK sur la vie politique.

II. LE SYNDICALISME ET LA POLITIQUE: LES BASES THEORIQUES ET HISTORIQUES

A. Approches Théoriques sur la Relation Syndicat-Politique

Le syndicat est défini comme une association de personnes qui ont pour but de défendre les intérêts communs professionnels et économiques de ses membres. Le syndicat cherche à faire aboutir des revendications en matière de salaires, de conditions de travail et de présentations sociales etc.¹ Cette définition assez simple peut-elle être suffisante pour pouvoir définir le rôle des syndicats dans la vie politique, dans ses actions sociales et dans ses mouvements et orientations dans la vie publique? La relation des syndicats avec les acteurs politiques d'un pays, dépend sûrement de l'histoire, des conditions socio-économiques et politiques du pays. Mais le temps et les expériences vécues dans plusieurs pays, nous permet de tracer quelques chemins qui peuvent être utilisé pour en faire une généralisation.

Comme notre sujet se limite avec les syndicats ouvriers et de plus près avec leurs relations et ses impacts sur la vie politique, nous allons essayer de définir et discuter cette relation ambiguë et difficile dans le cadre des mouvements ouvriers et les développements socio-économiques des pays, en mettant accent sur les choix et les obligations des syndicats et des partis politiques.

Nous allons ici essayer de développer des questions et chercher des réponses partant de la définition ci-dessus. Le syndicat est-il une organisation purement économique et professionnelle ?

Pour aboutir cette question, avant de passer aux expériences des pays et aux pratiques, il nous faudra tracer le cadre théorique des relations des syndicats avec les

¹ Syndicat des Ouvriers de Textile, Eğitim Yayınları, **Sendika Nedir ?**, <http://www.disktektstil.org/tr/?i=pages&id=295>

acteurs politiques, spécialement avec les partis politiques, qui sont eux-aussi des associations basées sur les intérêts communs de ses membres.

L'intérêt commun joue un rôle significatif dans la définition du mot "syndicat". Le syndicat n'a surement pas un seul but. Le syndicat est une association qui a des buts multiples, des buts qui ont des relations avec toute la société même s'il représente un groupement professionnel. Parce qu'il est un regroupement des personnes qui travaillent, qui sont au sein de la vie productive. Il représente non seulement les salariés mais aussi un entourage de leurs familles, de leurs lieux de travail, de leurs vies elles-mêmes. C'est une association de masse, qui unifie plusieurs personnes pour défendre leurs intérêts professionnels et sociaux. Parce que le syndicat est tout d'abord une institution dans la vie publique, sociale et politique, soit avec sa potentielle numérique soit avec le rôle qu'il représente.

Les salariés occupent le plus grand nombre de personnes dans les pays industrialisés. La grandeur quantitative, en un point jouit un autre degré qui change la qualité et les propriétés qualitatives du sujet. Le fait d'être au sein de la production et leur masse, leur donne un rôle social et politique. Ce rôle et ses effets augmentent quand cette masse jouit une conscience de ses intérêts, et surtout de ses intérêts de classe.

Le syndicat comme un groupe, puissant ou non, travaille pour l'augmentation des salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, pour une condition de vie meilleure qu'au présent. Donc de nature il est en opposition : Une opposition qui veut aller aux meilleurs des conditions.

Retournons à la définition du syndicat. En principe le syndicat a le but de défendre les intérêts communs de ses membres dans la vie économique, sociale, culturelle et politique, mais tant qu'action ou mouvement collectif, le syndicat a des buts qui débordent ces rôles étroits. Les problèmes de la société deviennent les problèmes des syndicats.

Le caractère d'opposition des syndicats provient de ce que les syndicats ouvriers sont organisés au sein des entreprises capitalistes et étatiques et de ce qu'ils

sont de nature pour les intérêts et les droits des ouvriers en tant que classe. Dans le système capitaliste il arrive des points où ces intérêts se joignent mais en principe, on parle des intérêts en conflit. Ce conflit remet les syndicats dans une position de prendre partie. Le fait que ce conflit va au-delà d'un conflit purement économique ou professionnel et que les syndicats sont des institutions qui défendent les droits de ses membres au sein de la vie sociale et politique provient de ce que le conflit n'est pas limité avec l'entreprise où l'ouvrier travaille. Les institutions juridiques, les réglementations sociales des sanctions, les formations sociales etc. sont dans le cadre de cette contradiction et ils ont des effets sur tous les domaines qui sont en relation avec cette contradiction. Par conséquent, avec toutes ses relations de tout degré qu'il établit avec les institutions et les organisations sociales, politiques et économiques, le syndicat en tant que groupe de pression, voudra par nécessité être efficace dans tous ces domaines sociaux.

Ce qu'il faut discuter à ce point là, c'est la nature de ces relations. Cette question est discutée dans diverses plates-formes depuis l'apparition de la classe ouvrière en tant que « classe » sur la scène politique. Et en général on constate que la question est plutôt discutée sur le plan éthique. On voit que ceux qui ont tendance à faire des évaluations éthiques sur ce sujet, discutent plutôt sur « la légitimité » ou « la précision » de la relation des syndicats avec les partis politiques ou organisations politiques et finissent par juger éthiquement leurs choix. Mais en termes de science politique, ou bien en termes des diverses sciences qui vont analyser les différents aspects de la question, au lieu de juger « bien ou mal », il nous faut mettre le sujet en question dans ses plusieurs aspects et de révéler les résultats de ces relations en analysant le positionnement des différents acteurs qui sont en relation avec le sujet. Partant de ce point-là, nous allons essayer de définir la question dans ses aspects principaux. Quand la question est la politique, le juge final est l'histoire. Il nous faut donc laisser place à ce juge de dire son avis et d'essayer de faire une analyse dans le cadre de la science politique.

Nous allons essayer de parler de la cadre des discussions menées sur la question et de transmettre les analyses faites sur la relation syndicat-parti politique.

a. Critères de bases pour déterminer les relations syndicat-parti politique

Les critères fondamentales dans la définition des syndicats et des partis politiques sont tout d'abord la condition socio-économique et historique du pays, la condition de la classe ouvrière, les contradictions entre les classes dominantes et les partis politiques et enfin les conditions propres aux syndicats et aux partis. Nous allons essayer d'analyser ces points là-dessous.

Il nous faut principalement définir les positions de ces deux parties, des syndicats et des partis politiques dans le champ politique.

Les syndicats sont définis comme des groupes de pression organisés sur la base de classe. Le syndicat en tant que groupe de pression, n'a sûrement pas le but d'accéder directement au pouvoir. Mais avec ses relations et ses impacts sur le pouvoir politique, le syndicat essaiera de faire prendre des décisions en ligne avec leurs intérêts et ses opinions.²

Définir les syndicats comme des acteurs politiques à cause de leurs rôle de groupe de pression et parce qu'ils représentent la masse qui sont au sein de la production, nous emmènera à les considérer en tenant compte des conséquences politiques de leurs actions sociales. Le syndicat a une fonction sociale soit avec la quantité des personnes qu'il représente et d'autre part par le caractère de cette masse. Sur le plan politique, les représentants idéologiques et politiques de la classe ouvrière sont les partis politiques mais les syndicats sont eux aussi, en tant qu'association professionnelle et sociale, ont des effets politiques. La négociation collective et la possibilité de contrats, des manifestations comme les grèves et les boycottages, les syndicats ont la possibilité d'avoir des impacts directs sur la vie politique et ils ont la possibilité de faire pression indirectement sur le champ politique grâce à ses relations idéologiques ou organiques avec divers acteurs sociaux et politiques.³

² A. Taner Kışlalı, **Siyaset Bilimi**, 13^e édition, Ankara : Imge, 2008, p.295

³ Banu Uçkan et Deniz Kağnıcıoğlu, **Endüstri ilişkileri**, Eskişehir, Ed. de l'Université d'Anatolie

Le syndicat étant un groupe de pression, peut utiliser ce pouvoir pour en avoir des profits sociopolitiques. Ils arrivent par là, à défendre les intérêts des masses qu'ils représentent et en avoir des bénéfices. Le pouvoir de leurs impacts dans la vie politique provient de la place qu'ils occupent dans l'économie. Comme la production industrielle est un phénomène indispensable pour la survie de l'économie, l'ouvrier qui est l'une des ses composantes, la plus importante, est lui aussi une composante de l'économie, la force productive qui sert à la continuation de la production. Par conséquent la façon dont les partis politiques considèrent les syndicats, cela provient de la place qu'ils occupent dans la production. La contradiction des intérêts que l'on a déjà parlés ci-dessus se montre ici encore une fois. L'intérêt commun que les syndicats défendent, constitue l'intérêt de l'une des deux pôles dans le système capitaliste dans la production, dans la distribution des biens et dans la vie. Il arrive à conjoindre ces intérêts dans la vie politique à des moments spécifiques, mais cette conjonction reste toujours limitée. Et cette contradiction va surement continuer puis que les gouvernants viennent de la classe contre laquelle la classe ouvrière défend ses intérêts. Le syndicat comme « force d'opposition » est le résultat de cette contradiction.

La masse représentée par le syndicat a des impacts politiques non pas seulement à cause de sa place dans l'économie mais on doit aussi parler d'un impact parallèle au caractère de cette masse. Les syndicats travaillent pour les membres des organisations syndicales mais aussi pour un entourage plus large, y compris leurs familles, leurs liens sociaux et pour avoir une parole sur les conditions de vie de leurs lieux de travail.

La situation des partis politiques dans la vie politique se met sur la scène dans une cadre plus large mais aussi plus net. « *Les partis politiques sont des institutions organisées pour avoir des impacts sur les décisions politiques et pour réaliser le pouvoir dans le cadre d'un programme politique.* »⁴

Ce qui met le syndicat et le parti politique dans des positions différents dans le spectre politique, c'est cette différence de but et de fonction. La fonction principale

⁴ A. Taner Kışlalı, **ibid.** p.261

des partis politiques dans le système politique est l'exercice de pouvoir par les élections. « *Ce sont les partis politiques qui jouent un rôle conciliant entre les groupes d'intérêts, organisés ou non, autour des choix spécifiques.* »⁵

Les partis politiques sont les porte-paroles des certains groupements dans la société. Fondés sur les intérêts des classes spécifiques, ils représentent les masses qui leurs sont liées, soit devenant ses membres soit en se liant idéologiquement. Mais ce qui différencie les partis politiques des syndicats c'est ce qu'ils sont représentés au sein du parlement et à condition d'être élu, ils ont le pouvoir de contrôler l'exercice du pouvoir ; le pouvoir législatif et exécutif. Dans un système représentatif, les partis politiques, grâce à leur pouvoir législatif et exécutif, réalisent l'exercice du pouvoir dans le pays et ils ont le pouvoir de prendre des décisions sur les syndicats et les ouvriers. L'exercice de cette force peut mener négative selon le caractère du système politique, peut mener le pouvoir à contrôler, à faire pression sur les syndicats ou bien mener positive et ouvrir les voies d'une liberté syndicale.

En dehors du parlement, un parti politique peut utiliser son pouvoir représentatif et sa légitimité dans divers champs sociaux. Un parti politique, organisé sur le plan national et aussi local, a un champ d'action plus large puisqu'il est aussi représenté dans l'exercice du pouvoir municipal. Un parti politique qui peut manifester son idéologie, peut réaliser ses travaux d'organisation dans tous les plans économiques, sociaux et politiques y compris par les moyens de propagande.

Il est surement impossible de faire une comparaison entre un syndicat et un parti politique. Il n'est possible non plus de mettre le syndicat à la place d'un parti politique. Ces deux organisations qui ont des buts et des fonctions différents peuvent collaborer à des niveaux différents et mener une action collective. Cependant les partis politiques ont l'intention de voir les syndicats comme des votes potentielle et parfois comme des « instruments ou des organes du parti ». Et selon la conjoncture, la nature de la relation est en général définie par le parti politique. Le cas est parfois différent quand on parle des partis ouvriers, ce qu'il faut analyser autrement des partis politiques qui ont l'intention de mener des relations avec les syndicats sauf dans les périodes des élections. Les partis ouvriers sont fondés sur la même base

⁵ A. Taner Kışlalı, **ibid.** p.286

ouvrière avec les syndicats. Par conséquent, on peut voir les partis ouvriers en collaboration avec les syndicats dans la formation de leurs programmes. Pour les partis politiques qui s'adressent à la masse ouvrière, il est possible de voir des députés ou des dirigeants ouvriers dans les cadres du parti. Cette relation peut, soit être organique soit fondé seulement sur une base idéologique.

Le deuxième point est la différence des instruments organisationnels de ces deux formations. Les instruments organisationnels qui comprennent aussi leurs conceptions d'organisation détermineront sûrement leurs formes de relation.⁶

La structure de l'organisation syndicale est sûrement liée à la condition sociale de ses membres, des ouvriers et des classes laborieuses. Le syndicat doit s'intéresser des problèmes sociaux-politiques de leurs membres pour pouvoir un impact effectif sur la politique, et il doit développer des solutions et réaliser la participation démocratique de ses membres aux processus de décision.

Pour ce but les syndicats ont des moyens beaucoup plus limités que les partis politiques. Le vote devient ici, un instrument fondamental. Les syndicats qui représentent une masse signifiante et qui ont la chance de dresser l'opinion de ses membres, peuvent suggérer de donner vote ou non à un tel parti. Les syndicats qui essayent de fonder un lien avec les partis qui ont des programmes proche à ses intérêts et ses demandes, peuvent avoir une potentielle d'impact avec leur pouvoir sur la masse et leurs entourage. Les syndicats en tant que groupe de pression peuvent se mettre en contact avec les partis politiques et même faire élire des députés ouvriers.

Les instruments organisationnels des partis politiques sont différents de ceux des syndicats. C'est un cas toute à fait normal car ils ont des buts et fonctions différents. Les élections, on a parlé ci-dessus, est l'un des moyens, peut être le plus important car elles sont les instruments de la participation à la politique. Le fonctionnement du système politique est un moyen pour l'exécution du pouvoir législatif et exécutif et la candidature forme un point d'intersection entre les syndicats et les partis. Les syndicats qui choisissent la participation à la vie politique

⁶ Michel Branciard, **Syndicats et partis, Autonomie ou dépendance**, t.1, Paris : Syros, 1982

par la voie électorale, ont la possibilité d'introduire des candidats ouvriers dans les listes des partis au prix des votes.

Les partis sont beaucoup plus à l'aise au sujet de financement pour la réalisation de ses programmes et ses activités. Ils ont la possibilité et la chance de collecter de l'argent de l'Etat et peuvent continuer leurs travaux de propagande etc. grâce aux cotisations. Alors que les syndicats ont des limitations légales au sujet des financements des activités, des limitations sur la participation à la vie politique.

Le troisième point est le champ d'impact politique. La différence entre la grandeur et la profondeur du champ d'impact des syndicats et celles des partis politiques nous offre un critère pour pouvoir analyser la relation entre ces deux.

La nature du régime politique a des effets aussi sur l'impact des syndicats sur la vie politique et au sujet de ses relations avec les partis politiques. L'impact des syndicats sur la vie politique est en relation avec la condition socio-économique et historique du pays, avec l'organisation de la classe ouvrière et aussi avec la légitimité des organisations ouvrières. Dans les périodes des soulèvements sociaux, l'influence des syndicats peut s'accroître avec ses contributions à l'opposition. La montée de l'opposition populaire qui se joint avec le mouvement syndical qui contrôle la production dans le pays, peut parfois élargir le champ d'impact des syndicats dans la vie politique. Dans les périodes de crises comme des crises économiques et des conflits sociaux, cette condition sociale qui affecte aussi la classe ouvrière a la possibilité de mouvoir les syndicats et les pousser vers une position obligée de prendre la parole.⁷ Mais ce phénomène est lié avec le caractère du mouvement syndical et celui du régime politique car dans ces périodes de crise, on voit souvent les mécanismes de contrôle et de tutelle qui empêchent le mouvement ouvrier à s'exprimer librement ou bien les syndicats sont parfois déjà pris sous contrôle du pouvoir et choisissent le silence. Les périodes de la montée de l'opposition populaire et politique, on constate une accroissance de la légitimité du pouvoir de pression des syndicats. Dans le cas des régimes démocratiques où la liberté d'organisation et

⁷ K. Marx et F. Engels, **Le Parti de Classe**, <http://marxists.anu.edu.au/français/marx/works/00/parti/kmpc012.htm>, 15.02.2009

d'expression est connue légitime, les syndicats ont plus d'impact comme des groupes de pression alors que dans le cas des régimes totalitaires, le régime de contrôle et de tutelle réduit l'impact légal des syndicats.

Le point important est ce que le parti politique du pouvoir a un champ d'impact qui détermine le champ d'impact du syndicat.⁸ Le caractère du parti importe peu dans ce cas. Soit ce parti est de gauche ou de droite, il a la chance de déterminer et orienter l'impact des syndicats. Les partis ouvriers le font par le schème idéologique et programmatique alors que le parti du pouvoir ou à l'opposition le fait par la voie de pression parlementaire, par la force des lois; ils élargissent ou réduisent le champ d'action du mouvement syndicale.

Le point final pour pouvoir analyser les relations partis-syndicats c'est l'orientation sociale et politique de ces deux. L'orientation, c'est à dire la structure idéologique a des effets sur la détermination de la relation parti- syndicats.

Dans la base des partis de gauche ou des partis sociale-démocrates existent toujours des ouvriers ou des gens travaillent. Alors dans les relations qu'ils instaurent avec leurs bases, ils ont l'intention de défendre les intérêts des syndicats qui représentent ces groupes de base. Cette défense peut se réaliser sous une forme de collaborations conjoncturelles ou durables et continuelles. Le caractère de cette collaboration dépend du programme du parti, de son orientation idéologique et de ses votants.

b. Dilemme : Dépendance ou Indépendance

La relation syndicat-parti politique nous emmène à aborder une question qui caractérise la nature de cette relation. La relation qui s'instaure selon les déterminations citées là-dessus, est analysée autour d'un dilemme entre la dépendance et l'indépendance.⁹

⁸ Banu Uçkan et Deniz Kağncıoğlu, **Endüstri ilişkileri**, Ed. de l'Université d'Anatolie

⁹ Michel Branciard, **ibid.**

Depuis les premiers périodes du syndicalisme comme aujourd'hui, dans la relation syndicat-parti politique, et de plus près dans la relation que le parti politique, qui a un pouvoir plus dominant, instaure avec le syndicat et dans le cas de syndicat qui s'incline vers un tel parti, on voit que les discussions tournent autour de problème qui demande si l'un des deux peut être neutre, impartial et indépendant envers l'autre.

Le fait que les partis et les syndicats entrent à coup sur en une relation directe ou indirecte, il va de soi que l'on questionne la nature et le caractère de cette relation et que chaque pays et chaque mouvement ouvrier ou chaque système politique aie développé une sorte de relation et qu'ils aient formé leurs propres traditions. Mais en totale, divers sortes de relations peuvent être modelés et classifiés selon des critères objectives. En faite, même si on arrive à une classification selon tel ou tel critère, la question reste fixe dans chaque cas et dans chaque expérience vécue : dépendance ou indépendance ?

Si on regarde d'abord le sujet selon le point de vue sémantique, on voit clairement que le mot « dépendance » a une association d'idées négatives. Le mot « indépendance » dont on place en face, a une association positive. Cette opposition est discutée dans le cadre des principes de l'éthique et ces mots sont souvent attachés à une autre opposition, une opposition qui nous force à faire choix entre « ce qui devrait être » et « ce qui ne devrait pas être », ou simplement « normale » et « anormale ». Il va de soi que « l'anormale » se joigne avec le mot qui a une association négative, c'est-à-dire, la dépendance. Mais alors, quand on parle de la dépendance ou de l'indépendance, discuter les vraies conditions et les cas au lieu de discuter un tel « ce qui devrait être » nous emmènera à une analyse plus objective et arriver à faire une évaluation concrète et effective sera possible.

Regardons d'abord pour quelle relation les mots « dépendance » et « indépendance » sont utilisés? L'adjectif « indépendant » est utilisé pour définir une impartialité en face des partis politiques, de leurs idéologies, de leurs structures organisationnelles et que le syndicat aie son propre identité et qu'il se mette à une certaine distance en face de tous les partis politiques. La conception de se tenir à une

certaine distance de chaque parti politique est un sujet qui montre une confusion dans les relations syndicat-parti.

L'adjectif « dépendant » est alors utilisé pour définir une relation de dépendance aux fonctionnements des partis, d'être guidé par un parti et de n'avoir pas la chance de porter une caractéristique propre et originale. La confusion sur ce point est ce qu'en général quand on parle de la dépendance, on parle souvent des partis socialistes ou totalitaires (en mettant les deux au même poids) et que l'on les juge selon les critères de « la liberté ».

Faudra peut-être mettre un troisième adjectif entre ces deux pôles : attaché ou engagé. Entre le fait d'être engagé ou attaché et le fait d'être dépendant, il y a une différence : c'est la volonté. Cela a poussé les politologues à mettre une troisième catégorie de classification entre les deux pôles de ce dilemme. Cette troisième catégorie qui définit un engagement ou un attachement est utilisée pour définir la relation où le syndicat et le parti politique se joignent sur le même plan idéologique, soit cette relation est organique ou non.¹⁰

Il est possible de voir la même discussion entre les deux courants syndicaux : entre « le syndicalisme libre » et « le syndicalisme de classe ». Le résultat de cette classification montre ses conséquences politiques autour de cette discussion qui a marqué l'histoire du syndicalisme. « Le syndicalisme libre » est dans une position de blâmer les autres courants syndicaux de ne pas être « libre et démocratique » et de leur juger dépendants.

L'assertion d'être impartial et indépendant est un fait que l'on voit souvent dans les discours des syndicats économistes, qui s'inclinent premièrement sur les intérêts économiques de ses membres. Quand on parle des intérêts économiques et professionnels, il est toujours possible que ces syndicats instaurent des alliances avec les partis politiques. Pour les syndicats dits « dépendants » il est question de faire une défense des intérêts sociaux sur le plan de l'élargissement des libertés et des droits démocratiques. Ils peuvent instaurer des liaisons idéologiques et organiques avec les partis politiques, et surtout avec les socialistes ou les sociale-démocrates. Cette

¹⁰ Michel Branciard, **ibid.**

définition doit nous emmener à questionner si l'impartialité dans la vie politique est-elle possible, ou demander si l'impartialité n'est-elle pas de « choisir une partie » ? Ou à l'envers, est-il possible de parler d'une dépendance absolue pour une organisation qui a des multiples inclinations politiques et idéologiques, comme des syndicats ? Et encore, est-il possible qu'un syndicat soit sous la domination absolue d'un tel ou tel courant idéologique ?

De ce point de vue, on arrive à un autre dilemme : économisme ou l'action politique ?

Kautsky contribue à cette discussion avec son article sur les discussions d'indépendance des syndicats en France et en Allemagne au début du 20ème siècle. Dans son article daté de 1900, Kautsky fait une comparaison entre les syndicats français et allemands qui avaient déclaré leur indépendance des partis socialistes et constate que la déclaration d'indépendance des syndicats français provenait de la structure organisationnelle des syndicats et que leur impartialité envers les partis socialistes allait plus qu'« une impartialité » et qu'ils montraient une opposition contre ces partis. Alors qu'en Allemagne le cas était différent et la déclaration d'indépendance des partis socialistes était une déclaration au niveau de discours et que les gens qui travaillaient dans les partis et les syndicats étaient les mêmes personnes. Ils avaient choisi de faire cette déclaration sous pression d'un système de régulations dures et qu'ils devaient faire cela pour que les deux institutions puissent continuer à travailler librement, ils devaient mettre une certaine distance entre le parti et le syndicat.¹¹

Kautsky fait une constatation pour résumer le cas : dans les sociétés où les niveaux des vies sont élevés, les syndicats ont tendance à limiter ses demandes avec les intérêts étroits concernant les demandes économiques et professionnels et qu'ils s'éloignent de la politique. « *Les périodes de prospérité, évidemment, favorisent plus l'agitation professionnelle et tendent même à reléguer le mouvement politique de classe à l'arrière-plan.* »¹²

¹¹ Karl Kautsky, "Politique et Syndicats", Berlin, 1900, édition française de 1903, traduction par Camille Polack, http://www.marxists.org/français/kautsky/works/1900/00/kautsky_190000000.htm

¹² Karl Kautsky, **ibid.**

Kautsky soutient son argumentation avec l'exemple d'Angleterre : « *C'est un fait qui se vérifie tout particulièrement en Angleterre. En 1837, en même temps que la crise économique, commença l'agitation chartiste, et, jusqu'en 1842, elle ne cessa de grandir. Puis vinrent les années de prospérité, et le chartisme recula.* »¹³

Et il explique l'impartialité des syndicats envers la politique dans le même cadre:

« *Et les syndicats, dont l'affaiblissement avait coïncidé avec l'âge d'or du chartisme, reprurent à partir de 1850 un nouvel essor. « La période de 1825 à 1848 avait été remarquable par la fréquence et la violence des crises commerciales. Mais à partir de 1850, au contraire, les progrès de l'industrie furent pendant quelques années (jusqu'en 1874, K. K.), plus grands et plus constants que dans la période précédente » (S. et B. Webb, Histoire du Trade-unionisme). C'est à ce moment que furent créés les syndicats neutres modernes.* »¹⁴

Est-il donc possible de faire sortir cette discussion du champ de l'éthique? Est-il possible de résoudre et analyser le problème en utilisant la même classification? En réalité, les dénominations importent peu. Un homme scientifique peut nommer un cas avec un tel nom et l'autre avec un mot différent. L'important c'est de pouvoir poser la question dans le cadre des cas objectifs. Donc ce que l'on va mettre ici, n'a qu'une seule différence. C'est de mettre le mot « engagé » au lieu de « dépendant ».

Comme les syndicats sont des organisations de classe, la relation des syndicats avec les partis politiques est un sujet ambigu et difficile à mettre au jour. Il est aussi difficile de tenir la distance pour les syndicats dans ses relations avec les acteurs politiques qu'il se trouve sur la même ligne. Il va de soi que les syndicats aient des tendances politiques puisqu'ils sont de nature des organisations qui ont des impacts directes sur la vie politique. Et il est donc impossible qu'ils restent en dehors de la scène politique. Ils ont –tous- des tendances idéologiques qui désignent leurs attitudes et ce qui détient la masse est cette idéologie. Donc il est assez dur de tracer

¹³ Karl Kautsky, **ibid.**

¹⁴ Karl Kautsky, **ibid.**

des lignes étroites pour la classification et la détermination des relations syndicat-partis. Nous allons ici essayer de déterminer quelques critères de base et d'en faire une classification objective.

c. Modèles sur les relations syndicat-parti

La classification que l'on va utiliser dans ce chapitre se trouve entre le champ d'intersection de deux disciplines qui ont pour sujet la relation des syndicats avec la politique: la science politique et l'économie avec son sous discipline qui travaille sur les relations industrielles.

Selon ces deux disciplines, les relations syndicats-partis sont analysées et classifiées sous trois titres.¹⁵

Modèle indépendant:

Selon le modèle indépendant, les syndicats et les partis politiques n'ont aucune relation organique et directe. Les syndicats ne fondent pas des partis politiques et ne s'inclinent à aucun parti politique. Il existe surement des relations indirectes. Ces syndicats peuvent entrer en relation avec les partis qui ont des programmes qui leur convient, mais cette relation n'est pas permanente. Ces syndicats sont concentrés sur les intérêts économiques et professionnels au lieu des intérêts de longue durée, des intérêts démocratiques et des demandes des droits et libertés démocratiques. Ils se mettent à un certain écart des partis mais peuvent aussi faire des collaborations au cas d'un accord. Les syndicats qui entérinent ce modèle sont les syndicats en Etats-Unis, au Canada et en Turquie d'après 1980.¹⁶

Modèle Engagé :

Selon ce modèle, les syndicats et les partis politiques qui partagent la même lignée idéologique et la même conception, se mettent en contact en gardant leurs indépendances organisationnelles. D'après cette conception, la relation entre les deux

¹⁵ Pour la classification : Banu Uçkan., Deniz Kağnicioğlu, **ibid.**, pp.145-149

¹⁶ Banu Uçkan., Deniz Kağnicioğlu, **ibid.**, p.146

institutions peut être organique ou inorganique. Ce qui importe dans ce cas, ce n'est pas le niveau de collaboration mais le concept d'indépendance des deux institutions l'un contre l'autre. Les syndicats ne sont impartiaux selon cette conception de relation ; ils peuvent se mettre en relation avec les partis socialistes ou sociale-démocrates. Le syndicalisme en Angleterre, en Norvège et en Turquie des années d'avant 1980 sont considérés dans ce modèle.¹⁷

Pour le modèle engagé, s'il est le cas d'une relation organique, il est question de conserver l'indépendance et de se rejoindre autour de la même motive. En Angleterre et dans les pays Scandinaves, les syndicats sont en général dans une relation organique avec les partis. Grâce à cette relation, les syndicats sont l'un des nourriciers des partis et ils ont le droit d'avoir des députés et le droit de participation à l'administration.

Si une relation inorganique est présente, le syndicat peut choisir de favoriser le parti assidument dans certains périodes. Les relations entre La Confédération Syndicale Allemande DGB et le Parti Social-démocrate (SPD), La Confédération Française Démocratique de Travail (CFDT) et le Parti Socialiste, La Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires (DİSK) et le Parti Ouvrier de Turquie (TİP) peuvent être considérées de la même sorte.¹⁸

Le modèle attaché/dépendant :

Le troisième modèle est le modèle attaché/dépendant. Selon ce type de relation, les syndicats ne sont indépendants des partis. Ils peuvent être conditionnés à travailler comme des organes des partis ou la relation peut être instauré volontairement. Il s'agit d'une obligation lors des périodes des régimes totalitaires ou des gouvernements d'un parti unique, alors que dans les systèmes parlementaires pluralistes il s'agira des collaborations volontiers. S'il faut donner un exemple, on peut citer la relation CGT-PCF sous ce titre.¹⁹

¹⁷ Banu Uçkan,. Deniz Kağnıcıoğlu, **ibid.**, pp.147

¹⁸ Banu Uçkan,. Deniz Kağnıcıoğlu, **ibid.**, pp.147-148

¹⁹ Banu Uçkan,. Deniz Kağnıcıoğlu, **ibid.**, pp.149

Des diverses dénominations sont parus dans différents sources et par différents chercheurs. Au sujet de relation syndicat-parti, Meynaud nous cite quatre alternatives. La première alternative est la conservation de l'impartialité du syndicat contre le parti. Dans ce cas, les leaders des syndicats ne suggestionnent pas leurs membres de favoriser un tel parti. De l'autre coté, il est possible qu'un syndicat conserve son impartialité mais qu'il se mette en relation avec un parti dans le cas d'une intersection des intérêts. Selon la troisième alternative, on parle de l'instauration d'une relation spéciale entre le syndicat et le parti. Dans ce cas, sont associés le programme du parti et les demandes du syndicat. Le syndicat accorde son appui au parti alors que le parti favorise les demandes des ouvriers. L'alternative finale est la dépendance du syndicat à un parti et le parti dispose du syndicat selon ses intérêts.²⁰

On peut voir de près que cette classification est aussi équivalente à la première classification cité là-dessus.

A. Courants Syndicaux et la Politique

a. La naissance et l'évolution de l'action syndicale

Le syndicalisme qui est la forme d'organisation professionnelle de la classe ouvrière, se met sur la scène à peu près un siècle après la naissance de la classe ouvrière. Après la dissolution du système féodal, l'immigration des paysans, sans terres ni rien, vers les grandes villes et la formation des premiers noyaux de la classe ouvrière datent du deuxième moitié du 18^e siècle. L'Angleterre, qui a vécu la Révolution Industrielle et l'industrialisation et qui est la terre où les germes du prolétariat moderne se montrent dans les premiers périodes du capitalisme, le sens d'organisation et de solidarité et la capacité de s'orienter ensemble sur le même sujet manquait au sein de la classe ouvrière. Donc ce pays est devenu un grand sujet de

²⁰ Helene Cauchy, **Syndicats et Partis Politiques**, Université Lille 2, 2002, p.61

recherche pour beaucoup de chercheurs car les prolétaires étaient dans une condition de vie dans des pires des conditions et devaient travailler pour pouvoir vivre.²¹

Sur la voie qu'atterrisse le mouvement syndicale, on voit clairement une accumulation d'expériences et des combats à divers niveaux d'organisation. L'existence d'une organisation syndicale demande un certain niveau de conscience de classe. Cette conscience se forme d'abord au niveau des intérêts économiques mais toute au départ, on voit des actions spontanées et qui vont de peu à peu vers les organisations comme des associations, des comices ou des collectifs qui servent à la création d'une conscience de classe. Les premières émeutes des ouvriers contre les conditions de vie et de travail dures se montrent sous forme de violence et comme des actions des briseurs de machines. L'apparition des métiers mécaniques et l'utilisation des machines dans l'industrie de tissage étaient des faits que les ouvriers voyaient en ces machines l'image du système qui leur accablait sous pression des conditions insupportables de travail. Les actions des briseurs de machines, apparues au 17^e siècle, et fortifiées vers le 18^e, a pris le nom de Luddisme au milieu de 19^e siècle et il s'est étendu en Europe. La cause dont le mouvement ne s'orientait pas vers les bourgeois mais vers les machines, est expliqué dans la Manifeste du Communisme par le manque de la conscience de classe à cette période. La concurrence entre les ouvriers à cette époque devançait la solidarité.²²

L'orientation de la classe ouvrière vers une organisation de classe se montre plus clairement en France qui vivait une évolution politique. La France de l'après révolution où on voyait des grèves et des révoltes, la bourgeoisie radicale qui élargissait l'univers des opinions et des expressions, ces idéologues et activistes étaient devenus les apôtres du mouvement ouvrier aussi. La classe ouvrière avait combattu contre l'aristocratie comme les forces supplétives de la bourgeoisie radicale, à cette période, les formes d'organisations propres aux bourgeois comme les associations, les comices étaient devenus des écoles pour les ouvriers.²³

²¹ Voir Friedrich Engels, **İngiltere'de Emekçi Sınıfların Durumu**, Trd. Yurdakul Fincancı, Ankara : Sol, 1997

²² Voir Karl Marx, **Komünist Manifesto**, Trd. Muzaffer Erdost, Sol, 2005

²³ Ces penseurs sont connus sous le nom des socialistes utopiques. Les idéologues et les hommes d'action comme Babeuf, St. Simon, qui étaient les représentants de la bourgeoisie radicale progressiste, étaient organisés sous des clubs et des associations et menaient la propagande pour le progrès et la révolution. La disparition des éléments radicaux au sein de la bourgeoisie après

Une fois organisés sous les associations et les comices, les ouvriers ont vu la bourgeoisie, cette fois représentant de l'Etat, faire barrage à la classe ouvrière, à former sa propre organisation basée sur une certaine conscience de classe. Les régulations qui sanctionnaient ces organisations n'ont pu faire disparaître ni les grèves ni les actions des organisations. Des associations pareilles se sont montrées en Angleterre au 18^e siècle, sous forme des comités d'entraides, des caisses d'entraides et des associations ouvriéristes. Les comités de grève que les ouvriers formaient dans leurs entreprises étaient les noyaux des syndicats modernes.²⁴ Des organisations illégales ont commencé à se montrer sous un régime de contrôle et de pression des gouvernements. Le droit à des organisations légales sont venus après. Les syndicats se sont formés plutôt de ces associations et à la continuité de ces grèves. La conscience des intérêts économiques a pris une forme de conscience politique, mais lentement et des régulations législatives sont venus par contrecoup.

Dans le chapitre suivant, les principaux courants syndicaux vont être analysés selon leurs relations avec les acteurs politiques et ses impacts sur la vie politique. Il n'est malheureusement impossible de reprendre l'histoire du mouvement ouvrier profondément, on va juste citer les moments importants de l'histoire concernant le sujet. Notre point de départ est, en se tenant sur les principes théoriques cités au commencement, la relation des syndicats avec les acteurs politiques, leurs interactions et les contributions des actions syndicales sur le mouvement syndical mondial.²⁵

b. Trade-unionisme Anglais et la Politique : L'expérience du Parti Ouvrier Anglais et le Parlementarisme

L'Angleterre qui est le pays de naissance du prolétariat moderne et de la révolution industrielle, est aussi le pays où on observe les premiers types des syndicats en Europe. C'est au 17^e siècle que l'on voit apparaître les organisations

l'instauration du pouvoir bourgeois, et que le nouvel antagonisme qui s'est montré entre les bourgeois et les prolétaires, a poussé les ouvriers à définir leur propre situation de classe dans le champ organisationnel.

²⁴ Erkan Aydoğanoglu, **Sınıf Mücadelesinde Sendikalar**, Istanbul : Evrensel, 2007, p.27

²⁵ Pour la catégorisation voir : Alparslan İŞIKLI, **Sendikacılık ve Siyaset**, 6^e éd. Ankara : Imge, 2005

professionnelles des ouvriers. L'un des principales causes de ce fait est l'augmentation en taux et l'amélioration en caractère des masses sans-terres, dans les villes. Le taux des ouvriers industriels en 19^e siècle est de 29% de la population totale du pays.²⁶ Ce pourcentage est un très grand nombre même par rapport aux pays industrialisés de nos jours. Ce fait d'être le premier, est aussi un point remarquable sur le caractère du syndicalisme en Angleterre. La population ouvrière augmentant en taux est de peu à peu devenu une masse politique. Contre les *Tory*, qui représentaient l'aristocratie terrienne et le Parti Libérale en hausse, la classe ouvrière n'a pas eu la chance d'être représentée au parlement « en tant que classe » jusqu'aux reformes de 1867 et de 1884.²⁷

Le point qui différencie l'organisation syndicale en Angleterre des autres exemples, c'est la fondation d'un Parti Ouvrier par les syndicats et son impact sur la vie parlementaire en tant que groupe de pression et qu'ils ont suivie la route de la représentation parlementaire.

Le fait que les syndicats se trouvent physiquement dans la vie politique grâce à un parti ouvrier fondé par les syndicats provient des expériences vécus en Angleterre et a marqué fortement l'évolution du syndicalisme dans le pays.

L'un des facteurs les plus importants qui avait poussé les syndicats à l'action politique en Angleterre et à former un parti politique était sans aucun doute, La Révolution Française. « *En Angleterre, les premiers essais des syndicats pour former une organisation politique indépendante des ouvriers apparaissent sous l'inspiration de ces idées.* »²⁸ *London Corresponding Society* (LCS) qui est défini comme le premier mouvement ouvrier indépendant dans l'histoire, est fondé en 1792 et le premier but de ces associations était le suffrage universelle et de forcer les autorités à faire des régulations pour la protection des ouvriers par les lois. Cette organisation qui avait des objectifs politiques et sociaux totales, offrait à la classe ouvrière une nouvelle forme d'organisation.²⁹ L'existence de cette organisation

²⁶ Alpaslan Işıklı, **Sendikacılık ve Siyaset**, p.128

²⁷ Alpaslan Işıklı, **Sendikacılık ve Siyaset**, p.130

²⁸ Alpaslan Işıklı, **Sendikacılık ve Siyaset**, p.136

²⁹ E.P. Thompson, **İngiliz İşçi Sınıfının Oluşumu**, Trd par. Uygur Kocabaşoğlu, 1^e éd., Istanbul : Birikim, pp.49-52

inspirée des idées et des slogans politiques et sociaux de la Révolution Française, a pris fin avec la déclaration de *Combination Act* en 1800. Mais les personnages importants du mouvement ouvrier anglais des temps suivants étaient instruits au sein de LCS.

Un autre personnage effectif de l'histoire du mouvement ouvrier en Angleterre fut Robert Owen. Owenisme, qui représentait lors un modèle de société et offrait un modèle organisationnel exemplaire de travail pour les ouvriers, était basé sur la fondation d'une société d'accord et de collaboration ; ce qui avait des effets sur le réformisme qui a marqué le mouvement ouvrier anglais. Les impacts de l'Owenisme étaient d'abord sur le plan philosophique mais Le Chartisme avait plus d'impact direct sur tout le mouvement syndical.

La première organisation chartiste est fondée en 1836 sous le nom de l'Association Londonienne des Travailleurs. La première charte déclarée en 1838 est l'une des déclarations les plus importants dans laquelle les demandes politiques de la classe ouvrière étaient incarnées. L'aspect politique de la charte forme le caractère spécifique du mouvement ouvrier anglais. « *La Charte du Peuple, qui, dans la forme est purement politique, exige une base démocratique de la Chambre des communes. Chartisme est la forme compacte de leur opposition à la bourgeoisie. Les syndicats et les branchements d'opposition sont toujours restés isolée: c'était uniquement les travailleurs ou des sections qui combattaient un bourgeois. Si la lutte est devenue général, c'était à peine l'intention de travailleurs, ou, quand il s'est produit intentionnellement, Chartisme était au fond de lui.* »³⁰

Le Chartisme qui était commencé comme un mouvement du prolétariat et de la classe moyenne, venu à l'an 1840, il a occasionné la fondation de *National Charter Association* qui sera la base du parti ouvrier.³¹ *People's Charter*, qui est le texte principale de Chartisme parlait de 6 points importants concernant les demandes des Chartistes:

1. suffrage universel pour tous les hommes à partir de 21 ans,

³⁰ Friedrich Engels, **ibid.**

³¹Mary Davis, **TUC History**, Centre for Trade Union Studies, London Metropolitan University, TUC, www.unionhistory.info/timeline/1834_1850

2. des circonscriptions justes et égales (pas de bourgs pourris, des sièges pour les villes nouvelles),
3. vote à bulletins secrets,
4. abrogation de l'obligation d'être propriétaire comme condition d'éligibilité,
5. une indemnisation parlementaire pour permettre aux travailleurs de siéger et de pouvoir vivre,
6. des élections annuelles.³²

L'évolution de ce mouvement qui portait aussi des traces de Fabianisme s'est incliné de peu à peu vers le parlementarisme. Le Fabianisme basé sur l'utilitarisme croyait à la méthode de conviction au lieu de la lutte des classes.³³ Il est possible de voir les influences du Fabianisme sur le caractère du syndicalisme conservatif-réformiste en Angleterre.³⁴

La décision de s'unir en un parti politique était réalisée à la suite des discussions. La demande du suffrage universelle des Chartistes et la lignée de représentativité du Fabianisme, unifiait le mouvement ouvrier autour du sujet de suffrage. Après les victoires des candidats ouvriers dans les années 1860, les ouvriers étaient fortifiés en nombre et en qualité, les demandes s'orientaient vers la représentation parlementaire. *Labour Representation League* (Le Ligue de Représentation des Ouvriers-LRL) fondé en 1869 était un point important pour l'évolution du mouvement. Le but de LRL était de « *assurer la représentation parlementaire des ouvriers, assurer l'inscription des électeurs ouvriers sur les listes,*

³² Chartist Ancestors, **Six points of People's Charter and the role of the London Workingmen's Association**, <http://www.chartists.net/The-six-points.htm>, 10.10.2008

³³ Alparslan Işıklı, **Sendikacılık ve Siyaset**, p.160

³⁴ Les Fabians ne croient pas à la révolution mais à la création d'une société plus égalitaire avec le développement du système capitaliste. Ils considèrent l'Etat comme l'instrument de la distribution égalitaire des biens car selon eux, l'Etat n'est pas le moyen de conflit mais la cristallisation d'un compromis. Dans plusieurs articles écrits par Lénine et Engels sur l'économisme, il est possible de voir des critiques sur la tendance utilitariste et pragmatiste. Selon l'économisme, les syndicats ont un champ d'intérêt limité avec les problèmes au sein de leur propre poste de travail, et des problèmes des salaires et peuvent acquérir à ce qu'ils veulent par la voie parlementaire et les discussions pacifiques. Dans la nouvelle ère qu'est l'Angleterre est entré, les bénéfices de l'aristocratie ouvrière ont beaucoup influencé ces idées. Les Fabians qui voient en l'Etat un moyen de compromis, éloignent d'une part les syndicats de la politique, de l'autre côté ils les ont poussé à former un parti ouvrier car ils les considèrent comme des groupes de pression. Cela peut rassembler conflictuel mais il peut être saisi comme un signe de leur ligne réformiste. Le Parti Ouvrier fondé en 1900 est le résultat de cette ligne de pragmatisme. E. Aydoğanoglu, **ibid.**, p.88.

*conseiller des candidats qui pourront être utile pour les demandes des ouvriers et de réaliser cette appuie. »*³⁵

La création de *Parliamentary Committee* (Le Comité de Parlement) au sein de TUC (*Trade Union Council*) en 1871 par les représentants des syndicats, était aussi un pas important pour l'action politique des syndicalistes. Ce comité jouait le rôle de groupe de pression sur le parlement. Dans la période suivante, plus en plus d'ouvriers, des divers partis, sont élus députés au Parlement. En 1886, créé encore par TUC, *Labour Electoral Association* (L'Association Electorale des Ouvriers) avait le but de trouver des candidats que les syndicats pourront supporter et de les faire élire au sein du Parti Liberal. Par conséquent, les syndicats n'avaient pas le droit de veto au cas où le parti libéral refusait de déclarer le candidat sur la liste électorale du parti. Cette orientation a continué jusqu'à la création de l'*Independent Labour Party* (ILP) – Parti Ouvrier Indépendant. ILP avait le but d'arriver à l'accord social en compagnie des sympathisants des classes moyennes et refusait la révolution.³⁶ LRC, créé par les syndicats et les représentants des associations syndicales, a pris le nom de *Labour Party*, Parti Ouvrier dans son conférence convoqué en 1906.

Au sein du Parti Ouvrier, les syndicats n'étaient non seulement les fondateurs mais ils avaient un pouvoir dans l'organisation du parti. Les deux grandes autorités dans le parti, étaient la Société Fabian et les syndicats. Les Fabians avaient un impact idéologique alors que les syndicats formaient la force la plus importante avec leurs supports financiers, avec leur potentielle pour l'offrir des membres, avec leur pouvoir sur les mécanismes de décision. La place et le rôle des syndicats dans la structure organisationnelle du parti, a changé de forme avec un changement de statut, qui reformulait les conditions d'admission au parti. Dès cette date, les individus, sans aucune condition d'être membre d'une association ou d'un syndicat, pourront être admis au parti. Le Parti Ouvrier, défini jusqu'ici comme une fédération des syndicats, des unions des syndicats, des associations socialistes et des organisations locales du parti, a connu une transformation organisationnelle avec ce changement de

³⁵ Cole, **The British Working Class Movement**, p.211, cite par A. Işıklı, **ibid.** p.166

³⁶ A. Işıklı, **ibid.** p.171

statut. Malgré ce changement le poids des syndicats dans l'organisation du parti a continué pour long temps grâce aux ouvriers syndiqués devenus membres du parti.

Le support financier du Parti Ouvrier était aussi fourni par les syndicats.³⁷ Les syndicats pouvaient collecter d'argent de ses membres pour le parti. Le Cabinet des Lords avait interdit en 1876 le support financier des partis par les syndicats. Mais ils avaient du adopter un accord à cause des réactions fortes des syndicats et du parti. *Trade Union Act*, daté de 1913, était une régulation qui formulait cet accord. Selon cette régulation, les syndicats pouvaient supporter des associations politiques et adhérer à des associations politiques à la suite de la décision avec un vote de la majorité. Une addition aux cotisations mensuelles pouvait être transférée à un parti ou une association politique. A la suite d'un changement de statut en 1927, le fait que le syndicat pourrait seulement prendre des cotisations pour transférer à un parti seulement de ses membres qui donnent accord, est devenu un grand obstacle devant le Parti Ouvrier. Cela n'a pu être changé lors du gouvernement du Parti Ouvrier.

Les syndicats en Angleterre pouvaient non seulement donner des appuis financiers au parti comme des cotisations mensuelles mais ils pouvaient aussi l'aider dans les périodes des élections. On doit ici dire que le 80% des revenus des cotisations du parti venait des syndicats.³⁸ Les syndicats avaient le droit de créer des fonds politiques (*political funds*) dans les périodes des élections pour les candidats qu'ils choisissaient.

Les syndicats qui donnaient d'appui financier, avaient aussi un pouvoir sur les mécanismes de fonction du parti. Les syndicats sont représentés au sein du parti, et ils existaient dans les organes du parti. Par conséquent cette existence ne suffit pas d'orienter la lignée idéologique du parti et d'en créer un parti politique qui pourra défendre les intérêts de la classe ouvrière. A cause du poids idéologique du Fabianisme dans le parti, Le Parti Ouvrier était plutôt un parti libéral, qui jouait un rôle de freineur contre les militants socialistes et les syndicalistes. De l'autre côté, à cause de l'insuffisance des députés ouvriers, le parti est resté comme un supporteur du parti libéral pour long temps. Des groupes qui ont cassé leurs liens avec le Parti

³⁷ A. Işıklı, **ibid.** p.176

³⁸ A. Işıklı, **ibid.** p.179

Libéral et qui sont adhérents au Parti Ouvrier, ont aussi porté une ligne anti-communiste au parti. La rejection de la demande d'admission du parti Communiste est l'un des signes de cette portée anti-communiste.³⁹

Le Parti Ouvrier venu jusqu'au pouvoir en Angleterre qui n'a pas suivi une politique différent des libéraux, n'a pas pu faire le choix entre le parlementarisme et la spontanéité, a pris une opposition manifeste contre les mouvements communistes et internationalistes et il est allé jusqu'à l'exclusion des éléments socialistes de la vie politique.

c. Le Syndicalisme Américain et la Politique : Syndicalisme supra-partite

Le courant syndical connu sous le nom du syndicalisme américain, né en Etats-Unis, a eu des impacts directs et indirects sur tous les mouvements syndicaux du monde. Le caractère principal du syndicalisme américain dépend du développement du capitalisme qui a suivi une évolution différente aux Etats-Unis par rapport au développement du capitalisme en Europe. Sa position par rapport à la politique provient aussi de ce caractère de classe. L'inexistence d'un système féodale qui produit ses prolétaires et ses bourgeois, l'insuffisance d'une conscience de classe qui vient de la lutte, ces conditions ont créé une forme et un caractère d'organisation différent de ceux d'Angleterre ou de France, ou d'Allemagne. Etant important la représentation parlementaire, le syndicalisme américain, les syndicats ne sont pas unis en un parti politique comme l'exemple en Angleterre. Des partis organisés sous l'influence de la petite bourgeoisie, les socialistes ont fait des tentatives pour fonder des partis aussi. Par conséquent, les organisations les plus influentes sur le syndicalisme américain sont l'AFL (*American Federation of Labor*- La Federation Americaine de Travail) fondé en 1886 et CIO (*Congress of Industrial Workers*- Comité pour l'organisation industrielle) fondé en 1935, qui continuent leurs travaux en collaboration. Nous allons parler d'AFL-CIO du point de vue de ses influences sur le syndicalisme en Turquie et sur le syndicalisme mondiale.

³⁹ A. Işıklı, *ibid.* p.179

Le syndicalisme américain qui se cristallise avec la fondation d'AFL-CIO, se base surtout sur le principe d'anticommunisme et l'impartialité envers les partis politiques.

*« Le syndicalisme américain n'a pas adopté l'idée d'unification des forces de la classe ouvrière au sein d'un parti politique et la fondation d'un parti indépendant. Le syndicalisme américain a choisi de tenir ses relations avec les partis politiques en une certaine distance et une collaboration limitée avec les partis qui ne présentaient pas grande différence. Ils croyaient à la réalisation des intérêts de la classe ouvrière en jouant le rôle de groupe de pression sur le pouvoir et sur le champ politique. »*⁴⁰

Cette attitude connu sous le nom de « *non-partisanship politics* », se trouve sur une lignée « d'indépendance » au sujet de la collaboration avec les partis politiques et au sujet de ne pas fonder un parti propre à la classe ouvrière.

Le taux de syndicalisation assez bas aux Etats-Unis, l'organisation sur la base des postes de travail, les différences ethniques entre les ouvriers, ceux-ci sont les causes principales du manque de solidarité parmi les ouvriers. En conséquence de l'accumulation du capital dans le pays et les ouvriers tirant bénéfice de ces richesses, l'individualisme s'est vite rependu parmi les ouvriers aussi. Par conséquent, il est de nature que le syndicalisme ait un caractère plus conservatiste dans ce pays.

Le fait que les terres vastes du continent offraient à chacun la chance de posséder des terres, le caractère des masses ouvrières ont connu une évolution assez différente de ses contemporaines. Et il faut aussi ajouter que malgré ces conditions favorables pour les gouvernements, ces derniers n'ont pas cessé de faire pression sur le développement du mouvement syndical. Le braquage fut toujours l'un des moyens d'intervention des gouvernements. C'est pour cette cause que le syndicalisme américain est parfois appelé « le syndicalisme gangster ». Et dans les périodes avancées ce sont les services secrets qui seront les contrôleurs du le mouvement syndical.

⁴⁰ A. Işıklı, *ibid.*, p.231

Les réglementations que les ouvriers avaient réussi d'obtenir ont été aussi bloquées par les interventions des gouvernements. Essentiellement, dans la période du gouvernement des conservateurs le poids des milieux capitalistes étaient augmentés. La Loi *Taft-Harley* interdisait strictement l'action politique des syndicats et empêchait l'aide financière des syndicats aux partis politiques existants. Cette tendance de contrôle sur les syndicats se cristallisait quand on s'agissait des syndicats socialistes. Le communisme était d'ailleurs défini comme « des courants destructifs » dans les lois et il était déjà interdit et sanctionné.⁴¹

C'était Samuel Gompers et le « Gompersisme » qui avait marqué le syndicalisme américain. Gompers était le président d'AFL de 1886 jusqu'au 1924, et il avait durant toute sa vie combattu contre les courants et mouvements marxistes et anarcho-syndicalistes sur le continent. Dans le congrès convoqué en 1884 de « *Federation of Organized Trades and Labor Unions* » qui était la base de l'organisation d'AFL, « *le syndicalisme Gompersiste, limité avec la seule lutte économique de la classe ouvrière est accepté en principe et AFL s'est formé sur ce principe de base.* »⁴²

Le principe du syndicalisme américain est le poids d'un caractère « économiste » de la conscience de classe.⁴³ Son rôle de groupe de pression l'a poussé vers une attitude qui demandait plutôt des réformes en se tenant à une certaine distance des partis politiques, proposant des demandes économiques et professionnels au lieu de celles qui avaient un caractère politique.

Losovsky, nous parle de trois tendances syndicales aux Etats-Unis et classe l'AFL-CIO sous les *trade-unionistes*. Selon cette classification, la classe ouvrière américaine qui insistait sur une organisation basé sur les postes de travail et sur la seule collaboration avec les partis politiques, cette décision liée aux conditions socio-

⁴¹ Charles Smith, "The Postwar Compromise and the Future of North American Unionism", New York University, 2006, <http://pi.library.yorku.ca/ojs/index.php/lh/article/viewFile/5704/4897>, 09.10.2008

⁴² Madison, cite par. A. Işıklı, *ibid.* p.252

⁴³ E. Aydoğanoglu, *ibid.*, p.93

économiques du pays et aux manipulations manifestes des gouvernements américains, les syndicats ne sont pas unis en un parti politique indépendant.⁴⁴

Gompers ne croyait pas en révolution et défendait que la classe ouvrière ne pourrait pas atteindre ses buts au cas de la destruction du système politique et économique du pays ; il parlait des réformes dans le cadre du système économique. Dans ce cas, le rôle chargé à AFL était de « *maintenir le système et réaliser sa réformation* ». ⁴⁵ La connaissance du droit de propriété et son attitude contre les nationalisations des biens économiques étaient les conséquences naturelles de ce rôle. Le principe d'impartialité du syndicalisme américain, se montrait plutôt par une impartialité ou une opposition contre les socialistes.

La tendance d'AFL était aussi critiquée par les socialistes américaines :

« La Fédération Américaine de Travail, qui est simplement une tentative d'harmonisation des syndicats purs et simples qui ont été construites sur outils rejetés depuis longtemps et sur les principes de jadis, est l'ennemi de la la solidarité de la classe ouvrière. Elle est sous le contrôle de la classe capitaliste. La Fédération Civique et son personnel est une preuve suffisante de ce fait.

Elle est en traine de lorgner la lutte de classe.

Prétendant à opposer l'action politique indépendante à la classe ouvrière et interdisant même la discussion des questions politiques, elle est en connivence avec les escrocs des partis capitalistes en considération des « aumônes » piêtres pour ses sbires. » ⁴⁶

Selon le syndicalisme américain, l'action politique des syndicats n'est limitée qu'avec « l'impartialité envers les partis politiques » et « la grève pacifique ». ⁴⁷ Mais en pratique, le syndicalisme américain n'est jamais entré en conflit avec les partis capitalistes et ils n'ont pas hésité à soutenir des partis au pouvoir dans divers périodes. Cela n'a pas autant changé même après Gompers.

⁴⁴ A.S. Losovsky, **Sendikalar Üzerine**, t.1, 2e éd., Istanbul : Inter, 1993

⁴⁵ American Federationist, 1924, cité par Işıklı, **ibid.**, p.255

⁴⁶ E.V.Debs, "The Coming Union", 1905, **Miner's Magazine**, E.V.Debs Internet Archive, <http://www.marx.org/archive/debs/works/1905/comunion.htm>, 12.12.2008

⁴⁷ Losovsky, **ibid.**

Le rôle du syndicat était donc de réaliser un compromis entre les ouvriers et le gouvernement et cela était abusé par les gouvernements. Dans la période où Maccarthysme était sur scène, l'anticommunisme cristallisé avec l'exclusion des syndicalistes au sein de CIO était le slogan principal du mouvement.

Le syndicalisme américain qui décidait de rester « impartial » envers la politique soutenait soit les républicaines ou les démocrates, selon la conjoncture, lors des élections. Pour donner un exemple, on peut citer l'influence et l'impact des syndicats sur l'élection de Wilson en 1916 ou bien, pour noter CIO avait donné 500.000 de dollars pour l'élection de Roosevelt.⁴⁸

Les relations entre le pouvoir et les syndicats étaient développées de plus en plus dans la période du Deuxième Guerre Mondiale. Les syndicats avaient collaboré avec le gouvernement et ils avaient promis de ne pas faire des grèves. Cette coalition a continué à exister lors de la période de la Guerre Froide. Fondé en 1945, la Fédération Mondiale des Syndicats (*World Federation of Trade Unions-DSF*), CIO en était devenu adhérent. Mais l'interventionnisme du gouvernement et des syndicats américains en Europe et en Amérique Latine a poussé DSF à prendre une position contre CIO. CIO a quitté DSF avec TUC en 1949.

International Confederation of Free Trade Unions- ICFTU, La Confédération Internationale des Syndicats Libres fondé principalement par AFL, CIO et TUC en 1949, restait fidele à la doctrine américaine. Sous l'influence d'AFL et de la nouvelle confédération, il y a eu des dissolutions dans les mouvements de gauche dans divers pays. Pour donner des exemples, on peut citer la dissolution de CGT Française (Confédération Générale de Travail) et contre celle-là, CGT-FO (CGT-Force Ouvrière), et la fondation en Italie de LCGIL- La Confédération des Ouvriers Italiens Libres.

Au même période, Irwing Brown qui était en tête du bureau des relations internationales d'AFL est connu en Turquie avec ses travaux au moment de la fondation de TÜRK-İŞ et dans divers pays de la région. Brown avait fait des

⁴⁸ A.İşikli, *Sendikacılık ve Siyaset*,... p.266-270

nombreuses visites aux pays non-industrialisés et qui étaient en train de s'industrialiser pour leur donner des conseils sur la fondation des syndicats et sur l'orientation des syndicats vers la ligne américaine étant en une position qui empêchait l'évolution de la lutte de la classe ouvrière, tous cela en collaboration avec les autorités locales des pays où il se trouvait. ⁴⁹

Des instituts étaient créés pour pouvoir former un syndicalisme purifié des tendances socialistes, suivant le modèle du syndicalisme américaine et le financement de lesdits instituts étaient fournis par les gouvernements américains en collaboration avec AFL. Pour que les syndicalistes instruits au sein de ces instituts puissent faire des travaux syndicaux dans ses pays, divers opportunités leur était servi. Le principe de base étant une forte « anticommunisme » et « croissance du pouvoir politico-militaire du gouvernement américain », plusieurs courants sont apparus l'un après l'autre. ⁵⁰

AFL-CIO qui continue même aujourd'hui ses travaux, fut le combattant américain de la Guerre Froide des années 70. Avec ses supports financiers et idéologiques aux syndicats fondés dans les pays de périphérie, il a essayé de tenir la lutte syndicale sous le contrôle international. Ce courant syndicale, basé sur le contrôle et qui est proche du pouvoir, continue à influencer les syndicats à ce temps néolibérale, à remplir les caisses des syndicats qui leurs sont proches et à organiser des travaux d'institution idéologique des syndicalistes dans divers pays.

d. Syndicalisme politique de masse et ses relations avec les partis politiques

Syndicalisme Marxiste-léniniste, connu sous le nom de syndicalisme politique ou syndicalisme de masse avait apporté une approche différente des ses contemporaines dans les relations syndicat-politique-ouvrier. Il faut tout d'abord différencier ce courant avec son vue de « classe ouvrière ». Syndicalisme de masse est tout au font, basé sur la croyance en pouvoir de la classe ouvrière et vient d'une

⁴⁹Kenan ÖZTÜRK (Dr), **Amerikan Sendikacılığı ve Türkiye, İlk İlişkiler. AFL-CIO'nun Avrupa Temsilcisi Irwing Brown ile Söyleşi**, Istanbul : TÜSTAV, 2004.

⁵⁰ Işıklı, **ibid.**, p.284

analyse sociopolitique du système qui crée cette classe. La théorie syndicale Marxiste a plusieurs sources d'origine. Les expériences des organisations ouvrières et l'action politique des ouvriers étaient des véritables données pour la théorie qui croit que la victoire de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe elle-même. Ce qui détermine la position de la théorie marxiste contre les syndicats et le syndicalisme fut l'article écrit par Karl Marx nommé « Sur le Rôle, l'importance et les devoirs des syndicats » au congrès de Genève de la 1^e Internationale.

L'article demandait la limitation des journées de travail à 8 heures et insistait sur l'importance des syndicats étant les centres de la lutte de tous les jours des ouvriers et accentuait la nécessité du support politique des syndicats.⁵¹ Les discussions mettaient en scène le passé et le futur de la lutte syndicale. Dans le passé, la lutte ouvrière n'était que limitée avec les combats du jour, maintenant, la lutte s'est évoluée vers la participation aux mouvements sociaux. Pour le futur, le rôle des syndicats serait le temps de lutte pour les intérêts économiques et contribution aux mouvements sociopolitiques qui serviront à la victoire totale de la classe ouvrière entière, en prenant en considération qu'elles sont les leaders et les représentants de la classe.

Selon le congrès, les syndicats étaient les premiers milieux d'organisation des ouvriers et devaient contribuer aux travaux de toutes les organisations politiques de la classe ouvrière. Les organisations économiques, politiques et syndicales étaient inséparables les uns des autres et ils étaient tous en relation. Selon le Marxisme, la lutte de classe est dans tous ses aspects, une lutte politique. Par conséquent, la lutte syndicale est en soi une lutte politique.

*“(...) Ils servent à l'unification de la classe ouvrière et avec les antagonismes des classes, préparent la destruction totale de la société ancienne.”*⁵²

Marx constatait que la classe ouvrière pourrait avoir des concessions grâce à la lutte syndicale et grâce à la syndicalisation, mais insistait sur l'importance de l'instauration d'une conscience de classe. Cela était un mécanisme de résistance. Chaque victoire gagnée avec l'action de tous les jours, sera une action en avant pour

⁵¹ Jacques Duclos, **1. Enternasyonal**, Trd. Ö.Ufuk, 2e éd. Istanbul: Sorun, 1988, p. 56-59.

⁵² K. Marx, **Ücretli Emek ve Sermaye**, <http://www.marxists.org>, 05.09.2008

que la classe ouvrière instaure une confiance en soi et les poussera vers la voie d'action. Selon la théorie, le syndicat était un premier pas vers la formation des associations et les organisations plus larges et ils étaient les écoles de la lutte ouvrière :

*« (...) Chaque action des ouvriers est une action politique, qui fait en une certaine sorte une pression sociale et qui forme un mouvement de classe conscient de ses intérêts. Ses mouvements ont toujours besoin d'une organisation qui leurs guidera leurs actions et réciproquement, ces mouvements sont aussi les mécanismes qui développeront la structure de cette organisation. »*⁵³

Selon le syndicalisme de classe, le syndicat qui est d'abord une organisation à base économique, est aussi une partie inséparable de la lutte politique. Il doit être engagé dans l'action politique de la classe ouvrière et être attaché à son parti politique, au niveau idéologique et politique. Les discussions sur un parti politique indépendant de la classe ouvrière se sont mises en scène avec vigueur après la Commune de Paris de 1871. On notait dans le congrès de Lahey convoqué en 1872 et dans le congrès de Londres convoqué en 1871 de la Ier Internationale que l'inexistence d'un parti politique était l'un des causes de chute de la Commune. L'appel du congrès de Genève en 1866 était d'instaurer des syndicats de masse. A Londres et à Lahey, un appel pour la fondation des partis ouvriers qui pourront mener la lutte économique vers la lutte politique fut déclaré en ajout. Le caractère du syndicalisme de masse est donc des ce jour-la, défini par la relation que le syndicat va mettre en œuvre avec le parti ouvrier. Les syndicats qui vont supporter l'action politique des partis dans la lutte, seront aussi la place où les ouvriers gagneront une conscience de classe. Les syndicats en tant qu'organisation de classe ne s'intéresseront non seulement des problèmes dans les postes de travail dans le cadre de problèmes de tous les jours, mais aussi dans un cadre élargi et s'unifier pour ses intérêts de classe.

Les premiers modèles de ce type d'organisations sont apparus en Allemagne. Le parti ouvrier le plus important, ayant ces qualités, est Le Parti Ouvrier Social-démocrate fondé en 1869 sur la ligne des principes du 1^{er} International par

⁵³ K. Marx, « To F. Bolte in New York, 1871 », www.marxist.org, 05.09.2008

Liebkecht. Le parti adoptant le nom de « Parti Social-démocrate d'Allemagne » était dans le temps critiqué par Marx et Engels a cause de l'acceptation des principes « Lassaliens » et contre ses déclarations qui offraient un chemin de passage pacifique au socialisme vers la voie parlementaire, ils déclaraient que les ouvriers devaient prendre par force le pouvoir politique.⁵⁴

Les partis ouvriers fondés et les syndicats de masse ont eu des influences sur le caractère internationaliste de la lutte ouvrière. La 1^{er} Internationale était dissolue en 1876 à cause des discussions internes. La nouvelle organisation de la lutte internationale fut la 2^e Internationale fondé en 1889.

Dans le congrès de Bruxelles de la Deuxième Internationale convoqué en 1891 les participants ont discuté les actions syndicales et le sujet des relations entre les syndicats. La fondation d'un secrétariat syndicale dans chaque pays et grâce à eux, la communication entre les pays dans le cas des conflits concernant la classe ouvrière et la bourgeoisie pourrait être communiquée. ITS- Les Secrétariats Professionnels Internationaux, occupe un point important pour ces développements. Les organisations internationales des secrétariats ont atteint le nombre de 17 en 1903 avec les branches de travail de construction, de miniers, des arts graphiques, de logistiques, de métallurgie et le tissage. La même année, un centre de collaboration fut fondé. Devenu La Fédération Internationale des Syndicats en 1913, mais dissolu avec la 1er Guerre Mondiale, ce centre de collaboration était la première tentative pour la formation d'un centre syndical mondial.

Le Parti Social-démocrate d'Allemagne avait une grande puissance sur la 2^e Internationale où les discussions sur le révisionnisme ont eu lieu. Rosa Luxembourg qui était dans la partie gauche du parti avait critiqué le révisionnisme et le réformisme dans le parti qui se cristallisait sous les discussions autour du rôle des syndicats, du passage au socialisme par la démocratisation politique du pouvoir à l'aide des reformes sociales en les nommant une action et existence politique de la bourgeoisie.⁵⁵ Au congrès d'Amsterdam convoqué en 1904, on avait accepté les

⁵⁴ Marx, **Gotha Programının Eleştirisi**, Trd. İsmail Yarkın, İstanbul : Ed. Inter, 1999

⁵⁵ Rosa Luxemburg, **Sosyal Reform mu Devrim mi?**, Trd. Nihal Yılmaz, 1e éd., İstanbul : Ed. Belge, 1993, p. 58.

décisions prises l'an dernier à Dresden. Selon ceci, le réformisme était blâmé et on avait déclaré que la lutte de classe continuait. La décision d'entrer au cabinet du gouvernement était critiqué et on avait défendu le pouvoir indépendant des partis ouvriers.

Le rôle principal dans une organisation de syndicat de masse, est l'organisation et la structure du parti. L'un des buts du parti est de s'organiser au sein des syndicats et d'unifier la lutte économique avec la lutte politique. Les syndicats doivent collaborer des ouvriers des différents niveaux de conscience, de toutes les branches de travail. Tout ouvrier qui a l'intention de s'unifier contre le patron ou un besoin d'unification plus large contre le système peuvent s'organiser au sein des syndicats. Les ouvriers qui atteindraient un certain niveau de conscience des intérêts économiques devaient être supportés politiquement pour les pousser vers l'action politique. Alors, les syndicats ne sont guère les sous-organisations des partis, ne leurs sont dépendants mais ce sont des organisations qui se créent de l'unification des ouvriers. Le parti nourrit le syndicat avec la conscience d'action politique alors que le syndicat nourrit le parti avec ses expériences pratiques dans les entreprises.

Le lien entre le parti et les syndicats est d'une façon, la participation de la classe ouvrière à la quête du pouvoir. Lier les intérêts de tous les jours des ouvriers, c'est-à-dire, les intérêts économiques et les intérêts de long durée, c'est-à-dire les intérêts concernant le pouvoir politique, cette relation donne des divers responsabilités à ces deux parties. Si le noyau de la lutte des ouvriers est le syndicat, c'est le parti qui va apporter la classe ouvrière au pouvoir. Donc le syndicat ici, n'a pas le seul devoir de s'intéresser des intérêts économiques des ouvriers.

*« Donc, pour pouvoir déborder le décalage entre les syndicats définis comme des organisations de classe et la politique, il faut que les premiers voient ses propres problèmes et ses problèmes sociaux dans un cadre plus large que les intérêts étroits économiques. Le syndicalisme de masse nous offre un politique de classe qui prend en considération les intérêts économiques et en même temps politiques. »*⁵⁶

⁵⁶ Lenin, *Ne Yapmalı?, Seçme Eserler*, t. 2, Ed. Istanbul :Inter, 1993, p.85

Les contributions du Léninisme au syndicalisme est en relation directe avec les discussions de son temps. Lénine qui écrivait des articles sur les Narodniques et ses tendances économistes qui mettaient la lutte économique des ouvriers au premier plan et qui limitaient la lutte avec ce programme économiste. Lénine défendait l'unité d'action économique et politique et critiquait le spontanéisme et il insistait sur la relation parti-syndicat.

Dans son livret nommé « Que Faire ? », daté de 1902, Lénine critique la guidance de la lutte économique et il compare le trade-unionisme avec la politique de classe. Selon lui, il est important de parler des problèmes des entreprises pour pouvoir former une conscience, et pour les premiers périodes du syndicalisme mais défend que si cette action n'est lié a une action politique, il est impossible de mener une action de classe.

*« La Social-démocratie n'est pas seulement la lutte de la classe ouvrière pour vendre sa force de travail à un cout plus cher mais aussi, c'est la lutte pour la dissolution d'un système où les sans-propriétés qui sont obligés de se vendre aux capitalistes. La social-démocratie se présente non seulement dans les relations des ouvriers avec les patrons des entreprises mais aussi, toute la société avec tous ses classes laborieuses, il se présente dans ses relations avec l'Etat étant un pouvoir politique organisé. »*⁵⁷

Alors, la lutte dans tous les champs où on voit une pression et la lutte dans les entreprises doit être en collaboration, sinon devient impossible de parler d'une politique de classe. Pour cette cause, les organisations ouvrières dans l'action politique et les syndicats doivent contribuer à la lutte de démocratie et d'entrer en lutte de la quête de la démocratie, le parti doit avoir le pouvoir de donner épaupe à ces actions. Lénine fait la constatation concernant le sujet de l'admission aux syndicats des membres du parti :

« Les organisations de lutte économique des ouvriers doivent être les syndicats. Chaque ouvrier social-démocrate doit supporter ces organisations dans le cadre des conditions et doivent travailler activement au sein de ces organisations.

⁵⁷ Lenin, **Ne Yapmalı?, Seçme Eserler**, ...p.85

*C'est juste mais par conséquent, demander l'admission unique des sociale-démocrates aux syndicats n'est de pas de notre intérêt ; cela diminuera notre influence sur les masses. Tous les ouvriers qui ont la conscience et la volonté de s'unir contre les patrons et les gouvernements doivent adhérer aux syndicats. Si les syndicats ne sont pas des organisations de masse, le syndicat ne pourra jamais atteindre même ses propres buts. »*⁵⁸

Des syndicats de masse et l'action du parti mené au sein de ces syndicats sont donc des branches du travail du parti, mais aussi une partie inséparable du mouvement syndical, que l'ouvrier doit mener dans tous les domaines de la vie.

⁵⁸ Lenin, **Ne Yapmalı**, p. 134

III. LE SYNDICALISME ET LA POLITIQUE EN TURQUIE

Nous essaierons d'élaborer les rapports syndicat-politique en Turquie dans la période qui suit la fondation de la République : On essayera de faire cette analyse en tenant compte des conditions de naissance du mouvement syndical et de la condition historique et politique du pays.

Le syndicalisme en Turquie est émergé au sein des conditions où l'industrialisation était relativement peu avancée; ceci correspondait à une période tardive par rapport aux exemples en Europe. L'évolution du capitalisme en Turquie, ainsi que la formation de la bourgeoisie et la classe ouvrière sont tous réalisées tardivement et d'une manière différente de l'exemple européen. Aux premières années où les organisations ouvrières sont apparues, on ne témoignait pas à une lutte syndicale forte, mais il y avait quand même certaines actions radicales sous l'inspiration des processus révolutionnaires vécus en Europe. L'importance de la lutte syndicale et son poids sur la vie politique sont augmentés aux certaines périodes, mais en général ceux-ci sont restés secondaires face aux partis de pouvoir et à la bourgeoisie. Dans les périodes où l'opposition de la classe ouvrière et ses influences sur la vie politique sont fortifiées, les répressions qui augmentaient à la suite des ruptures politiques comme conséquence des facteurs internes et externes, ont ciblé principalement cette classe sociale. Cela justifie en effet que les acteurs politiques et leurs porte-paroles orientent toujours leur politique en tenant compte de l'action politique de la classe ouvrière. Les rapports entre les syndicats ou la classe ouvrière et les partis politiques ont porté des nuances aux différents périodes de l'histoire de la Turquie, et ces relations sont généralement formées selon les programmes politiques des partis au pouvoir. Evidemment, il y a eu des influences de certains courants et des partis sur les actions politiques des syndicats.

A. La Naissance du Mouvement Ouvrier de Turquie - Syndicalisme et la Politique

a. Les caractéristiques au moment de naissance de la classe ouvrière en Turquie

La naissance de la classe ouvrière et la capitalisation en Turquie sont réalisées à travers un chemin différent des exemples en Europe qu'on a vus, et le pays est entré à la voie du développement capitaliste plus tard par rapport à ses contemporains. A la période de l'Empire Ottomane qui était un Etat féodal à structure militaire, les éléments féodaux qui étaient les propriétaires de l'Etat, possédaient pleinement l'influence et le contrôle sur les structures économiques et sociales tandis que les paysans composaient la grande majorité de la population. A la suite des révolutions nationales qui se poursuivent et l'élargissement du marché capitaliste en Europe, l'Empire Ottomane, perdant ses territoires à grande vitesse, a dû faire certaines réformes, mais les investissements étaient adressés vers l'armée. L'armée était devenue le plus grand consommateur de l'industrie dans le pays, alors que les secteurs industriels développant étaient ceux de l'arme, de munition, de tissage et de cuir.⁵⁹ De l'autre côté, le commerce qui s'est développé dans les ateliers apparus dans les villes comme Thessalonique, Damas, Smyrne et Istanbul a donné naissance à une accumulation de capital chez les Arméniens, les Grecs et les Juifs. Etant donné que les rapports capitalistes ont commencé chez les Arméniens, les Grecs et les Juifs, les premiers bourgeois sont nés au sein de ces communautés. L'économie de l'Empire Ottomane, qui était affaiblie à cause des déclarations d'indépendance de l'ancienne région impériale au 19^{ème} siècle, était aussi devenue un marché attirant pour le capital européen qui était à la recherche de voie d'accéder vers l'Orient. A la suite de l'entrée des capitaux anglais, français et allemand en Turquie, le contrôle des marchés et des matières premières étaient détenus par les entreprises étrangères, et ce, en raison des facilités légales apportées. Le marché des biens étrangers empêchaient le développement de l'industrie nationale d'un côté; quand même ceci a créé la base de liquidation de la structure féodale de l'autre côté. Lorsque l'accumulation du capital commercial se réalisait, les sociétés de chemin de fer et les entreprises minières, qui étaient désormais sous le monopole des capitalistes

⁵⁹ ŞİŞMANOV Dimitr, *Türkiye'de İşçi ve Sosyalist Hareketi*, Istanbul :Ed. Belge, 1978, p.19

étrangers désirant élargir le marché de matière première, faisaient travailler des paysans de la veille et les ouvriers du jour.

À cette période, la bourgeoisie nationale actait en tant que des commissionnaires faisant coopération avec les étrangers sur une base commerciale, tandis que les petits paysans et les artisans qui étaient appauvris et liquidés à grande vitesse commençaient à se prolétarianiser. Les ouvriers travaillant aux chemins de fer, ceux qui faisaient fonçage dans les mines étaient les prototypes du prolétariat moderne à la période de l'Empire Ottomane.⁶⁰

Dans la période de la capitalisation et du développement de la bourgeoisie nationale, le développement de la classe ouvrière est resté progressif, lent et aussi irrégulier en raison de la manque des réglementations légales et la tendance du pouvoir politique, et ceci a continué jusqu'à ce que les petites unions ouvrières non-organisées aient obtenu un statut légal. Il est évident que les conditions de la formation de la classe ouvrière en Turquie et les caractéristiques de ladite classe étaient aussi déterminantes sur ce développement quasi lent.

b. Les premières organisations ouvrières et les obstacles au syndicalisme

La notion de « classe ouvrière » qu'on entendait depuis le milieu du 19^{ème} siècle était évidemment au centre de nombreuses luttes et l'on voyait les premiers exemples de ce conflit à cette période-là. Chichmanov nous parle du fait que des organisations ouvrières étaient fondées à la première moitié du 19^{ème} siècle, mais que nous n'avons pas de donnée suffisante pour les évaluer sur une base d'analyse.⁶¹ Cependant nous savons au moins que la Charte Policière de 1845 et la Charte Minière de 1863 interdisaient aux ouvriers de quitter leur poste de travail.

Fondée en 1871, l'Association Ouvriériste (« *Ameleperver Cemiyeti* ») est connue comme la première organisation ouvrière créée au sein de l'Empire Ottomane. La première grève constatée sur le territoire Ottoman a eu lieu un an

⁶⁰ Şişmanov, *ibid*, p.50

⁶¹ Şişmanov, *ibid*, p.30

après, c'est-à-dire en 1872. A cet événement, les ouvriers travaillant aux chantiers navals d'Istanbul ont arrêté le travail et ils sont marchés vers *Babiali* pour dire au *sadrizam* que leurs salaires étaient insuffisants. Les ouvriers musulmans et chrétiens étaient unifiés pour cette grève. Payés tels qu'ils voulaient en quelques jours, les ouvriers ont terminé la grève. La même année on a vu aussi la grève des ouvriers de l'usine de chaussure à Beykoz, dont les salaires n'étaient pas payés.

À la fin du 19^{ème} siècle, l'ordre de Monarchie Constitutionnelle (*Meşrutiyet*) empêchait toujours la participation des ouvriers à la vie politique et la fondation des unions ouvrières. Selon la constitution de 1876, les ouvriers n'avaient pas le droit d'être élu comme député, car il était obligatoire d'avoir une certaine propriété financière et d'être dirigeant au niveau local. Ceci était partiellement pareil, à la période de deuxième Monarchie Constitutionnelle aussi: c'était seulement aux assujettis de taxe que le droit d'être élu était accordé. Pourtant les ouvriers effectuaient des activités politiques à cette période, et il y avait plusieurs partis et organisations politiques.

Une des organisations qui effectuaient de telles activités était l'Association Ouvrière Ottomane (« *Osmanlı Amele Cemiyeti* »), fondée en 1895 par les ouvriers de l'usine aux armes d'Istanbul.⁶² Essayant de publier le Manifeste Communiste, cette association menait ses activités en faisant appel à briser le régime despotique. L'association, dont les dirigeants ont été condamnés aux punitions de prison et de déportation, a continué ses activités de façon clandestine. En raison de l'attitude stricte du régime despotique envers les organisations ouvrières, et aussi en raison de dissolution de l'Association Ouvrière Ottomane, on n'a pas vu un mouvement ouvrier organisé jusqu'à la Révolution de 1908.

Cependant la période de Deuxième Monarchie Constitutionnelle était très importante, étant donné qu'elle limitait les compétences du sultan et qu'elle permettait à la fondation des organisations et des partis politiques. On voit d'ailleurs que de nombreuses organisations sont fondées dans cette période-là.

⁶² Şişmanov, *ibid.*, p.32

Des nouvelles entreprises et des usines fondées donnaient naissance à l'augmentation du nombre des ouvriers et au développement du niveau d'organisation. Dans ces années-là, plusieurs organisations ouvrières sont nées. L'Association de Solidarité des Travailleurs des Chemins de Fer de l'Est (*Şark Şimendiferleri Müstahdemin Teavün Cemiyeti*) fondé par les ouvriers de chemin de fer en Anatolie et L'Association de l'Union Ouvrière (*Amele İttihadı Cemiyeti*) fondée par les ouvriers de tabac étaient deux parmi ces organisations. Cette dernière avait fait des efforts pour l'unification des unions ouvrières sous une structure de fédération.⁶³

L'Association des Machinistes à Istanbul avait mis un article à sa charte selon lequel elle pourrait donner d'appui financier aux autres syndicats. Cet article signifiait la naissance d'une certaine solidarité entre les syndicats, et également de la conscience de classe. Toutefois les interdictions au niveau des réglementations légales empêchaient la formation d'une véritable conscience de classe. Les unions ouvrières syndicales de cette première période qui est caractérisée par une structure économique correspondaient à une période de faiblesse au sens des buts politiques et des relations avec les partis politiques. On voit que ces unions ouvrières faisaient toujours face aux contrôles et aux interdictions, et que leurs actions étaient arrêtées par force bien que leurs revendications soient à base uniquement économique.

Dans les mêmes années, les grèves ont commencé à devenir plus influentes. La première grève après 1908 est vue parmi les ouvriers de chemin de fer travaillant dans les régions proches de Bulgarie, de Grèce et de Serbie.⁶⁴ Celle-ci et les grèves ressemblantes étaient des grèves à structure économique et à base professionnelle, alors que leurs demandes étaient l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Dans les mois d'Août et de Septembre de 1908, on a vu 30 grèves en 30 jours; celles-ci étaient répandues au sein des entreprises étrangères. Surtout la grève des ouvriers de chemin de fer de Thessalonique s'est trop vite expansée vers la ligne Skopje-Edirne-Istanbul. Les syndicats avaient joué un rôle considérable sur l'organisation de ces grèves.⁶⁵ Le gouvernement a mis en

⁶³ Şişmanov, *ibid.*, p.36

⁶⁴ Şişmanov, *ibid.*, p.36

⁶⁵ Şişmanov, *ibid.*, p.37

application des strictes mesures contre les grèves faites dans les entreprises qui étaient dans les mains du capital étranger. À la suite des conflits, plusieurs ouvriers ont été arrêtés et un ouvrier est mort.

La sanction la plus importante du Parti d'Union et Progrès (İttihat Terakki Cemiyeti) fut la loi de grève (*Tatıl-i Eşgal Kanunu*). Adoptée en 1909, cette loi de grève réglementait le statut juridique des grèves. Le gouvernement de la période a adopté cette loi en élargissant le contenu de règlement en 1908 et il a interdit la fondation des syndicats aux postes de travail. Cette loi est restée en vigueur jusqu'en 1937.⁶⁶

Du fait que les postes de travail qui fournissent service publique pouvaient être privés aussi, l'étendue de ladite interdiction était assez large. Comme conséquence de la loi, certains des syndicats existants ont été fermés, alors que certains d'autres sont passés au contrôle des étrangers. En résumé, même si l'on a vu plusieurs grèves à cette époque-là, ces grèves ont fait échec en raison de la faute d'organisation et des répressions du gouvernement.

Il est possible de dire que les syndicats de cette période-là s'occupaient majoritairement des revendications économiques et qu'ils n'avaient presque aucune activité politique. Dans les grèves qui s'organisaient sur la base d'une profession déterminée, ce sont uniquement les revendications économiques que l'on défendait. Le fait que les forces socialistes dans le pays n'avaient pas d'existence suffisante et que leurs activités au sein des syndicats était très mineure, était l'une des raisons les plus importantes de cette situation. Même s'il était toujours difficile de parler d'une classe ouvrière moderne et massive, il faut aussi accepter l'influence du fait que la plupart des employeurs étaient des étrangers. Toutefois, les éléments qui pourraient alimenter le premier mouvement socialiste ou ouvrier sont vus en Bulgarie, qui faisait partie de la région où les premiers germes de l'industrialisation sont apparus: Roumélie. En Bulgarie, on a vu des grèves organisées par les comités ouvriers Turcs, Grecs et Bulgares, qui étaient séparés l'un de l'autre au début, mais qui se sont unifiés plus tard. À la suite de la fondation des partis ouvriers et socialistes en Bulgarie, des

⁶⁶Adnan Mahiroğulları, *Cumhuriyetten Günümüze Türkiyede İşçi Sendikacılığı*, İstanbul:Kitabevi, 2005, p.29

syndicats suivants ces principes sont nés aussi dans cette région-là. La première célébration du Fête du Travail a eu lieu à Thessalonique en 1909. Il y avait des organisations fondées à Thessalonique et à Smyrne aussi.

Au sein de l'Empire, on voit la première organisation socialiste en 1910: fondée à cette date-là, le Parti Socialiste Ottomane était le premier parti socialiste dans le pays. Plutôt que la doctrine marxiste, ce parti était proche au réformisme petit-bourgeois. Mais par exemple, la fraction progressiste au sein de parti, dirigée par Mustafa Suphi, critiquait le mouvement de 1908 en tant qu'un coup d'état en raison de son caractère bourgeois et ses applications dictatoriales. La charte du parti contenait des articles concernant non seulement les droits démocratiques mais aussi l'abolition des réglementations qui interdisaient les grèves et les syndicats; les vacances de week-end pour tous qui travaillent et la limitation de la journée de travail à 8 heures; l'interdiction du travail des enfants; le droit à la participation aux congrès au niveau local et international; et des soutiens financiers et idéologiques des unions ouvrières.

Il existait des articles similaires dans le programme du Parti Socialiste de Turquie qui est fondé après la Première Guerre Mondiale. À côté des demandes concernant les syndicats et les droits ouvriers, le développement des institutions en faveur des droits des ouvriers et des paysans, les vacances de week-end et la limitation de la journée de travail à 8 heures, la charte contenait aussi la demande d'assurance pour les grèves, pour la retraite et les accidents de travail. Cependant, ces partis n'ont pas eu d'influence durable sur le mouvement ouvrier et syndical.

Juste après l'Armistice de Mondros (1918), nous voyons un très haut niveau d'organisation politique en Turquie.⁶⁷ Le Parti de la Démocratie Sociale fondé en 1918 avait lutté pour les droits syndicaux, mais il n'avaient pas pu réussir. Quant au Parti Socialiste des Ouvriers et des Paysans de Turquie (*Türkiye İşçi ve Çiftçi Sosyalist Fırkası*) fondé en 1919, il menait ses activités à l'objectif d'unifier les ouvriers. Son programme contenait les demandes concernant la fondation des associations ouvrières et la limitation de la journée de travail à 8 heures, ainsi que le droit de grève.

⁶⁷ A. Işıklı, **Gerçek Örgütlenme Sendikacılık**, Ankara : Ed. Imge, 2003, p.82

Les ouvriers et les paysans de la Turquie avaient participé à la guerre de libération nationale qui a commencé en 1919. Comme le cite Chichmanov, « (...) *Les syndicats ouvriers fondés à İstanbul et aux centres ouvriers en Anatolie soutenaient la guerre d'indépendance.* »⁶⁸

Le Parti Socialiste des Ouvriers et des Paysans de Turquie soutenait la guerre aussi. Au télégramme qu'il a envoyé à l'Assemblée Nationale après sa fondation, Monsieur le Docteur Şefik Hüsnü exprimait qu'il croyait que les réformes nécessaires pour les ouvriers et les paysans seraient réalisés.⁶⁹

Ledit parti avait été influent sur la décision de participation des syndicats turcs aux Unions Professionnelles Internationales, prises au congrès des syndicats ouvriers qui était convoqué en 1919.

Ajoutant que les ouvriers de Tramway et les ouvriers de chemins de fer d'Orient sont allés en grève pour soutenir la guerre, Chichmanov souligne quand même que les ouvriers n'avaient pas encore de conscience de classe et qu'ils restaient insuffisants au sens organisationnel. Quant aux groupes sociaux qui menaient la guerre, c'étaient la bourgeoisie Turque, les propriétaires terriens qui gardaient leurs liens féodaux et les officiers militaires. Sous les directions de Mustafa Kemal et les officiers militaires qui avait l'intention de réaliser la révolution bourgeoise, la guerre a apporté la victoire, mais la République qui est fondée à la suite de la guerre mènerait des mesures strictes contre le mouvement ouvrier et syndical.

Face aux tendances socialistes et le mouvement ouvrier qui se fortifiait, un faux parti communiste est fondé sous l'ordre de Mustafa Kemal.

« *Le membre secret du comité central, Ali Fuat Cebesoy exprime dans ces mémoires que l'objectif de ce parti-là était de réorienter le mouvement communiste*

⁶⁸ Şişmanov, **ibid.**, p.63

⁶⁹ Cité par Şişmanov, **ibid.** p.71

qui était en train de se propager selon les intérêts des kémalistes et de transformer le mouvement vers un jouet dans les mains de la bourgeoisie kémaliste. »⁷⁰

C'était les organes communistes organisés autour d'Istanbul pendant les années d'occupation qui ont fondé la première union des syndicats en Turquie. C'est comme suivant que ces organes sont évalués au premier congrès du Parti Communiste de Turquie, TKP:

« L'organisation communiste d'Istanbul a créé les fondements du mouvement ouvrier révolutionnaire en Turquie. Elle a fondé la première Union Syndicale sur la base de lutte de classe. Elle a créé l'idéal de solidarité et d'unité au sein des masses laborieuses. C'est toujours elle qui a fondé l'union de ceux qui luttent aux fronts anti-impérialistes contre les forces occupantes, des militants ouvriers et des paysans. »⁷¹

Dans ce même congrès du Parti Communiste de Turquie en 1920, un appel spécial avait été fait pour la classe ouvrière. Appelant à la classe ouvrière de créer une véritable union, le parti avait aussi certaines revendications. On peut en citer quelques-unes comme suivant:

*Reconnaissance de l'indépendance et l'immunité des syndicats; pleine acceptation des libertés de réunion, de grève et de presse.

*Acceptation du jour de 1^{er} Mai comme Fête du Travail

*Fondation des comités paysans pour la réalisation de réforme agraire, reconnaissance du droit de syndicats pour les ouvriers agricoles,

*journée de travail de huit heures

*une loi de grève sans aucune restriction

*adoption des contrats collectifs de travail

*destination des maisons aux ouvriers

*interdiction du travail des enfants inférieurs à 14 ans

*vacances de week-end payées,

*fondation des commissions spéciales pour l'application de la loi de travail.⁷²

⁷⁰ Cité par Şişmanov, **ibid.**, p.81

⁷¹ Cité par Şişmanov, **ibid.**, p.92

⁷² Şişmanov, **ibid.**, pp.105-106

Passé au travail clandestin en 1922 face aux répressions qui augmentent, TKP a demandé la liberté politique pour les ouvriers et les syndicats dans son deuxième congrès où il a décidé à la clandestinité. Cette décision de congrès fut un catalyseur sur le développement du mouvement syndical; c'est après cette date que les syndicats ont pu se développer sous le contrôle du parti et s'unifier autour de l'Union Syndicale.

B. Les Rapports Entre Le Parti et Les Syndicats Dans Les Années de Parti Unique (1923-46)

Il n'est pas facile de dire que la déclaration de la république était un moment d'importance pour la classe ouvrière et les syndicats. Etant donné que les cadres dirigeants qui créent le caractère de la révolution réalisée étaient formés de la bourgeoisie et des officiers militaires ; les unions ouvrières et la lutte ouvrière a pu obtenir peu de progression; toutefois on ne peut pas dire grande chose en ce qui concerne la formation de la lutte et de la conscience de classe. Les cadres dirigeants ont mis de nombreux obstacles devant l'obtention de la conscience politique de la classe ouvrière durant la période qui commence en 1923. Parallèlement à la liquidation de l'opposition dans le pays, les droits syndicaux étaient également empêchés; ce dernier aidait quand même à la formation de conscience politique, mais cette progression fut très lente et sous contrôle du gouvernement. Tout au long de l'époque où a régné le pouvoir du parti unique et à l'aide de l'influence contraignante à la fois politique et idéologique du gouvernement, on voulait mettre la classe ouvrière et les syndicats sous contrôle soit par les essais de tutelle, sous par force et répression; c'est dans ces conditions-là que leur participation à la vie politique n'a jamais eu lieu du fait que leurs organisations étaient clandestines, dispersées ou à base de poste de travail, et c'est encore pour ces raisons que les syndicats n'ont pu réussir à s'unifier au sein d'un parti, ni à fonder des fédérations bien organisées au niveau national et ni à participer à la vie politique d'une manière déterminante. Il est quand même évident que les grèves et les essais d'organisation de cette période ont créé les fondements de la lutte syndicale de l'avenir et que la classe ouvrière a pu apprendre certaines choses à partir de ces expériences. Cependant on comprend que cette période a légué très peu de choses pour les générations suivantes étant donné

qu'il n'y a pas d'analyse de fait suffisante en ce qui concerne les activités politiques. Les travaux et les analyses de cas sur cet enjeu, dont le nombre est très peu, sont assez appréciables, mais il est nécessaire de faire de nouvelles recherches sur ce sujet et bien évaluer ladite période.

a. Les réglementations légales et les unions ouvrières dans leur développement historique

C'est avec la déclaration de la République et la consolidation du pouvoir du Parti Républicain du Peuple (CHF) que les dirigeants ont inauguré à l'institutionnalisation d'un nouvel ordre. En Turquie où régnait une vie politique à parti unique, les syndicats ont eu leur développement dans le cadre de cette ambiance politique, et c'est par le contrôle politique et social que sont caractérisées leurs relations avec CHF qui était le seul parti légal. Les réglementations légales avaient poussé les organisations qu'on ne permettait pas à vivre à la clandestinité, mais ces organisations clandestines n'ont pas pu obtenir un soutien massif au sein de la classe ouvrière. Dans ces années-là, il s'agissait de contrôle et des empêchements du gouvernement sur les unions syndicales. Il n'est possible de faire une analyse des rapports parti-syndicat seulement par une analyse du parti au pouvoir, c'est-à-dire le parti d'Etat, du fait que la syndicalisation était *de facto* interdit et que les organisations à base de classe n'étaient pas acceptées sur le niveau légal.

Un des enjeux qui occupaient majoritairement l'organisation de la classe ouvrière dans les premières années de la république, c'était la question des politiques économiques. Convoqué en 1923 et étant déterminant sur les politiques économiques de l'ordre kémaliste, le Congrès d'Economie d'Izmir avait impliqué des délégués ouvriers, mais ces derniers n'avaient pas l'occasion d'orienter les politiques économiques. En effet, l'objectif du Congrès était de mettre en œuvre les politiques d'économie de l'Etat, et la forme de mise en évidence de cet objectif était assez importante pour la classe ouvrière. Pour M. Şefik Hüsnü et la ligne du revue *Aydınlık*, qui efforçaient pour porter une conscience politique aux syndicats, les ouvriers devraient porter leur voix au congrès. Pour eux, il était important de réaliser la participation des ouvriers dont la conscience était relativement développée puisque les représentants de la bourgeoisie auraient un poids considérable sur le congrès. La

majorité des participants du congrès étaient les commerçants, les grands propriétaires terriens et les petit-bourgeois des milieux industriels. Bien que les véritables représentants de la classe ouvrière ne puissent y participer, certains délégués ouvriers ont porté les revendications de la classe ouvrière qui se déclaraient depuis la période de l'avant-république: mise en vigueur d'une loi de travail, limitation de la journée de travail à huit heures, droit d'organisation et de réunion, droit de contrat collectif. Selon le rapport fourni par l'Union Ouvrière Générale d'Istanbul (*İstanbul Umum Amele Birliği*), on disait qu'il était possible d'arriver à un point de consensus avec les aides des délégués des autres classes sociales.⁷³ Le congrès avait élaboré un rapport nommé « Principes d'Economie du Groupe Ouvrier », dans lequel on décidait à la reconnaissance du droit d'association et de syndicalisation et à une nouvelle réglementation pour les grèves en tenant compte des droits ouvriers. Le gouvernement avait une portée positive envers ces demandes dans le cadre des lois, en soulignant quand même qu'il ne pourrait pas avoir de concession en ce qui concerne les fédérations.⁷⁴

Pourtant, la loi de travail qui était acceptée en principe est entrée en vigueur bien tardivement et d'une manière tronquée. Quant au droit syndical, ceci serait déjà aboli en pratique et les rapports des syndicats avec le champ politique serait durement interdits. Dans les années de fondation de la République, même les associations professionnelles et les unions d'associations étaient interdites.

Il est possible de dire pour cette première période de la République que la classe ouvrière se développait au sens quantitatif grâce à l'augmentation des investissements industriels et les nationalisations. C'est surtout dans les villes comme Istanbul, Ankara, Bursa, Adana, Izmir que la massification ouvrière se voyait. Dans ces années-là, la population ouvrière se concentrait aux régions où l'industrie était relativement développée. « *Selon les données estimatives de 1923, il existait 35,500 ouvriers à Istanbul, 10,000 ouvriers à Izmir et aussi 15,000 ouvriers à Zonguldak et Ereğli où le niveau d'activité des mines et des charbonnières étaient relativement très haut. Le nombre total des ouvriers dans le pays était près de 110.000.* »⁷⁵

⁷³ A. Işıklı, **Sendikacılık ve Siyaset**,... p.479

⁷⁴ A.Şnurov, **Türkiye Proletaryası**, Istanbul : Ed. Yar, 1973, p.22

⁷⁵ Kemal Hikmet, « Tek Partili Dönemde İşçi Örgütlenmeleri ve Sendikal Hareketler », http://www.sendika.org/yazi.php?yazi_no=14304, 01.09.2008

Les réglementations légales promettaient quelques acheminements aussi. Un des droits accordés aux ouvriers par la Constitution de 1924, c'était le droit d'organisation. Mais ces lois ne permettaient qu'à une seule organisation très restreinte et étroite. C'est à partir de ces lois qu'on voit le début des fondations des syndicats: le nombre des syndicats fondés à Istanbul et à Izmir dans une seule année est plus que vingt.⁷⁶

Cependant les essais d'organisation des syndicats en relation avec les mouvements politiques ne pouvaient pas être réussis face aux mesures du gouvernement. Dans ces années-là, le gouvernement ne se satisfaisait pas avec l'interdiction des grèves:

« Parti Républicain du Peuple au pouvoir, a inséré ses agents au direction des syndicats pour pouvoir les contrôler, il a aussi fondé une organisation nommée Union Ouvrière Turque qui serait liée à lui. Cette organisation était née à la suite de l'unification de l'Union Ouvrière d'Istanbul et l'Union Ouvrière de Zonguldak et Balya. Le but principal des dirigeants de cette organisation qui étaient nommés par le gouvernement était d'unifier tous les syndicats au sein de cette union et de les rendre une filiale de CHP. »⁷⁷

Cette attitude est comme une expression idéologique générale de la période de parti unique. L'effort de créer une hégémonie politique et idéologique montre ses influences sur la classe ouvrière aussi. C'est en raison de cette attitude que certains représentants ouvriers ont quitté l'Union et qu'ils ont fondé l'Association d'Elan Ouvrier (*Amele Teali Cemiyeti*). Créée par l'unification de vingt syndicats, cette union est estimée d'avoir trente milles membres. La grève et les travaux organisés par l'Association d'Elan Ouvrier avaient été influents sur l'acceptation des vacances de week-end.⁷⁸ *« Cette association attirait les attentions par son niveau d'organisation*

⁷⁶ Şişmanov, **ibid.**, p.130

⁷⁷ Şişmanov, **ibid.**,p.130

⁷⁸ En effet, Association d'Elan Ouvrier était fondé en 1924 au lieu d'Union Ouvrière de Turquie qui était fondé comme alternative à l'Union Ouvrière d'Istanbul et qui était fermée à cette date-là. Marchant sur une ligne différente d'Union Ouvrière d'Istanbul proche au gouvernement, l'Union Ouvrière de Turquie était plus fortement contrôlé surtout après la fondation de la république. En 1923, le nombre des membres de l'association est tombé de 19,000 à 7,000 en 5 mois, et c'est pour cette

et d'activité plus haut que les exemples antérieurs. Faisant paraître un journal qui s'appelle Emekçi (« Travailleur »), l'Association d'Elan Ouvrier a organisé les artistes dans son sein et elle a commencé à mettre en scène des jeux de théâtre sur la Scène Ouvrier. Des représentants des syndicats et des associations venant des différentes régions de la Turquie avaient participé à la réunion qui était organisée par cette association en 1925 et qui signifiait un « sommet national syndical ». La commission qui a été fondée à la suite de cette réunion a préparé un projet de loi concernant les heures de travail et elle l'a présenté à la Grande Assemblée Nationale de Turquie. »⁷⁹ L'Association d'Elan Ouvrier, dont les activités avaient commencé à obtenir un caractère de classe, a été fermée vers la fin de l'année 1927.

La période d'état de siège qui a commencé à la suite de la révolte de Cheikh Saïd en 1925 et qui a été formalisée par la loi Sur le Maintien de l'Ordre (*Takrir-i Sükûn Kanunu*) a fait commencer un processus difficile pour le mouvement ouvrier et syndical. La loi avait « *donné la compétence d'interdire toutes organisations, revues et démonstrations qui altèrent ou qui tentent d'altérer l'ordre sociale, et le bien-être du pays. Le contenu vague de la loi a poussé les organisations ouvrières à être victime de nombreuses répressions dans ce contenu.* »⁸⁰

Il faut clairement dire que la Loi Sur le Maintien de l'Ordre avait bien influencé les socialistes et le mouvement ouvrier par sa nature et par les applications qu'elle apporte, même si elle semblait justement comme une mesure contre la révolte de Cheikh Saïd. Avec l'entrée en vigueur de ladite loi, toutes les organisations et la presse opposante ont été fermées et les « Tribunaux d'Indépendance » (*İstiklal Mahkemeleri*) ont été fondés.

C'est dans ces tribunaux-ci qu'un groupe de 38 personnes faisant partie de l'Association d'Elan Ouvrier et du Parti Socialiste des Ouvriers et des Paysans de Turquie ont été condamnés aux punitions de prison et de travaux forcés de 7 à 15 ans.

raison qu'on a décidé à dissoudre l'association et d'en fonder une nouvelle. Les principales organisations ouvrières d'Istanbul se sont unifiées afin de fonder l'Association d'Elan Ouvrier le 12 Août.

⁷⁹ Kemal Hikmet, *ibid.*

⁸⁰ Mahiroğulları, *ibid.*, p.30

On peut parler de certaines organisations portant de différents caractères dans la période qui suit la Loi Sur le Maintien de l'Ordre de 1925. « *Un des caractéristiques de ces organisations-là était qu'elles étaient sous formes des associations et non des syndicats. Mais ce qui les distinguait véritablement était qu'elles étaient formées par le pouvoir politique à l'objectif de prendre les ouvriers sous contrôle comme les autres groupes sociaux. Le parti de pouvoir de ladite période, le Parti Républicain du Peuple avait fondé aux années 1930 « le Bureau des Organisations Artisanale et Ouvrière du Parti Républicain du Peuple » dans son sein et avait essayé de rassembler les ouvriers au sein des organisations proche de lui »*⁸¹

C'est d'abord à Izmir et en 1934 que la politique des organisations ouvrières de CHP est mise en application. Dans ce contexte, on a commencé à regrouper des ouvriers de chaque profession au sein d'une seule association ou union. C'est ainsi que toutes les associations et unions à Izmir ont été mises sous la direction d'Union Ouvrière et Artisanale d' Izmir en 1935⁸².

En 1938, CHP a adopté une méthode plus directe en ce qui concerne les organisations ouvrières : méthode d'interdiction. « *En 1938, la Loi des Associations datant de 1909 a été modifiée et la fondation des organisations 'basant sur le principe de classe' a été interdite. C'est donc que le droit à vie n'était accordé qu'aux certains associations ouvrières liées à CHP, qui se ressemblaient plutôt à des caisses d'entraide.* »⁸³

La Loi des Associations de 1938 interdisait également les organisations à base de classe; il était désormais interdit même de parler de l'existence des classes sociales. Par rapport à la nouvelle loi, la fondation des organisations était sujets à la permission du gouvernement, et le contrôle à niveau local et central a été augmenté pour celles qui existaient déjà. Cette même loi facilitait aussi la dissolution des

⁸¹ Ülku İleri, « Tek Partili Dönemde (1923-1946) İşçi Örgütlenmelerini Güçleştiren ve Hazırlayan Etmenler », **TÜHİS İş Hukuku ve İktisat Dergisi**, t. 21, no. 5-6, Aout-Novembre 2008, p.70-92

⁸² A.Makal, **Ameleden İşçiye**, İstanbul : Ed. İletişim, 2007

⁸³ Şeyhmus Güzel, **Türkiye'de İşçi Hareketi (Yazılar-Belgeler)**, Ed. Sosyalist, 1993, p. 161-163., cité par Ülku İLERİ, **ibid**, p.74

organisations. Avec cette loi, « *l'interdiction de syndicat qui existe en pratique est mise sur une base légale.* »⁸⁴

Cependant, ces années ont témoigné à plusieurs grèves comme conséquence du développement quantitatif et qualitatif de la classe ouvrière. Ces grèves-ci sont vues dans les entreprises publiques ainsi qu'aux entreprises appartenant aux étrangers. La grève de chemin de fer d'Adana en 1927 en était une. À l'ère de l'Empire Ottomane, la concession d'exploitation des chemins de fer appartenait aux capitalistes étrangers ; même après la déclaration de la République, les chemins de fer construits par l'Etat ainsi que deux grandes lignes de chemin de fer étaient toujours entre les mains des étrangers. La ligne de chemin de fer Istanbul-Bagdad en était une et on a vu une grande grève en 1927 à la partie Nusaybin-Yenice de cette ligne. Du fait que cette grève a été créée sur l'influence du TKP qui continuait à ses travaux de manière clandestine et que l'avant-garde de la grève était M. Alaaddin qui était un ouvrier membre de TKP, les accusés de ladite grève ont été jugés au contenu de la « *Détention Communiste* » (*Komünist Tevkifatı*).⁸⁵

On avait vu que le développement en nombre des entreprises étatiques dans la période du parti unique avait donné naissance à l'augmentation et massification de la classe ouvrière. C'est la raison pour laquelle la Loi de Travail, qui était mentionnée même avant 1924, est venue à l'ordre du jour. Adoptée en 1936 et entrée en vigueur en 1937, la Loi de Travail était la conséquence de cette situation. « *Adoptée en 1936, la Loi de Travail à numéro 3008 (...) accomplissait l'étatisme à la vie économique et la direction du parti unique à la vie politique par les réglementations qu'elle a faites concernant la vie de travail. Si l'on excepte l'exclusion de l'agriculture et certains d'autres champs d'activités ainsi que les ouvriers intellectuels, implication unique des 'postes de travail qui doivent employer au moins dix ouvriers', ainsi que les restrictions et les boiteries concernant le contenu des réglementations ; cette Loi de Travail réglementait les relations de travail aux dimensions individuel et collectif et de manière globale et ce, pour la première fois dans l'histoire de la Turquie* ». ⁸⁶

⁸⁴ Işıklı, **Gerçek...** p.87

⁸⁵ Şeyda Oğuz (Red.) **1927 Adana Demiryolu Grevi**, Istanbul:TÜSTAV, 2005

⁸⁶ Ahmet Makal, **Ameleden İşçiye...**, p.216

On n'exagéra pas si l'on dit que le gouvernement avait préparé la loi de travail pour augmenter le contrôle sur la vie de travail. D'ailleurs on voit l'attitude de CHP au discours du Recep Peker, le secrétaire général du parti fait, à l'Assemblée Nationale après l'acceptation de la loi:

*« La Loi de Travail sera une loi de régime. C'est par cette loi que la vie de travail entrera au voie d'accord que notre nouveau régime désire. La nouvelle loi de travail fera disparaître les fautes qui puissent engendrer la naissance et l'existence de la conscience de classe. C'est par cette loi que la balance dans la vie de travail sera élaborée. »*⁸⁷

Comme l'indique Makal, la Loi de Travail déterminait le rôle de l'Etat sur les relations employeur-employé aussi: le rôle d'accordeur de l'Etat était souligné par la loi. Interdisant strictement la grève et le lock-out, la loi ne mentionnait pas des syndicats non plus. On prévoyait plutôt l'institution de représentation ouvrière avec laquelle la solution des les litiges professionnels serait léguée à la volonté de l'Etat. La loi n'a pas pu se mettre en application en raison de fautes des réglementations nécessaires et des problèmes conjoncturels; mais elle est restée comme fondement de la vie de travail en Turquie jusqu'aux années 1960.

b. La situation de CHP face aux mouvements ouvriers : l'ordre des interdictions

Fondé à travers une révolution bourgeoise, la République avait bien évidemment un profil très progressiste par rapport à la royauté et la monarchie constitutionnelle. Le nouveau régime avait mis en application des réformes en ce qui concerne la représentation politique, la participation et la progression sociale ; et ceux-ci avaient montré leurs influences chez la classe ouvrière aussi. Pourtant le développement de la classe ouvrière restait-il limité et contrôlé, puisque la classe faisait face à la classe bourgeoise qui était fortifiée à la suite de la concentration de l'industrie et du développement du commerce et aux officiers militaires qui gardaient leurs privilèges. De telle manière que la bourgeoisie, ayant lutté contre les féodaux à côté de la classe ouvrière, obtenait son véritable caractère après être venue au

⁸⁷ Cité par. Mahiroğulları, *ibid.* p.39

pouvoir comme on le voit chez toutes les révolutions bourgeoises. Devenant réactionnaire, cette classe allait jusqu'à faire alliance avec les féodaux, comme c'était le cas en France. La guerre d'indépendance et la déclaration de la République n'étaient pas menées par une classe bourgeoise développée ou une classe ouvrière ayant la tradition de lutte comme en Europe; c'est pour ces raisons que le processus s'est mis en évidence d'une manière un peu différente. Etant donné que la guerre d'indépendance était plutôt dirigée par la bourgeoisie commerciale même si les ouvriers (qui étaient minoritaires dans la population) et les paysans (qui constituaient la grande majorité de la population) y participaient et que cette bourgeoisie commerciale était la partie dominante de la bourgeoisie en raison du développement lent et tardif de l'industrie, la révolution bourgeoise de la Turquie marcha de manière lente et plutôt réactionnaire. Les fondements de la république n'a pas eu de structure qui puisse faciliter la participation politique de la classe ouvrière ni au sens politique et ni au sens idéologique. Evidemment on témoignait à des progressions; par exemple la République avait rendu possible la représentation de la classe ouvrière à l'Assemblée Nationale. À la suite d'une modification en 1923, il n'était plus obligatoire de payer de taxe pour voter; d'autre part la disposition selon laquelle un homme ne pourrait pas être élu député s'il était en service d'autrui lors des élections a été supprimée. Mais c'est toujours cette République qui empêchait la formation des politiques en faveur des intérêts de classe en interdisant l'unification au sein d'un parti. Il y avait quand même des tentatives soutenant la classe ouvrière et leurs organisations de base que sont les syndicats et essayant de les organiser politiquement comme dans les exemples européens, mais la période du parti unique (et les périodes suivantes, à un certain niveau) a mis des obstacles devant le développement de la classe et c'est pour cette raison que ce dernier est resté faible dans cette première période où la classe ouvrière n'était pas développée ni au sens quantitatif et ni au sens qualitatif. Quant aux partis et organisations non-représentés dans le Parlement, ceux-ci n'ont pas pu effectuer des actions qui puissent être significatives sur l'histoire sociale et politique de la Turquie. On peut dire quand même que cette période a été « éducative » pour ces organisations et elle a ouvert la voie pour ses activités à l'avenir. Mais on peut dire encore une fois que, soit la nature dispersée et la faiblesse quantitative de la classe ouvrière, soit les orientations idéologiques du pouvoir et l'influence des organisations ouvrières créées par CHF

ont rendu le développement de la lutte ouvrière syndicale assez lente et c'est pour cette raison que cette lutte a eu très peu d'influence sur la vie politique.

Devenu la seule force politique dans la situation formée à la suite de la Loi sur le Maintien de l'Ordre, CHF a mis ses relations avec les ouvriers et les syndicats sur le principe qu'on appelle « populisme » (*halkçılık*, pour lequel on peut aussi dire « démocratisme »). Existant dans le programme du CHF et acceptés comme les principes fondamentaux de la République, les principes de républicanisme, nationalisme, populisme, laïcisme, étatisme et réformisme formeraient le discours du pouvoir du parti pendant les années suivantes. À côté du nationalisme, l'un des fondements idéologiques principaux du régime était le populisme. Du fait que ce principe s'exprimait par l'argument que « la société Turque est une masse fondue, sans classe et sans privilège », les acteurs politiques ont rejeté la lutte de classe dès le début. Ledit principe était exprimé au Manifeste du Populisme présenté à l'Assemblée Nationale en 1920 comme suivant:

« La Grande Assemblée Nationale de Turquie croit qu'elle atteindra à son but de rendre le peuple, dont son idéal unique est de sauver la vie et la libération, le propriétaire véritable de l'administration et de souveraineté en le sauvant de la tyrannie de l'impérialisme et du capitalisme. »⁸⁸

Mais très vite, on comprendrait que ce n'était qu'un discours prononcé en tenant compte du caractère de la masse participant à la guerre. Dans les années suivantes, le discours de « masse sans classes et sans privilèges » qui signifie l'aspect idéologique du principe de populisme, est présenté comme le fondement de l'argument selon lequel les droits syndicaux n'étaient pas nécessaires.

La thèse « il n'existe pas des classes dont les intérêts sont en conflit » qui existait dans la charte du CHF est entrée au programme du parti en 1931 de manière plus explicite : « Le peuple de la République de la Turquie n'est pas composé des classes séparées. » C'est pour cette raison que toutes sortes de travaux politiques à base de classe seraient illégitimes sous prétexte que ces travaux étaient contradictoires avec le principe de populisme

⁸⁸ A.İşikli, *Gerçek...*, p. 87

« *Considérant le peuple sur la base des groupe professionnels et inspiré du corporatisme, CHP avait la prétention d'englober « toutes » les parties dans le pays par son discours « populiste ». C'est dans ce contexte que CHP se lançait comme le « représentant » de toutes les parties de la société et comme un parti « national » et c'est sur cette base qu'il créait sa légitimité. »⁸⁹*

Avec l'unification du discours populiste sur lequel les bases de l'Etat étaient fondées et la sorte du développement du capitalisme spécifique de la Turquie dont on vient de parler, le Parti Républicain du Peuple s'est organisé de manière autonome puisqu'il était le parti propriétaire de l'Etat; c'est donc CHP qui a joué le rôle de la bourgeoisie développant de manière tardive et lente. Dans cette période-là, CHP actait sur un discours en faveur de l'unification parti-Etat et il se définissait comme le « parti national ».⁹⁰ En raison de cette approche unificatrice à base de nation, les syndicats voyaient l'Etat et donc le CHP comme son interlocuteur dans les relations de travail. Apportant un caractère traditionnel, CHP essayait de consolider ses racines sur cette tradition et en utilisant les discours nationalistes et populistes.

C'était justement ce fait qui formait le régime tutélaire qu'on essayait de consolider par des réglementations légales et des interdictions dans la période du parti unique. « *Dans ce cadre-là, le droit de travail et les droits sociaux en Turquie ne sont pas développés comme produit des dynamiques sociales et de classe, mais sous détermination de l'Etat. L'étatisme peut être évalué non seulement comme l'expression d'un programme de développement économique, mais aussi comme la tentative de créer la bourgeoisie de l'état et la classe ouvrière de l'Etat tel qu'une partie de ce programme. »⁹¹* À cette époque, les organisations ouvrières étaient sous tutelle en raison de ce rôle de l'Etat. On peut considérer que les unions ouvrières portant un caractère syndical étaient obligatoirement liées, voire dépendantes de l'Etat à cette ère de construction nationale. L'exemple le plus explicite de ce dernier était l'Union Ouvrière et Artisanale d'Izmir.

⁸⁹ Hakkı Uyar, « Devletin işçi Sınıfı ve Örgütlenme Girişimi », **Tarih ve Toplum**, numéro 160, Avril 1997, pp.14-20

⁹⁰ Özgür Gökmen, « Tek Parti Dönemi CHP'de Muhafazakar Yönelimler », Universiteit Leiden, Février 2003, http://tulp.leidenuniv.nl/content_docs/wap/og4.pdf, ee 20.12.2008

⁹¹ Ahmet İnsel, Türkiye Toplumunun Bunalımı, Istanbul : Ed. Birikim, 2002, p. 194, cité par Ülkü İleri, *ibid.* p.78

Fondé par le Parti Républicain du Peuple à l'objectif de garder le mouvement syndical sous tutelle, le Bureau Ouvrier a démontré ses premières pratiques dans les années 1930. Izmir était choisi en tant qu'un champ d'essais pour une « association ouvrière » qui travaillerait dans le cadre du gouvernement et qui serait sous un contrôle permanent. Le premier pas de CHF était d'inscrire les ouvriers comme membres de parti. Avec la domination d'Avni Doğan à la direction générale de ville d'organisation du Parti à Izmir, les essais de mettre les unions ouvrières et artisanales sous contrôle sont exaspérés; ensuite le manifeste de fondation de l'Association Ouvrière et Artisanale d'Izmir a été déclaré par Kazım Dirlik (Le Maire d'Izmir à cette période) le 11 Décembre 1934.⁹² Ledit manifeste rendait les ouvriers obligés de s'inscrire à l'association, sinon ils seraient subis aux sanctions légales.

En même temps, un « Bureau d'Union Ouvrière-Artisanale de CHP-Izmir » était fondé au sein de l'organisation de CHP à Izmir. Après son ouverture le 25 Août 1935, ce bureau a déclaré un bulletin. À l'avant-propos de ce bulletin, Avni Doğan exprimait que, les organisations ouvrières et artisanales aux ères de l'Empire Romain, Seldjoukides Anatoliens, Beylicats et Ottomane portaient le caractère de corporations tandis que les associations ouvrières et artisanales fondées à la période de la République dans les villes peuplées comme Izmir, Istanbul, Adana et Zonguldak à travers du décret de 21 Septembre 1925 étaient totalement différentes des premières. Le but ultime du Bureau Générale au sein de l'Union Ouvrière-Artisanale de CHP-Izmir était déclaré en tant que créer un organisme qui serait utile pour le régime.⁹³

L'Union était aussi obligée de fournir assurance sociale aux ouvriers. À l'année où est fondée l'Union Artisanale d'Izmir, 17.359 d'ouvriers et 6622 d'artisans étaient membres à ladite union. Aussi, 114,514 personnes au total ont reçu d'aide sanitaire et financier de l'union entre les années 1936 - 1938. Fondée en 1935, cette union a commencé à s'affaiblir lorsque l'interdiction de la fondation des associations à base de classe a été supprimée le 10 Juin 1946; plus tard elle s'est dissolue. Dans son œuvre « *l'Histoire du Syndicalisme en Turquie* », Kemal Sülker dit, pour cette union qui est abolie avec le passage au régime multipartite, que le Parti Républicain du

⁹² Hakkı Uyar, **ibid.**

⁹³ Hakkı Uyar, **ibid.**

Peuple avait fait recours à une organisation de cette façon pour orienter la classe ouvrière tel qu'il désire et pour la rendre un organe de parti.⁹⁴

Selon M. Şehmus Güzel, les raisons qui ont poussé CHP à une telle application pouvait être énumérées ainsi: bloquer les organisations ouvrières clandestines, mettre les ouvriers sous « *la tutelle et le contrôle du parti* » et les « *munir avec la conscience de l'idéologie officielle 'nationaliste' loin de la 'conscience de classe'* ». Et selon Ahmet Insel, les politiques économiques nationalistes de la période du parti unique étaient accompagnés par les notions « *'Bourgeoisie de l'Etat' et 'Classe ouvrière de l'Etat'* ». ⁹⁵

C. Les syndicats et la politique dans la période 1946-1960

La nouvelle conjoncture socio-économique apparue sur le niveau mondial à la suite de la Deuxième Guerre Mondiale avait créé la nécessité de nouvelles applications concernant les relations de travail en Turquie. Peut-être la plus importante nouveauté était le passage à la vie multipartite en Turquie. Avec la modification en 1946 de la Loi des Associations, il fut possible de fonder des associations en dehors de CHP; celles-ci pourraient être fondées sur la base de classe ou porter le nom d'une classe. C'est ainsi qu'on passait juridiquement du régime de « l'interdiction syndicale » au régime de « liberté syndicale ». ⁹⁶ Cette même modification avait rendu possible la fondation du Parti Démocrate (DP) qui déterminerait le caractère principal de la période, et ceci a fait commencer le processus de lutte et de tension entre CHP et ce nouveau parti. La Turquie a expérimenté le multipartisme dans la période qui commence en 1946 et qui prend fin avec le coup d'Etat de 1960; l'ordre de deux partis apporterait de nouvelles applications sur le mouvement syndical. L'existence de deux partis signifie une nouvelle ère en ce qui concerne les relations parti-syndicat. Pour la classe ouvrière qui n'avait pas pu engendrer ses unions spécifiques sous l'ordre de contrôle et d'interdiction, DP avait accédé une nouvelle voie, mais on ne peut guère dire qu'un nouvel ordre est né. Dans cette phase où l'ordre de contrôle et de tutelle continuait,

⁹⁴ Kemal Sülker, **Türkiye Sendikacılık Tarihi**, t.1, Istanbul: Ed. Bilim Kitabevi, 1987

⁹⁵ Hakkı Uyar, **ibid.**

⁹⁶ Makal, **Ameleden İşçiye...**, p.217

les travaux syndicaux sont concentrés mais les relations d'indépendance et de tutelle sont restées telle qu'elles sont. Cette période n'a pas apporté le développement des relations organiques avec les partis, et c'étaient les orientations idéologiques qui ont été influentes. Il n'est pas facile d'évaluer les relations entre les syndicats et les partis politiques de cette période sous un seul modèle. Dans ces années-là, « ...*(Les syndicats) étaient totalement restés dans la mouvance des partis politiques sans avoir leurs initiatives propres.* »⁹⁷

a. CHP et l'expérience du bureau ouvrier: l'ordre de contrôle et de tutelle

Suite à la modification de la Loi des Associations, des syndicats légaux ont pu se fonder. Mais on a vu quand même que les libertés accordés aux syndicats en pratique n'étaient guère large. De nombreux syndicats sous l'influence du Parti Socialiste des Travailleurs et des Paysans de Turquie et du Parti Socialiste de Turquie avaient subi à des interdictions du gouvernement. Dans le mois de Décembre de 1946, ces deux partis, les journaux proches à ces partis, ainsi que « *les syndicats fondés par ces partis ou par les personnes qui actent selon leurs directives et dirigés selon leur buts, ainsi que l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul et le Club d'Istanbul* » ont été fermé par commandement d'état de siège.⁹⁸

Perdant partiellement son contrôle sur les syndicats avec la modification de la Loi des Associations, le gouvernement a eu le besoin de faire des réglementations légales pour recréer ce contrôle. Au projet de loi qui se basait sur l'idée que les syndicats sont des organisations nationales, qu'ils doivent travailler avec un esprit nationaliste et qu'ils ne doivent pas obtenir un caractère international, on voit comment le gouvernement voulait explicitement réorienter les syndicats:

« (...) *Notre principe est de présenter à ces nouvelles associations les idées de libéralisme, nationalisme et étatisme comme une voie à marcher et de les rendre utiles soit pour leur profession et sous pour la nation et la publique. ...Tous nos actes se basent sur le caractère national. Le pays a obligatoirement besoin de*

⁹⁷ Mahiroğulları, *ibid.*, p.120

⁹⁸ Cité par Makal, *Ameleden İşçiye*, p.218

*nationalité comme il a besoin de l'air et de l'eau. C'est pour ces raisons que nous trouvons naturel d'acter avec le caractère national dans les unions ouvrières ».*⁹⁹

Le contrôle syndical était élargi avec la Loi sur les Syndicats Ouvriers et Employeurs et les Unions Syndicales de numéro 5018, adoptée en 1947. Le contrôle apporté par la loi n'était pas seulement juridique mais aussi administratif; cela contenait une interdiction politique stricte. Comme un phénomène anti-communiste, l'adhésion aux unions ouvrières internationales étaient liées à la permission du Conseil des Ministres. L'interdiction de grève et de lock-out, sur lequel CHP insistait spécialement, continuait. Le pouvoir et l'opposition était en accord en ce qui concerne l'interdiction des activités politiques des syndicats lors des négociations de la loi. Mais chacun de ces deux partis trouvait normal d'essayer de rendre dominantes leurs opinions politiques sur les syndicats.

La peur de perdre la masse ouvrière et les syndicats a poussé CHP de reprendre les travaux d'organisation parmi les ouvriers. Continuant son contrôle sur les syndicats, CHP essayait en même temps de s'organiser dans les unions.

Toutefois les milieux ouvriers et syndicaux s'éloignaient du CHP non seulement à cause de ces applications mais aussi à cause du fait que CHP était loin de proposer des solutions pour les problèmes des ouvriers.¹⁰⁰ En effet les cadres de CHP en étaient conscients: ils se disaient que les ouvriers votaient pour Parti Démocrate et Parti de Développement National (*Milli Kalkınma Partisi*). Evidemment les mauvaises conditions économiques de la Deuxième Guerre Mondiale avaient joué un certain rôle sur ce fait.

Les élections de 1946 furent un point de transformation pour CHP. C'est après cette date que CHP a du s'orienter vers les masses pour des soucis sur l'avenir. Cet enjeu a été discuté au sein du parti aussi, et CHP, qui a fait face au souci de vote a adopté quelques nouvelles applications en ce qui concerne les ouvriers.

⁹⁹ Du discours du Ministre de Travail, Sadi Irmak à l'Assemblée Nationale le 20 Février 1947, cité par Makal, **Ameleden İşçiye** p.219

¹⁰⁰ Makal, **Ameleden...**, p.223

« Parallèlement aux certains changements au sein de CHP, certains principes concernant les politiques sociales ont été ajoutés au programme du Parti, on a mis en application des mesures préventives en divers sujets, y compris la sécurité sociale, et le parti a commencé à se mettre en relation avec les organisations qui étaient en train de se fonder ». ¹⁰¹

C'est dans ce contexte que le Congrès de 1947 fut un point de grande importance. On voit que le programme du parti devenait plus progressif concernant la politique sociale. On peut regarder par exemple l'article numéro 90 qui était comme suivant: « On accepte des contrats collectifs entre les ouvriers et les employeurs, ainsi que le droit de ceux-ci de fonder des syndicats séparés comme des droits démocratiques. Les syndicats doivent être fondés sur un esprit national et rester en dehors des courants politiques. » ¹⁰² Pourtant Makal souligne que le programme de DP était plus progressiste par rapport à celui de CHP au sujet des ouvriers et que ce premier contenait des articles concernant les syndicats à une date où il n'y avait pas de loi syndicale et où la Loi des Associations interdisait des organisations basées sur la notion de classe. Le programme de DP était en faveur du droit de grève aussi, à condition que les grèves ne soient pas sous influence politique. Quant au CHP, il ne pourra mettre le droit de grève dans son programme qu'en 1953.

Tous ceux-ci veulent dire que CHP commençait à se mettre en relation avec les syndicats. La loi syndicale avait strictement interdit de s'introduire au champ politique pour les syndicats. Selon l'article 5 de ladite loi « Les syndicats ouvriers et employeurs ne peuvent pas s'occuper de la politique, de la propagande politique et de l'activité de publication politique, et ils ne peuvent pas être des intermédiaires des activités d'une organisation politique. » Mais pour CHP qui a fait cette loi, ceci n'empêchait pas ses activités politiques au sein des syndicats. Ici, ladite interdiction avait l'objectif d'empêcher la pénétration des mouvements politiques et de l'opposition de gauche dans les syndicats et aussi de les tirer à la lignée du pouvoir. D'ailleurs CHP avait commencé à essayer de pénétrer vers les syndicats après la décision de soutenir les syndicats. Il fallait obtenir les éléments dans les syndicats qui

¹⁰¹ Makal, *Ameleden İşçiye...*, p.229

¹⁰² Makal, *Türkiye'de Çok Partili Dönemde Çalışma İlişkileri (1946-1963)*, Ankara:İmge,2002, p.78

devaient participer volontairement à CHP « sans se mêler de la politique ». Plusieurs rapports internes du parti montrent que les travaux de parti au sein des syndicats continuaient de manière cachée.¹⁰³

En même temps, il y avait d'autres opinions dans le parti, selon lesquelles il fallait prendre une position totalement contre les syndicats. Cette opinion au sein du parti était exprimée explicitement comme suivant: « *Nous voulons rendre et garder les syndicats affaiblies en les rendant des associations séparées l'un de l'autre. (...) Nous pensons qu'il sera utile pour le pays de créer une quasi égalité de force entre les forces atomisées en les éloignant de l'unité, en travaillant pour la fondation des syndicats concurrents aux autres régions du pays et même dans les postes de travail déterminées, et aussi en gardant les syndicats faibles pour qu'ils puissent faire concurrence avec les grands.* »¹⁰⁴ On avait vu que cette approche était mise en application à la région Izmir. Pourtant l'idée qui était dominante sur le centre de CHP était en faveur d'aider aux organisations syndicales et de les contrôler.

Après avoir mis au programme le but d'organiser les ouvriers, CHP a fondé une nouvelle structure dans son sein. Même s'il n'y a pas de donnée objective qui le montre, on accepte généralement qu'il y avait un « bureau ouvrier » au sein du parti. Makal indique qu'il y avait 13 bureaux au sein du parti en 1931, dont un était le bureau s'occupant des « Organisations de Travail, Ouvriers et Artisans et les Professions Libres », mais que ceci est devenu un comité lié au secrétariat générale, s'appelant le « Comité des Tâches Sociales » en 1947 comme conséquence de la nouvelle tendance du parti. La mission de ce comité était de s'occuper des organisations ouvrières et artisanales et des tâches qui concernent ces organisations-là. La nouvelle division de travail dans le parti avait nécessité de modifier soit le nom, soit le contenu du bureau. On comprend que le « Bureau des Taches Sociales et d'Economie » s'occupait de l'organisation des ouvriers aussi.

¹⁰³ Makal, **Ameleden İşçiye**, p.235

¹⁰⁴ On voit une très claire peur d'ouvrier à CHP. Pour que les ouvriers ne deviennent pas des prolétaires totalement sans propriétaires qui puissent suivre les courants de gauche, il fallait les rendre dans la situation des «demi-paysan», liés encore à son terre. Il y avait des financements et des travaux dans ce contexte. Pour détail, voir Yıldırım Koç, «1923-1950 Döneminde CHP'nin İşçi Sınıfı Korkusu», **Mülkiyeliler Birliği Dergisi**, V.18, Numéro 170.

L'organisation de ce bureau était surtout efficace à Istanbul. Les travaux d'organisation dont Dr. Rebiî Barkın et son adjoint Sabahattin Selek étaient spécialement occupés, sont allés jusqu'à la fondation de nouveaux syndicats sous tutelle de CHP.¹⁰⁵

Le fait que des syndicats sous contrôle de CHP étaient fondés par ce parti toujours, se voit en divers rapports aussi. Un rapport indique que le nombre des ouvriers membres aux syndicats fondés par CHP était de 15,000.¹⁰⁶ Ce bureau avait mis la question de nécessité de syndicat aux différents temps et lieux à l'ordre du jour du parti.

CHP avait une position intervenante sur les syndicats qui avait eu un développement progressif par leurs propres dynamiques. *« Participant aux congrès des syndicats avec des présidents de ville du parti et des députés membres du parti après 1947, CHP voulait orienter les syndicats. Par exemple, les députés de CHP comme İsmail Ergene, Sabri Koçer, le président de Zonguldak de CHP et le maire de cette ville avait participé au congrès ordinaire du Syndicat des Ouvriers de Mine de Zonguldak qui était un des plus grands syndicats de la période; Sabri Koçer était élu président du conseil aussi. »*¹⁰⁷

Un député de CHP avait été élu président du conseil bien qu'il ne soit pas membre du syndicat, et ceci était en contradiction avec la loi syndicale.

En tant que le début d'une nouvelle phase dans les travaux d'organisation, CHP a rassemblé les syndicats ouvriers à Istanbul sous l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul en 1948. Un rapport envoyé au secrétariat général de CHP à la suite du congrès de l'union convoqué le 5 Décembre 1948 nous montre la relation entre le parti et les syndicats: *« Les syndicats et l'union nous sont liés ; ils respectent à tous nos conseils. »*

¹⁰⁵ Lettre envoyé par la Ministère des Affaires Intérieures au Secrétariat Général du CHP le 21 Janvier 1978, Cité par Makal, **Ameleden İşçiye**, p.243

¹⁰⁶ Rapport à propos des Syndicats Ouvriers d'Istanbul, cité par. Makal, **Ameleden İşçiye**, p.244

¹⁰⁷ Adnan Mahiroğulları, **ibid.**, p.116

Il est évident que les syndicats qui actent selon « les conseils et les opinions » du parti étaient sous contrôle idéologique et politique de CHP même s'il n'y avait pas de lien organique.

Pourtant le député Dr. Rebiî Barkın qui avait élaboré ledit rapport et qui était responsable de l'organisation du bureau parmi les ouvriers disait dans ses discours politiques qu'il ne fallait jamais porter de politique au sein des syndicats et que les syndicats ne devaient pas faire effort pour élire les membres de CHP aux organes dirigeantes.¹⁰⁸

Assez forte, l'union des syndicats ouvriers de CHP comptait un tiers des syndicats dans le pays entier. Indispensablement, les organes de décision de ces syndicats qui décident aux sujets comme structure, administration, union, etc. se trouvait CHP qui les avait organisés parallèlement à sa ligne politique. On dit même que c'était le parti qui élaborait les chartes des syndicats à cette époque-là. CHP avait aussi un certain poids sur les relations internationales des syndicats.

Nous savons aussi que les syndicats et les ouvriers étaient financièrement soutenus. Dr. Rebiî Barkın explique ce cas dans l'un de ses rapports:

*« L'argent dépensé pour ce but est très peu par rapport à son importance. Si l'on excepte nos salaires mensuels, l'argent qu'on transfère aux syndicats comme aide et dépense est annuellement 7-8 milles livres en moyenne. Si l'on y ajoute les appointements et les viatiques, les dépenses totales ne dépassent pas 20 milles livres par an en moyenne. Je crois que ce niveau d'argent n'est pas à un niveau suffisant. »*¹⁰⁹

La plus grande proportion des aides financiers vers les syndicats était consacrée à l'Union des Syndicats Ouvrières d'Istanbul. Makal attire nos attentions sur une donnée intéressante concernant les paiements. Soulignant qu'il y avait des syndicalistes et des individus payés aussi à part les institutions, Makal indique qu'une

¹⁰⁸ Makal, **ibid.**, p.246

¹⁰⁹ Rebiî, rapport sur les syndicats ouvriers et l'organisation des ouvriers, cité par Makal, **Ameleden...** p.249

de ces personnes était Seyfi Demirsoy qui serait le président de TÜRK-İŞ à l'avenir. Donc on peut dire que les actions de CHP était totalement contradictoires à la loi syndicale qu'il avait lui-même mis en vigueur; mais il était encore à la recherche d'instaurer un mécanisme de contrôle sur les syndicats et donc il gardait toujours l'esprit de la période du parti unique.

Cependant cette situation dérangeait les syndicats. Nous savons que certains délégués du congrès de 1948 de l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul exprimaient leur contrainte en face de l'entrée de l'union sous tutelle du parti; voire un assez grand nombre d'ouvrier exprimait qu'il ne voulait pas adhérer à l'union puisqu'elle était sous influence de CHP. Certains délégués du congrès avaient exprimé leur désir de rester indépendant face aux partis politiques.¹¹⁰

Instaurant d'un côté ce mécanisme de contrôle et d'influence directe, CHP efforçait d'autre côté d'empêcher la pénétration des mouvements politiques de gauche dans les syndicats. Selon CHP plutôt que les partis d'opposition, c'était ces mouvements de gauche qui créaient méfiance dans les syndicats. Aussi, les syndicats déjà fondés par la gauche étaient très attentivement suivis. Pourtant les travaux syndicaux de gauche furent aussi un modèle pour CHP. « *A cette période, CHP a adopté le modèle d'organisation du Parti Socialiste des Travailleurs et des Paysans de Turquie (TSEKP) dans les syndicats et c'est ainsi qu'il a commencé à faire paraître les journaux Sendika et Hürbirlik pour les ouvriers.* »¹¹¹

Le Parti Démocrate faisait des travaux ressemblants, mais plus étroits sur les syndicats. Face à l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul sous influence et contrôle de CHP, DP a fondé une association nommé l'Union des Syndicats Ouvriers Libres (*Hür İşçi Sendikaları Birliği*) en 1950. Des membres du DP étaient actifs aux organes de direction de cette union. Si l'on regarde par exemple les élections de 1949 du Syndicat de l'Usine d'Impression de Nazilli, on voit que 4 parmi les dirigeants élus étaient de DP alors que le président était de CHP. Les travaux de DP dans les

¹¹⁰ A. Mahiroğulları, *ibid.* p.116-117

¹¹¹ Yüksel Kaştan, « Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Partili Dönemden Çok Partili Döneme Geçişte CHP'nin Yönetim Anlayışındaki Gelişmeler(1938-1950) », *Sosyal Bilimler Dergisi*, p.131

syndicats dérangeaient CHP; c'est pour cette raison que ce dernier a tenté à des contre-attaques.

b. Les interventions de DP sur les syndicats et le développement des unions syndicales

Lorsqu'il était à l'opposition, le Parti Démocrate avait pu attirer l'attention des ouvriers qui étaient subis aux restrictions légales dans la période du parti unique; ce parti a obtenu de nombreux souteneurs parmi la classe ouvrière en défendant le droit de grève lors des négociations de la loi syndicale à l'Assemblée Nationale. D'ailleurs CHP était critiqué par la société non seulement pour des raisons politiques mais aussi pour des raisons économiques du fait de la crise économique et le chômage massif à la suite de la Deuxième Guerre Mondiale. La critique vers le gouvernement de CHP dans le meeting du Syndicat des Ouvriers de l'Industrie de Tissage le 4 Septembre 1949 était le premier exemple de la clarification de l'attitude des ouvriers face à un parti politique.¹¹²

L'existence du droit de grève dans le programme de 1949 du DP était un point positif pour les ouvriers qui menaient une lutte pour le droit de grève. Bien évaluant cette tendance, le Parti Démocrate a été l'avant-garde de la formation de l'Union des Syndicats Ouvriers Libres en 1950 en face de l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul proche de CHP.

Venant au pouvoir avec les élections de 1950, DP a fait un certain travail en ce qui concerne le droit de grève dont il parlait quand il était à l'opposition. Le droit de la grève a fait partie du programme du gouvernement de 29 Mai 1950, et aussi le gouvernement l'a proposé à l'Assemblée Nationale comme un projet de loi. Mais cette loi est « née morte » et suspendue dès le début. Il est important de dire que le programme de 1951 du Parti Démocrate ne parlait pas du droit de grève et de contrat collectif. Ce parti a utilisé les méthodes répressives contre les demandes des syndicats.

¹¹² Mahiroğulları, *ibid.* p.117

L'ambiguïté de l'article numéro 5 de la loi syndicale a poussé les syndicats à une situation même plus difficile dans la période du pouvoir de DP. C'est en se basant sur cet article que le nouveau pouvoir a mis en application des restrictions contre diverses activités syndicales, et diverses actions des syndicats sur la vie sociale ont été interdites sous prétexte qu'ils se mêlaient du politique. Par exemple les activités de l'Union des Ouvriers de Métallurgie ont été suspendues pour trois mois sous le motif que l'union s'occupait de la politique; d'autre part les activités du Syndicat des Journalistes ont été suspendues pour un mois parce qu'il avait protesté, au nom de la liberté de presse, le mal traitement de police contre deux journalistes.¹¹³

Mais on voit que les « meetings pour le dénoncement du communisme » n'ont subi à aucune instruction bien qu'ils aient évidemment un caractère politique. Alors l'interdiction à la politique était limitée avec la politique gauchiste comme était le cas auparavant.

Face à l'insatisfaction qu'a créée DP chez les ouvriers, on a commencé à discuter la méthode d'utilisation de la voie parlementaire de manière directe. Fondé avec la tentative de dix syndicalistes avant les élections de 1954, « le Comité de Soutenir les Députés Ouvriers et Amis des Ouvriers » disait, dans le manifeste qu'il a lancé, que l'on avait besoin des députés ouvriers. Dans l'appel du comité, on disait :

*« L'inexistence des candidats ouvriers à un niveau suffisant dans les listes des candidats des partis est la preuve du fait que la prochaine période du Parlement ne donnera naissance à la réalisation de la lutte ouvrière. Parce que nous croyons que les questions des ouvriers ne peuvent être défendues que par les ouvriers. C'est la raison pour laquelle nous travaillerons pour l'entrée des députés ouvriers au Parlement. Les candidats ouvriers déterminés par le comité seront soutenus par les ouvriers qui nous croient indépendamment de leur parti. »*¹¹⁴

Ce comité qui était un pas important pour la lutte politique de la classe ouvrière mais qui a été dessoudé en raison des empêchements légaux a été évalué comme un

¹¹³ A. Işıklı, **Sendikacılık ve Siyaset**,... p.489

¹¹⁴ Cité par. A. Işıklı, **Sendikacılık ve Siyaset**,... p.491

comité identique à Comité de Représentation des Ouvriers fondé en Angleterre par les syndicats en 1900.

Ayant des soucis face aux manifestations politiques et la force de représentation du mouvement syndical, le pouvoir de DP a réussi à porter le mouvement à sa propre ligne. La limite des cotisations de 120 livres par an avait rendu les syndicats financièrement faibles. À cette période, la plus grande source de revenu des syndicats était les amendements que devait payer le Ministère de Travail. Quant à l'argent normal que payait le Ministère, ceci voulait dire une relation de dépendance. Il y avait de nombreuses autres applications qui rendaient les syndicats dépendants du pouvoir politique. On peut énumérer comme exemple la solution de litiges de travail par le gouvernement et l'opportunité pour les représentants ouvriers d'être candidat de député de ce parti-là.

Işıklı cite que cette dépendance se voyait à TÜRK-İŞ aussi. Au premier congrès de TÜRK-İŞ convoqué à Izmir en 1952, un président de CHP avait été élu; ensuite le syndicat a dû convoquer un congrès extraordinaire à la fin d'une durée moins d'un an puisque cette situation avait engendré tension avec DP, et le congrès extraordinaire a élu un nouveau président de ce dernier. Cette personne qui a été élu président au congrès d'Istanbul en 1953 a été élu député de la liste de DP plus tard.¹¹⁵

C'est en 1957 que les ouvriers ont cessé leur soutien vers DP. Dans cette période-là les politiques de DP contre les ouvriers étaient devenues plus efficaces, mais ce parti continuait quand même à faire créer un mouvement ouvrier sous son contrôle. *“Adoptant la voie d'interdire toutes actes politiques qui ne sont pas en faveur de lui, le pouvoir a pu rendre les syndicats, des institutions dont les activités étaient limitées avec des télégrammes de fidélité qu'ils envoyaient aux compétents de l'Etat et du gouvernement.”*¹¹⁶

Parallèlement aux relations développant avec les Etats-Unis dans ces années-là, on a vu les influences du syndicalisme américain et les interventions des organisations syndicales américaines.

¹¹⁵ A. Işıklı, *Sendikacılık ve Siyaset*,... p.493

¹¹⁶ A. Işıklı, *Sendikacılık ve Siyaset*,... p.494

c. L'intervention du Syndicalisme Américain en Turquie: Le Cas TÜRK-İŞ

Lorsqu'on parle des relations entre les partis politiques et les syndicats en 1952 et du système de contrôle, on ne peut pas passer sans parler du développement du mouvement de la classe ouvrière. Dans le mouvement syndical qui s'exprimait par les grèves et les manifestations modestes, le rôle de l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul était quasi important. Quoiqu'elle soit sous contrôle du parti, l'union possédait aussi des dynamiques différentes dans son sein. Ces éléments différents portaient une certaine sensibilité même s'ils ne pouvaient pas orienter le mouvement.

Nous devons accepter aussi que l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul faisait effort pour unifier et fortifier le mouvement. La demande d'une confédération forte était aussi exprimée au sein de l'union.¹¹⁷ Pourtant la confédération TÜRK-İŞ n'a pas pu avoir une efficacité suffisante pour influencer le processus politique même si elle était la plus grande supra-organisation de son temps.

*« Cette association et les syndicats filiales n'avaient pas une position qui puisse influencer le processus politique en tant que groupe de pression. Mais c'est grâce à l'existence de ceux-ci que les droits ouvriers et le droit de grève sont restés à l'ordre du jour; et c'est d'ici que sont nés l'infrastructure organisationnelle et les cadres de la période de syndicat libre qui viendrait plus tard. »*¹¹⁸

On sait que la fondation de TÜRK-İŞ en 1952 était le produit non seulement du besoin d'unifier l'accumulation syndicale sous une confédération mais il nous faudra aussi parler interventions extérieures. Il s'agit des intérêts des institutions comme la Fédération de Travail Américaine (AFL), la Confédération Internationale des Syndicats Ouvriers Libre (ICFTU), et le Service d'Aide Marshall. À la suite du développement des relations avec les Etats-Unis après 1945 et les applications d'Aide Marshall, les organisations syndicales américaines avaient fait des travaux pour

¹¹⁷ Mahiroğulları, *ibid.* p.85

¹¹⁸ Seyfettin Aslan, Cengiz Gül, "Geçmişten Günümüze Türkiye'de Baskı Grupları", *C.Ü.İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi*, Tome 5 Numéro 1, p.95

orienter les activités syndicales en divers pays. Dans ce contexte Boris Shiskin qui était parmi les experts d'AFL et le représentant d'Europe du Plan Marshall a visité l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul et leur a conseillé de fonder une fédération, en ajoutant qu'un certain aide financière dans le cadre de Plan de Marshall pouvait être transféré à ces travaux.¹¹⁹ À coté de Shiskin, Irwing Brown était une autre personnalité importante et efficace à ce thème. Seyfi Demirsoy explique le fait comme suivant :

“Un des visiteurs étrangers qui ont participé au congrès de l'Union des Syndicats d'Istanbul convoqué en 1951 à l'Usine de Cigarette de Cibali était le représentant européen de la Fédération des Syndicats Ouvriers Américaine. Informé du congrès, il y était venu sans être appelé. Cette attention était le premier signe d'orientation du syndicalisme Turc vers l'Ouest. Plus tard le même représentant a commencé à venir fréquemment pour l'unification du mouvement syndical Turc en un centre national. Un des nos amis qui a créé les germes de la Confédération des Syndicats Ouvriers de Turquie qui est aujourd'hui une organisation forte, efficace, fiable à laquelle on respecte pour presque tous sujets, était Mr. Irwing Brown, qui avait apporté, à sa première visite, un représentant d'AFL-CIO à İİSB qui était comme une école pour le mouvement syndical Turc. Son attention n'a pas affaibli dans le temps, au contraire elle est devenue plus forte. »¹²⁰

Les constatations d'Irwing Brown concernant la nouvelle organisation syndicale en train de se fonder indiquent le cas plus explicitement :

« Le syndicalisme anti-communiste qui est en train de se fonder en Turquie a une très grande importance dans la région proche et Moyen-Orient et il va créer des conséquences magnifiques. Dans la dite région, il existe un nationalisme conservateur et extrême qui est généralement organisé par l'impérialisme soviétique. Le mouvement de syndicalisme libre turc sera une cause qui fera coopération avec les mouvements nationalistes-démocrates au Moyen-Orient et en Afrique du Nord,

¹¹⁹ Kemal Sülker, **Dünyada ve Bizde Sendikacılık**, p.14, cité par Mahiroğulları, **ibid.** p.86

¹²⁰ Kenan Öztürk, **ibid.**

*qui ainsi gardera la liberté et la démocratie dans certaines régions du Moyen Orient qui sont moins développées et qui donc vaincra le Kominform. »*¹²¹

Obtenant une grande proportion des aides Américains, la confédération TÜRK-İŞ a assumé le « projet de formation ouvrière » aussi. À part les travaux dans le contexte de ce projet qui a rendu possible l'enseignement des syndicalistes aux Etats-Unis, TÜRK-İŞ a reçu d'aides soit de l'OCDE, soit de la Ministère de Travail. Mais ce qui était plus important que les aides financiers, c'était les influences des orientations idéologiques sur le syndicalisme turc. Ces efforts à « l'espoir » de rendre le syndicalisme en Turquie un phénomène sur base unique des salaires sans contenu de classe politique ciblait non seulement TÜRK-İŞ mais toutes les expériences du syndicalisme. Les visites de TÜRK-İŞ aux Etats-Unis, de la Collège de Formation et des syndicats ont été efficaces sur ceci. Seulement dans les années 1967-1968, le nombre des dirigeants de syndicats qui ont participé aux visites aux Etats-Unis est de 200.

Aussi, certains travaux communs avec l'Institut de Travail Libre Asiatique-Américaine (AAFLI) qui était une filiale d'AFL-CIO sont faits au sein de TÜRK-İŞ.

Étant donné qu'AFL a été tellement efficace sur la fondation de TÜRK-İŞ, le syndicalisme américain a pu facilement être adopté. Pragmatique et représentant d'une ligne anti-communiste, TÜRK-İŞ utilisait le discours de « neutralité » face aux partis politiques. Mais cette approche qu'on appellera « supra-partite » deviendra le motif de mener une lutte syndicale uniquement sur les intérêts économiques, de faire des alliances quotidiennes d'intérêt avec les partis de pouvoir et de garder les syndicats loin de la politique socialiste. En effet TÜRK-İŞ avait des relations avec les partis politiques avant d'adopter le principe de neutralité face aux partis politiques. Etant donné que CHP a mis le droit de grève dans son programme en 1953, ce parti a eu un poids dans la confédération. Cependant la convocation du 3^{ème} Congrès Générale en 1957 était sous la pression de DP et la confédération est entrée à une ligne proche de ce parti étant donné que le nouveau président élu, Nuri Beşer

¹²¹Fatih Güngör, "1946-60 döneminde Türkiyede sendikacılık hareketi ve demokrasi", cité par. Mahiroğulları, *ibid.* p.89

était proche de DP. C'est après cette date que DP a essayé de rendre les syndicats des « foyers du Front de Patrie » qui marchent sur sa ligne politique.¹²²

D. Les syndicats et la politique dans la période de l'après-1960

La nouvelle structure d'Etat qui était le produit du coup d'Etat de 27 Mai 1960, avait créé la base pour une ambiance de liberté relative et la possibilité d'exprimer les demandes démocratiques plus facilement, grâce aux modifications qu'il a faites à son organigramme et surtout à la nouvelle Constitution mise en vigueur. Les éditions et les organisations de gauche qui ont augmenté de nombre après 1960, ainsi que les mouvements de jeunesse et d'université dont les germes sont vus à la fin des années 60 ont été efficaces dans cette ambiance. Cette situation avait attiré l'attention de la gauche vers les ouvriers, malgré les influences américaines qui continuaient sur le champ syndical. C'était surtout valable en ce qui concerne l'action politique. Pour expliquer ce cas, on peut souligner la montée de l'hégémonie américaine après la Deuxième Guerre Mondiale, ainsi que les activités des syndicats américains en Turquie, dont on vient de parler.

De l'autre côté, il s'agissait des influences des mouvements politiques à tendance gauche sur le syndicalisme qui ont pu s'exprimer dans les conditions de liberté relative préparées par la Constitution de 1961. Cette tendance avait donné naissance à certains changements chez TÜRK-İŞ dont le nom est prononcé avec le syndicalisme américain; et l'augmentation du poids de cette nouvelle tendance a poussé ladite confédération vers une division. Né après cette division, DİSK bénéficierait des gains démocratiques de la période de l'après-1960 aussi.

L'un des plus importants gains de la période concernant le mouvement ouvrier est la mise en vigueur de nouvelles lois qui comportent de nouvelles réglementations concernant les activités syndicales. « (...) *Diverses lois indiquent qu'on était entré à une nouvelle ère en ce qui concerne les relations entre le syndicalisme et la politique.* »¹²³

¹²² Mahiroğulları, **ibid.**, p.119-120

¹²³ Işıklı, **Sendikacılık ve...** p.498

La Constitution de 1961 reconnaissait le droit de grève tandis que la Loi de Contrat Collectif, de Grève et de Lock-out interdisait la grève politique et collective en disant que « des grèves et le lock-out ne peuvent pas être réalisés à l'objectif d'influencer les décisions de l'Etat, des administrations des villes et des mairies »; toutefois on avait dépassé un grand obstacle et on est accédé à la voie d'un développement avec la reconnaissance du droit à la grève. D'ailleurs, la Loi Syndicale de 1963 avait un contenu plus libéral concernant les activités politiques des syndicats.

L'article numéro 16 de la loi, interdisait aux syndicats et aux partis politiques d'être en relation financière et organique entre eux, tandis que plusieurs d'autres manières d'action politique n'étaient plus au contenu des interdictions. Aux convocations du Parlement où le droit syndical accordé par la Constitution est discuté, certains membres exprimaient leur mécontentement face aux empêchements devant les activités politiques des syndicats. L'opinion selon laquelle *“Expression par un syndicat, le cas échéant, du parti qu'il soutiendra aux élections ne peut pas être une raison pour que ce syndicat soit puni”* sera un point vers la progression concernant les relations des syndicats avec les partis politiques. Dans ce cas, il était toujours interdit pour les syndicats de fonder des relations organiques avec les partis politiques, mais au moins les obstacles devant le soutien d'un parti ou un candidat déterminé sont supprimés.

a. L'influence et les activités du Parti Ouvrier de Turquie sur le champ syndical

La période de l'après-1960 était la première période où des discussions internes à TÜRK-İŞ sont nées. En effet, c'est ici qu'il y a eu des gens qui défendent le détour de TÜRK-İŞ – qui avait un grand sens en tant qu'une organisation ultime – vers le véritable syndicalisme de classe. Ces discussions ont été efficaces sur la formation du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) qui a été fondé par 12 syndicalistes en 1961. Il faut souligner que tous les fondateurs du parti étaient des syndicalistes. Ces fondateurs étaient Kemal Türkler (le Président de « Maden-İş »), Avni Erakalın (le Président de l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul), Şaban Yıldız (le Secrétaire Général de l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul), Salih Özkarabay (le Président du

Syndicat des Techniciens de Presse d'Istanbul), İbrahim Güzelce (le Secrétaire Général du Syndicat des Techniciens de Presse d'Istanbul), Ahmet Muşlu (le Président du Syndicat des Ouvriers de l'Industrie de Sucre de Turquie), Rıza Kuas (Président de « Lastik-İş »), Kemal Nebioğlu (Membre du Syndicat « Oleyis »), Hüseyin Uslubaş (le Président du Syndicat des Ouvriers de Feuille et du Tabac), Saffet Göksüzoğlu (le Président du syndicat des Ouvriers de Médicament et de Chimie), Adnan Arıkan (Membre du Conseil Administratif de l'Union des Syndicats Ouvriers d'Istanbul) et İbrahim Denizcier (Membre du Syndicat « Nakliyat-İş »).

Bien qu'il y ait un certain poids des tendances de gauche et des syndicalistes sur la fondation de TIP, le programme du parti ne faisait pas d'accent sur le socialisme. Même si TIP avait discuté sur le soutien de TÜRK-İŞ et travaillé pour l'obtenir, TÜRK-İŞ avait décidé de se tenir loin du parti. Toutefois, le caractère socialiste de TIP a commencé à être cristallisé lors que Mehmet Ali Aybar est élu président du parti en 1962; à partir de cette date TÜRK-İŞ garderait sa distance avec un tel parti mais ce même parti serait assez efficace sur la fondation de DISK à l'avenir. C'est ainsi que Mahiroğulları évalue les contributions du TIP au mouvement du syndicalisme en Turquie:

*« Jouant un rôle actif à la fondation et à la direction du Parti Ouvrier de Turquie, douze syndicalistes avaient fait commencer un mouvement au nom de la politisation indépendante de la classe ouvrière; apportant une nouvelle dimension aux relations parti-syndicat, ceci avait évidemment créé la base pour la naissance du syndicalisme doctrinaire/idéologique face au syndicalisme économique/professionnel dont l'idéologie officielle avait déterminé le cadre légal en tant que seule alternative en 1947. Donc la fondation de TIP correspondait à une phase très importante pour porter une conscience politique à la classe ouvrière. »*¹²⁴

À côté de son objectif de répondre aux besoins politiques du jour, TIP avait joué un rôle de catalyseur aussi: C'est grâce à ce rôle que sont nées certaines modifications au sein du CHP qui englobait un groupe des intellectuels. Avant la naissance du discours « gauche du centre », TIP avait commencé à utiliser un

¹²⁴ Mahiroğulları, *ibid.*, p.136

discours de gauche qui puisse influencer les ouvriers et les intellectuels, et qui influençait déjà la base de CHP aussi.¹²⁵

b. TÜRK-İŞ et le Syndicalisme Supra-partite, et la Tentative de Fondation d'un Parti par TÜRK-İŞ

Fondé par les syndicalistes dont la plupart étaient membre de TÜRK-İŞ, TIP a donné naissance aux discussions et aux divisions internes à TÜRK-İŞ. La tentative de parti de TÜRK-İŞ est venu à l'ordre du jour au 3^{ème} Assemblée de Travail en 1962, et le premier véritable débat a eu lieu à la réunion de l'Assemblée des Représentants qui a été convoqué au début de 1962 encore. Le Président de TÜRK-İŞ, Seyfi Demirsoy y avait critiqué la situation selon laquelle seulement deux syndicalistes pourraient être élu dans les élections législatives suivantes. Pour lui, il devrait y avoir un parti et des députés dans le parlement qui défendrait les droits des ouvriers. La proposition des intellectuels du milieu du revue YÖN de fonder un parti des masses laborieuses a été évalué par la confédération; ensuite les travaux de charte du parti prévu ont commencé par les intellectuels de YÖN comme Doğan Avcıoğlu, Sadun Aren et on a déclaré que le nouveau parti serait fondé en Février 1962 sous le nom « Parti des Travaillants de Turquie » (*Türkiye Çalışanlar Partisi*). L'édition de 5-6 Février 1962 de la revue YÖN a fait des explications sur le parti qu'on pensait fonder:

« ...Il est sûr que le Parti des Travaillants de Turquie nous fera connaître un modèle de parti auquel on n'est pas habitué. C'est pour la première fois qu'on parlera d'un parti doctrinaire discipliné. En ce qui concerne la protection du contacte entre les syndicats et le parti, on suivra l'exemple du Parti Ouvrier d'Angleterre, dans le cadre que permet les législations turques. »¹²⁶

On voit des détails intéressants dans la tentative de Parti des Travaillants. Le soutien de TIP chez les syndicats et les ouvriers, avait surtout attiré l'attention du

¹²⁵ İlhan Akdere, Zeynep Karadeniz , **Türkiye Solunun Eleştirel Tarihi** V1 Istanbul : Evrensel, 1994, p. 262

¹²⁶ YÖN, 5-6 Fevrier 1962, p.6

courant du « syndicalisme libre ». La tentative du Parti des Travailleurs n'a jamais eu lieu, mais ceci a eu la fonction de freiner à un certain niveau le développement de TİP; cette tentative avait indiqué aussi les premiers signes parmi les intellectuels de gauche.¹²⁷

Dans cette ambiance politique où de nombreux facteurs, des acteurs politiques et des applications prenaient leur partie, le syndicalisme s'est considérablement développé. C'est pour cela qu'on appelle la période de l'après-1960, la période de développement du syndicalisme en Turquie. La caractéristique générale de cette période est que la classe ouvrière se développait soit au sens quantitatif et soit au sens qualitatif à la suite de l'accélération de l'industrialisation ; et que l'on témoignait à des activités syndicales riches avec la diminution des obstacles légaux et avec l'influence des acteurs politiques. C'était aussi une période où on voyait des débats chez les milieux syndicaux, où la voie de représentation parlementaire est discutée, où les relations avec les partis politiques étaient révisées et l'on essayait de décider d'entrer ou non au champ politique. Évidemment la politique mentionnée ici est discutable en soi. Par sa nature de base de classe, la politique est déjà un point structurel du syndicalisme. Chaque demande économique trouve sa réponse uniquement si elle est exprimée de manière politique. Donc ici, le débat principal de l'époque n'est pas la question de « faire ou ne pas faire du politique » mais celle de « faire du politique à quel point de la scène politique et à quelle ligne ? ». En dernière analyse c'est la question « où faire la politique ? », et ceci englobe le discours du syndicalisme supra-partite de TÜRK-İŞ sous l'influence du syndicalisme Américain aussi.

La tendance qu'on voit aux différentes périodes du syndicalisme turc selon laquelle il faut garder les droits des ouvriers à travers la représentation parlementaire avait fait partie chez TÜRK-İŞ aussi, mais cela n'a pas eu de résultat. Après l'an 1964, on voit une nouvelle tendance dans le mouvement syndical avec le décalage de TÜRK-İŞ vers la droite.

La conception du « syndicalisme supra-partite » qui est entrée dans la charte de TÜRK-İŞ au congrès de 1964 était un peu pareille au syndicalisme neutre américain.

¹²⁷İlhan Akdere, Zeynep Karadeniz, *ibid.*, p.264-265

La différence de ce dernier du syndicalisme turc est qu'il était plus efficace en tant que groupe de pression. Quant au cas en Turquie, ce fut un peu différent. Comme on l'a déjà vu, les partis de pouvoir considèrent la masse ouvrière comme un potentiel de vote sans tenir compte de leur poids politique. Les idées socialistes des syndicats et leur prise de position à base de politique de classe ont été toujours provocatrices sur le pouvoir; et dans ce cas la masse ouvrière est acceptée comme une masse qui doit être empêchée et contre laquelle il faut prendre des mesures, soit un ennemi potentiel. En effet, on peut saisir que cette attitude supra-partite était aussi produit d'une méfiance face aux partis de pouvoir qui existait depuis des années. TÜRK-İŞ ne voulait pas que le syndicalisme soit un moyen des partis de pouvoir, on peut dire de manière optimiste que c'est pour cette raison qu'elle a adopté le principe de syndicalisme supra-partite. Mais cette confédération qui avait adopté ladite conception du syndicalisme n'a pas eu de pratique contradictoire avec le parti du pouvoir. Cette attitude qui s'appliquait à la vie politique non sous forme de rester loin des partis mais de développer de bonnes relations avec eux «...ne voulait pas manquer de la politique mais une réflexion de l'effort d'obtenir une proportion du développement économique sans être en conflit avec le gouvernement tant possible.»¹²⁸

Après avoir adopté le principe de syndicalisme supra-partite, TÜRK-İŞ a rendu possible l'entrée de certains candidats ouvriers dans les listes des divers partis au Parlement. Mais cette situation qui n'a guère changé les taux de vote des partis, a apporté l'échec aux travaux de certains syndicalistes en faveur de représentation parlementaire. Principalement, cette politique était un choix qu'avait fait TÜRK-İŞ dans les conditions du jour. Après l'orientation du TIP vers une ligne socialiste manifeste par la direction d'Aybar, les syndicalistes de ce parti ont préféré de devenir fort au sein de TÜRK-İŞ en utilisant les relations que fournissent le parti, au lieu de contribuer à TIP par les activités syndicales.¹²⁹ Cela avait inquiété les dirigeants de Türk-İş.

« Même si le concept de politique supra-partite évoque la prétention de mener une politique indépendante de tous les partis, cette attitude s'est concrétisée en réalité dans une ligne contre TIP mais sous tutelle des partis de pouvoir. C'est avec

¹²⁸ Yıldırım Koç, **Türkiyede İşçi sınıfı ve sendikacılık hareketi**, Istanbul :Gerçek,1998, p.102

¹²⁹Yıldırım Koç,**ibid.**, p.104

cette conception que les dirigeants de TÜRK-İŞ ont insisté à voir TIP comme une association sous contrôle des communistes et alors dangereuse pour le mouvement ouvrier et pour les intérêts du pays.

Jusqu'à la fondation de DISK, les syndicalistes pro-TIP avaient un certain poids au sein du TÜRK-İŞ. Cette situation se montre plus explicitement que jamais au 6^{ème} Congrès de TÜRK-İŞ convoqué à Ankara le 7-14 Mars 1966.

Le rapport de travail présenté au congrès contenait certaines demandes radicales de gauche comme nationalisation des sources économiques, réforme agraire, un système de sécurité sociale développé.

Mais contradictoirement, le 6^{ème} Congrès fut la fin du rapprochement à gauche qu'on voyait à TÜRK-İŞ dès le 27 Mai. La raison de ceci était la réussite du Parti de Justice dans les élections grâce à laquelle il pouvait fonder un gouvernement tout seul. Une administration à l'échelle nationale qui arrêta le décalage vers la gauche commencé après 27 Mai, a eu des réflexions sur la direction de TÜRK-İŞ aussi. Le conseil administratif est presque totalement changé à la suite des élections faites au 6^{ème} Congrès; les syndicalistes fondateurs ou sympathisants de TIP ont été liquidés tandis que des syndicalistes proches au pouvoir, dont trois étaient des députés du Parti de Justice, étaient élus. Sous ces circonstances, des syndicalistes soutenant de TIP ont commencé à devenir mécontent de rester au sein de TÜRK-İŞ. »¹³⁰

La problématique de se mettre en relations avec les partis a été un enjeu discuté pour TÜRK-İŞ pendant des années. Aux débats suivants, on voit que le syndicalisme supra-partite était théoriquement en accord avec les principes du syndicalisme libre. Le principe fondamental du syndicalisme libre est exprimé avec «l'indépendance» des gouvernements, des partis et des employeurs, alors que les expériences des syndicats ouvriers dans les régimes fascistes et communistes, qui se comparent, étaient explicitement blâmées. On exprimait que le but du syndicalisme libre était d'améliorer le niveau de vie des ouvriers et d'atteindre à toutes les institutions de l'ordre démocratique.¹³¹ Dans un symposium organisé par TÜRK-İŞ en 1975, cet enjeu a été discuté par des experts et on avait mené des débats sur la question des relations de TÜRK-İŞ avec les partis politiques.¹³²

¹³⁰ A. Işıklı, "Türkiye'de Siyasi Partiler ve İşçi Hareketi", bulletin inedit

¹³¹ TÜRK-İŞ, **İşçi Politika Sendika Parti İlişkileri**, Ankara: Türk-İş, 1976, p.3

¹³² Pour les textes du symposium, voir **İşçi Politika Sendika Parti İlişkileri**, TÜRK-İş Yayınları, N0:92, 1976

Dans la conférence où sont discutés TİP, CHP, DİSK et TÜRK-İŞ, l'idée de soutenir les partis sociaux-démocrates a été dominante alors que la fondation d'un parti par TÜRK-İŞ était à l'ordre du jour aussi. Une autre opinion qui s'est manifestée était l'idée selon laquelle TÜRK-İŞ devrait marcher sur une voie pragmatique. C'est comme suivant que le Prof. Dr. Sabahattin Zaim l'exprime:

« Quel est l'objectif de TÜRK-İŞ en ce qui concerne les partis politiques? Ce n'est pas de rester à l'opposition et de lutter mais de faire faire ses tâches au pouvoir. Alors le mouvement ouvrier turc doit adopter une attitude qui fait les meilleures combinaisons et décisions pour les intérêts des ouvriers, en agissant de manière pragmatique selon les modifications soit au sein des partis, soit au sein des gouvernements. Sinon, il n'a pas d'utilité pratique de marcher pour des objectifs théoriques. D'ailleurs TÜRK-İŞ n'a pas cet air, mais j'insiste encore : il faut éviter des décisions urgentes et irrationnelles. »¹³³

Une autre caractéristique importante et intéressante du symposium était que le syndicalisme supra-partite a été critiqué par certains participants. Selon Alparslan Işıkli, rester neutre face aux partis ou essayer de rester en dehors du champ politique voulait dire le syndicalisme étroit de salaire, et ceci sera plus nuisible et moins utile pour la classe ouvrière, alors que Prof Dr. Cahit Talas exprimait que les sociaux-démocrates devraient être soutenus.

c. Division au sein de TÜRK-İŞ et la fondation de DİSK

À la lumière des facteurs dont on a déjà parlé, on peut dire qu'il était impossible que TÜRK-İŞ ne soit pas influencé des événements comme la fondation du TİP, les influences négatives du syndicalisme Américain sur la confédération, l'augmentation du poids des groupes politiques à tendance socialiste, et l'augmentation du poids de l'idée de rester proche au pouvoir. Les évaluations des syndicalistes de gauche qui tenaient compte de ces facteurs sur la situation de TÜRK-İŞ a donné naissance à des pressions en faveur d'une évolution vers le

¹³³TÜRK-İŞ, *İşçi...*p.114

syndicalisme de classe qui est adéquate pour les conditions de Turquie en modification et qui aurait une dimension politique plus claire.

Sous l'influence des manifestations ouvrières qui augmentaient, les éléments sociaux-démocrates dans la confédération n'ont pas hésité à exprimer leur mécontentement de la situation. Surtout la grève des ouvriers miniers à Zonguldak en 1965 et l'attitude de TÜRK-İŞ face à cette grève a engendré des débats larges et des décalages parmi les syndicats qui existent dans la structure confédérative de TÜRK-İŞ. Prenant une position contre la grève, TÜRK-İŞ a refusé d'y aider et a déclaré qu'il y avait une « manipulation communiste » à cette grève-là. C'est pour ce motif que le gouvernement a attaqué aux ouvriers avec les soldats qu'il avait apporté de Sakarya. Le feu tiré aux ouvriers en a tué deux et blessé vingt-deux; quatorze ouvriers ont été arrêtés. Malgré l'attitude de TÜRK-İŞ, certains syndicats soutenaient la grève. Cette attitude de la confédération a donnée naissance au Conseil de Solidarité des Syndicats Ouvriers de Turquie, fondé par 7 syndicats indépendants, sous la direction de la Fédération des Ouvriers Pétroliers de Turquie. TÜRK-İŞ défendait que ledit conseil ait été fondé par TİP. Même si ce conseil n'a pas pu être efficace sur le mouvement syndical, il avait l'importance de montrer un exemple des recherches de sortie et aussi la magnitude du mécontentement. Mais l'événement qui a porté les débats au sein de TÜRK-İŞ au point de sommet, fut la grève de Paşabahçe, qui serait le catalyseur de la fondation de DİSK.

La grève de Paşabahçe en 1966 donnerait naissance à la séparation des éléments qui critiquent la conception du syndicalisme supra-partite de TÜRK-İŞ, et qui accusent cette confédération de ne pas mener une ligne de syndicalisme de classe et de ne pas garder les intérêts de classe. Cette grève qui a indiqué explicitement le décalage de TÜRK-İŞ vers la droite, avait commencé à l'usine de verre de Paşabahçe. Le syndicat Kristal-İş était pour la continuation de la grève alors que la confédération n'avait pas soutenu cette décision et elle avait préféré de s'accommoder avec le gouvernement; cependant plusieurs syndicats soutenaient Kristal-İş et demandaient la continuation de la grève malgré la décision de TÜRK-İŞ. Enfin ces syndicats ont été vidés de la confédération. Ces syndicats au litige avec la direction de TÜRK-İŞ étaient « Türkiye Maden İş », « Basın-İş », « Lastik-İş » et « Gıda-İş ». À la suite de cette punition qui devrait être temporaire, ces syndicats ont signé un contrat à 18

articles qu'on appelle le Contrat de Solidarité entre les Syndicats, qui était comme une plate-forme de solidarité surtout concernant les grèves. C'était en effet une structure fondée comme un pont de solidarité entre les syndicats ayant des idées pareilles, mais ceci a été le premier pas vers la fondation de DİSK.

C'est après cet événement que la liquidation au sein de TÜRK-İŞ a commencé. Fondé sous la direction des syndicats qui étaient temporairement vidés que sont « Türkiye Maden-İş », « Basın-İş », « Lastik-İş » et « Türkiye Gıda-İş », la Confédération des Syndicats Ouvriers Progressistes (DİSK) a déclaré sa décision de fondation à la suite d'une réunion à participation massive. Cette première réunion des syndicalistes qui pensaient que les politiques et la ligne syndicale de TÜRK-İŞ sont allés à dérive et qu'une nouvelle confédération était nécessaire, a été convoquée dans la salle de Cinéma Şafak d'Istanbul le 15 Janvier 1967. 17 syndicats avaient participé à cette réunion: « Bank-iş », « İstanbul Basın-İş », « Ankara Basın-İş », « Türkiye Gıda-İş », « Deniz-İş », « Maden-İş », « Zonguldak Maden-İş », « Lastik-İş », « Kimya-İş », « Petkim-İş », « Pancar-İş », « Tekstil-İş », « Türkiye Genel-İş », « Toprak Su », « Türkiye Taşıt-İş », « İstanbul Yapı-İş » et « Ankara Yapı-İş ». Les avant-gardes de cette nouvelle organisation étaient des syndicalistes de gauche connus, comme İbrahim Güzelce, Kemal Türkler, Kemal Nebioğlu et Rıza Kuas.

Il existe des thèses selon lesquelles la décision d'une nouvelle confédération alternative à TÜRK-İŞ était prise au Congrès de Malatya de TİP, mais il n'y a pas de preuve qui indique le lien organique entre cette décision et la fondation du DİSK. Mais nous savons quand même que quatre syndicalistes qui faisaient partie de la fondation de DİSK étaient parmi les 12 syndicalistes fondateurs de TİP ; et ils étaient toujours membres de ce parti-là. On peut dire que ce qui importe pour les relations entre TİP et DİSK, c'est l'effet direct de cette relation dans la pratique.

« L'unité entre TİP et DİSK dans la vie politique des années 1960 semblait à engendrer de très importantes conséquences. Malgré des strictes réactions et empêchements contre lui, TİP avait obtenu le caractère d'un parti faisant écho sur la vie sociale. TİP a réussi d'avoir quinze députés dans les élections de 1965; trois d'entre eux (Rıza Kuas, Şaban Erik et Kemal Nebioğlu) venaient des origines syndicales. Les députés de TİP ont apporté au Parlement une influence beaucoup

*plus importante que leur nombre. Dans les mêmes élections, Parti de Justice avait eu 4 députés syndicalistes soutenus par TÜRK-İŞ ».*¹³⁴

Un des éléments intéressants dans le manifeste de fondation de DİSK est qu'une stricte critique de TÜRK-İŞ se manifestait. Dans ledit texte, on disait que TÜRK-İŞ était devenu une organisation dépendante, qu'elle n'était plus une organisation ouvrière et qu'il était désormais impossible de changer la situation en restant dedans. On ajoutait que l'organisation demeurait grâce aux aides américains, qu'elle ne pouvait plus défendre les droits ouvriers et qu'elle avait abandonné l'idéal ouvrier par son discours supra-partite. La critique de TÜRK-İŞ est cristallisée dans la première publication de DİSK qui s'appelait « L'impasse de TÜRK-İŞ » qui était un texte critiquant TÜRK-İŞ au niveau syndical, administratif et légal. Ledit texte accentuait que les aides américains avaient rendu TÜRK-İŞ dépendant à l'extérieur et que les dirigeants de la confédération avaient usurpé les droits des ouvriers en suivant la ligne du gouvernement. Déclarant qu'elle ne recevra pas d'aide extérieur, DİSK disait que c'était seulement aux ouvriers de faire des aides et que, comme principe, ceux qui font d'aide ne devrait pas imposer ses conditions à ceux qui recevaient ces aides. Quelques critiques dans le manifeste étaient ainsi:

*« Pour un long temps, TÜRK-İŞ a lutté des manières diverses pour garder les intérêts économiques, sociaux et culturels des ouvriers turcs syndiqués. Mais elle est allée en arrière de jour en jour depuis 1962 et elle a perdu la puissance de défendre les droits des ouvriers dans la mesure où sa force d'argent est augmentée. De telle manière que nous pouvons dire aujourd'hui ces mots suivants : TÜRK-İŞ n'est plus une organisation ouvrière, elle est parmi ceux qui sont contre les droits légaux des ouvriers. »*¹³⁵

Rédigé pour exprimer les raisons leur séparation de TÜRK-İŞ, le rapport accentuait aussi que l'esprit de solidarité syndicale était perdue et il critiquait les dirigeants ainsi que la politique qu'ils menaient.

¹³⁴ Işıklı, **ibid.**

¹³⁵ Canan Koç, Yıldırım Koç, **DİSK Tarihi, Efsane mi Gerçek mi ? (1967-1980)**, Ankara :Epos, 2008

L'activité principale de DİSK après la séparation était de chercher et appliquer de nouvelles voies pour créer une influence sur les problèmes des ouvriers et la vie politique avec une nouvelle approche syndicale.

La conception syndicale de DİSK, qui signifiait une rupture du syndicalisme américain défendu et appliqué par TÜRK-İŞ s'était manifestée dès le début. Accusant TÜRK-İŞ de mener le syndicalisme américain et d'être soutenant des pouvoirs, les fondateurs de DİSK avaient expliqué dans leur manifeste de fondation qu'ils auraient une nouvelle approche syndicale qui se baserait sur les fondements de classe. Les personnages parmi les fondateurs de DİSK se trouvaient des gens connus avec leurs tendances de gauche ou d'identité sociale-démocrate. La plupart des fondateurs étaient en même temps membres de TİP. DİSK, qui serait défini avec la montée du syndicalisme de masse politique, est né et s'est développé dans une situation de crise où la gauche socialiste, germée dans le champ de liberté politique et sociale créé par la Constitution de 1961, réalisaient diverses analyses théoriques et avaient des diverses pratiques, où CHP adoptait une identité sociale-démocrate et où la droite commençait à construire son front face à tous ceux-ci. C'est uniquement en discutant les positions de ces fronts politiques qu'on peut comprendre la période de fondation et de la montée de DİSK, qui est devenu une grande puissance politique dans la période où la crise politique unifiée avec la crise économique à l'échelle mondiale est essayé d'être évincée chez le capital à l'aide du coup d'Etat de 12 Mars et où la polarisation dans le pays se cristallise. Nous essayerons de discuter cet enjeu dans les pages suivantes.

Accusé par DİSK d'être soutenant du pouvoir, TÜRK-İŞ représentait une grande masse ouvrière et elle englobait des cliques ayant des diverses opinions. On a vu plus tard que ceux-ci avaient l'intention de créer un mouvement syndical social-démocrate. Mais l'idée dominante sur TÜRK-İŞ était que DİSK était une organisation à orientation socialiste, ne respectant pas le principe du politique supra-partite et qu'elle essayait de diviser TÜRK-İŞ; c'est la raison pour laquelle il fallait prendre position contre DİSK. Dans une réunion de TÜRK-İŞ, faite quelques jours après la fondation de DİSK, défendant que DİSK était sous tutelle du Parti Ouvrier de Turquie, Seyfi Demirsoy disait "(...) *Comme un dernier essai, les dirigeants de TİP ont fait des travaux de lobby pour prendre la confédération sous leur contrôle*

au sixième congrès, mais ils ont fait échec comme tout le monde le sait. C'est pourquoi les dirigeants de TİP ont commencé à chercher de nouvelles voies. En donnant une directive aux syndicalistes au congrès de Malatya, les dirigeants du parti ont décidé à la fondation d'une nouvelle confédération ouvrière qui travaillerait comme organe du Parti Ouvrier même si les lois ne permettent pas un lien organique. Voilà la raison pour laquelle DİSK a été fondé. »¹³⁶ Demirsoy avait ajouté explicitement qu'ils étaient contre cette organisation en disant "(...) Les objectif de DİSK et de TİP vont être expliqués aux ouvriers par TÜRK-İŞ et par vous, parallèlement aux travaux de Türk-İş. » aux personnes qui l'écoutent dans ce même discours.

On voit que l'attitude de Türk-İş contre DİSK n'était pas différente de celle des milieux de capital. Cette uniformité se voit ouvertement à l'appel fait au gouvernement pour faire coopération contre DİSK et les autres organisations de gauche. Un rapport est élaboré contenant les principes de lutte contre DİSK, et ceci est accepté le 1 Mars 1967. Dans le rapport où TÜRK-İŞ déclare qu'elle n'a pas de lien avec la nouvelle organisation et où est élaborée l'enjeu « les mesures sur la politique et les principes du syndicalisme turc contre les courants extrêmes actuels », ces points-ci attiraient les attentions:

« Dans ces jours-ci où les leaders de TÜRK-İŞ sont à Ankara, il faut d'abord créer l'occasion de mettre une réunion avec Monsieur le Premier Ministre et les autres Ministres et y refléter les idées des leaders ouvriers concernant les courants extrêmes en Turquie qui ont récemment apparu et qui ont obtenu un caractère démolisseur ; il faut communément discuter et constater les mesures économiques et sociales qui doivent être prises sur ce thème. (...) Il faut fonder un comité, de trois personnes, qui va travailler avec le Conseil Administratif de TÜRK-İŞ et qui va surtout rester toujours à Ankara pour la coordination de la lutte contre les courants extrêmes, ainsi que les actes et les institutions ciblant l'unité et le dynamisme du mouvement ouvrier Turc. Il faut aussi fonder des comités de cinq personnes à chaque région parallèlement au comité fondé à Ankara, et ces premiers doivent travailler communément avec les représentants de région. »¹³⁷

¹³⁶ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.* p.92-93

¹³⁷ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.* p.94

Dans ce même rapport qui disait que lesdits courants extrêmes prenaient leur position au sein de DİSK et que la menace était limitée avec les courants de gauche; les voies de lutte contre ces courants étaient expliquées par ces mots:

*« Il faut diffuser des manifestes d'avertissement pour les membres du Parlement. (...) La critique du socialisme et du communisme qui constitue la philosophie de la lutte, doit être portée aux ouvriers de manières explicites et permanentes. »*¹³⁸

Quant au Comité de Lutte Contre DİSK, c'était Abdullah Baştürk qui était élu à la présidence de ce comité. Baştürk serait le président du DİSK et la porte-parole du syndicalisme social-démocrate plus tard. Ayant fortifié ses relations avec le pouvoir de droite, TÜRK-İŞ obtenait un caractère plus « fiable » contre DİSK chez le gouvernement et chez les employeurs.

¹³⁸Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.*, p.95

IV. DISK ET CHP

A. La politique de CHP envers les ouvriers et les syndicats

a. La politique de la « gauche du centre » et la montée d'Ecevit: du parti traditionnel au parti pragmatique?

De nouvelles manières de faire la politique, de nouveaux centres de pouvoir qui se formaient et qui étaient forcés à s'introduire sur le champ politique, faisaient face aux institutions traditionnelles dans la Turquie, qui s'introduisait dans une période de changement accéléré à partir du milieu des années 1960. TİP, se trouvait à ce même période comme l'un des facteurs déterminants de cette ère. Sa ligne socialiste devenait de plus en plus évidente, mais en même temps il allait vers une division incontournable. De l'autre côté, le Parti de Justice (*Adalet Partisi*) avait pris tous les mouvements de gauche en face de lui et en nourrissant les forces de la droite, il essayait de jouer un rôle actif qui poussait la lutte syndicale et les mouvements étudiants dans les conditions similaires à la guerre civile.

Avec l'accélération de l'industrialisation, la deuxième moitié des années 60, la classe ouvrière était conduite à prendre la parole et se montrer comme une force plus puissante qu'auparavant « (...) *Avec ce processus qui accélérât la conscience sociale, la classe ouvrière non-satisfait des salaires, passait dans une condition qui fournissait une lutte sociale et politique plus étendue.* »¹³⁹

Dans la même période, le déplacement des organisations de TİP vers l'Anatolie et la montée des actions syndicales en grande échelle constituaient la preuve de ce changement. De nouvelles forces dans les mouvements de gauche, de nouvelles

¹³⁹ Ali Gevgilili, *Yükseliş ve Düşüş*, 2e ed. Istanbul: Bağlam, 1987, p.337

théories révolutionnaires et de nouvelles discussions jouissaient jusqu'à pousser toute la vie politique et tous les acteurs politiques à prendre place. Par conséquent « la stratégie de front » que nous allons examiner en détail dans les chapitres suivantes, avait engendré des mutations au sein du mouvement gauche, au sein des forces du pouvoir et aussi au sein de CHP qui était en opposition à ce temps-là.

Le milieu des années 1960 ont été aussi des années de changement totale pour CHP. CHP se légitimait en faisant référence à son passé politico-militaire et la bureaucratie qui constituaient sa base et affirmait d'inclure dans son sein toutes classes sociales de la société Turque. Faisant face au fractionnement dans la société et du fait que ces fractions s'exprimaient sur la scène politique, le parti devait se définir comme le porte-parole des milieux précis et s'adresser à une base plus étroite qu'auparavant. CHP devait aller à un changement de programme pour pouvoir continuer son existence dans la vie politique. Bien qu'avoir causé à des discussions et à des divisions au sein du parti, ce changement s'était cristallisé avec le slogan « gauche du centre ».

Depuis le jour de sa fondation, CHP, en tant que parti traditionnel, portait dans la vie politique le titre de « parti fondateur de l'Etat ». Mais le concept nommé « gauche du centre », au cours de son évolution, avait gagné un caractère opposant devant l'organisation traditionnelle du parti.

Malgré que le concept de la gauche du centre a été exprimé pour la première fois d'une manière surprenante par İnönü qui représentant « la tradition », ce fut Ecevit qui était le porte-parole de l'opposition au sein du parti, qui déterminerait le contenu du discours dominant dans le parti au cours des années 70. En dépit d'İnönü qui associait la notion de « gauche du centre » avec la tradition étatique, nous pouvons dire qu'Ecevit suivait une ligne plutôt populiste par rapport à son antécédent.

Il nous faudra souvenir des tournants importants de la période pour pouvoir déterminer le nouveau rôle qu'allait prendre CHP dans la vie politique. L'un des ces moments importants était la nomination d'Ecevit comme le Ministre du Travail. Ecevit, qui était appelé par le premier gouvernement civil de l'après le 27 Mai au Ministère du Travail par İnönü, avait joué un rôle important dans l'évolution de

CHP. Mais Ecevit n'était pas le seule architecte de cette révolution. Si on regarde de près les conditions sociopolitiques de la période, on voit que de nouveaux acteurs politiques se montraient l'un après l'autre sur le champ politique. Le facteur essentiel qui allait déterminer la nouvelle politique de CHP était la montée de la vague gauche. Contre l'extension de TİP, fondé en 1961, parmi la jeunesse et les intellectuels, qui portaient une place importante dans la base de CHP, ce dernier devait donc présenter une synthèse au regard des idées gauches.¹⁴⁰ La voix de l'opposition au sein du parti qui critiquait l'administration traditionnelle du parti à cause de son attitude qui tenait à l'écart le peuple et à cause de l'insatisfaction des demandes par le gouvernement au pouvoir de l'après 1960 et qui affirmait que le parti devenait de plus en plus conservateur, cette opposition forçait donc les organes du parti à déterminer la place du parti dans le spectre des partis politiques. Les activités menées par Ecevit dans la période où il était le Ministre du Travail, avaient servi à la diffusion de l'idée de « gauche du centre ». Les travaux d'Ecevit comme Ministre du Travail, semblaient prendre en considération les demandes des classes laborieuses. Ecevit, qui avait donné sa signature à des régulations concernant les lois de négociation collective, à la loi de grève et à des progrès concernant les assurances ouvrières, parlait de la nationalisation des pétroles, du droit de grève et de réforme agraire. Ecevit pensait que le parti devait s'orienter vers les grandes masses ouvrières et paysannes et qu'on devait diminuer l'écart qu'il y avait avec la plupart de la population.

« Après l'acceptation de la représentation proportionnelle, tenter de rassembler tout le monde dans son sein, c'est impossible. Aujourd'hui il y a un conflit d'intérêts entre les groupes que nous essayons de représenter. D'un côté se trouvent les intérêts des propriétaires terriens et des agriculteurs de l'autre côté ceux des industriels et des commerçants. Moi, je suis l'un de ceux qui voient facile l'instauration d'un accord entre les employés et les patrons, entre les importateurs et les entrepreneurs. Entre ces-là, le parti doit trouver sa voie. Il doit choisir à qui s'adresser. Il va des soi que ceci nécessite un changement dans l'organisation du parti. »¹⁴¹

¹⁴⁰ Orhan Koloğlu, **Ecevit ile CHP, Bir Aşk ve Nefret Öyküsü**, Istanbul:Büke,2002, p.70

¹⁴¹ Koloğlu, **ibid.**,p.71

C'est sure qu'il y a une recherche de destination dans les regroupements au sein du parti. Cette orientation a été déjà exprimé, sans le nommer, dans divers sessions du parti, par des noms tels que Turan Güneş ou Ecevit, mais n'avait pas eu autant de succès. Le 18^e congrès du parti convoqué en 1963, la notion de « gauche du centre » a été mentionné d'une manière implicite. Essentiellement, la gauche du centre a été exprimée pour la première fois par İnönü. Par conséquent, le sens de cette notion utilisé par İnönü était ambigu.

Dans une période où les positions dans la vie politique étaient polarisées, CHP devait, sous la pression qui venait de la droite et de la gauche, trouver sa place dans le spectre politique et adapter son programme au jour. CHP devait ni rester indifférent et sourd à la gauche ascendante, ni s'orienter vers l'extrême gauche.¹⁴² Ceci est exprimé d'une manière plus claire dans les déclarations d'İnönü. Au cours d'un discours, İnönü comme il l'exprimait souvent, avait déclaré que ce concept leur servira de barrière : « *Une mentalité a la gauche du centre, est la seule voie à ne pas entraîner le pays au communisme et fascisme. C'est nous qui la représentons. CHP qui a pris place dans la gauche du centre est l'assurance pour le pays.* »¹⁴³ La formulation dans le discours d'İnönü est plutôt proche à l'idée de « parti libérateur de l'Etat et du pays ». L'idée qu'Ecevit et que l'opposition au sein du parti essayaient de formuler, était au fond contre cette mentalité. Eux, ils voulaient donner l'impression que le parti s'inclinait vers un itinéraire différent de son passé basé sur l'armée, l'Etat et la bureaucratie. C'est quand la notion de gauche du centre a commencé à perdre son ambiguïté, à acquérir un sens plus claire, à obtenir des succès, cette notion qui était lancé pour maçonner une barrière contre l'extrême droite et l'extrême gauche, a gagné un sens programmatique pour CHP et c'est à ce moment-là que CHP a approprié la notion de social-démocratie dans la vie politique. Cette idée qui n'était pas utilisé en un sens idéologique mais lancé pour déterminer la situation du parti envers les autres, de peu à peu gagnerait une structure idéologique aussi.

CHP, à partir du moment de sa fondation, avait suivi dans son discours par principe, une politique qui comprenait les citoyens de chaque fraction, de chaque

¹⁴² Özkan Ağtaş, "Ortanın Solu: İsmet İnönü'den Bülent Ecevit'e", in **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce**, T. 8, İstanbul:İletişim, 2007, p.198

¹⁴³ Hikmet Bila, **CHP Tarihi (1919-1979)**, Ankara :Doruk, 1979, p.394

classe et de chaque groupe au sein de la société Turque. Cette composition exprimée avec le principe du populisme, était obligé de changer de contenu idéologique vis-à-vis les nouvelles dynamiques qui se produisaient dans la société. On peut clairement constater un changement dans la conception du populisme dans ce période. Le populisme qui refusait l'existence des classes dans la société turque, devenait de peu à peu une idéologie qui acceptait lors l'existence des groupements et des classes sociales au sein de la société mais cette fois cherchait un moyen pour l'accord et la collaboration de ces divers groupes. La gauche du centre a été déclarée comme le programme du populisme, et aussi comme un résultat naturel de celui-ci. La gauche du centre présentée comme le résultat naturel de l'étatisme et du populisme dans les déclarations d'Inönü, et décrit étatiste, a trouvé place dans les discours d'Ecevit avec des expressions plus proches de concept d'anti-impérialisme. Nous pouvons dire que c'est grâce à ça que CHP d'Ecevit était perçu et accepté différent de l'ancien CHP par la gauche Turque.

L'idée de se rapprocher du peuple, est exprimée clairement dans le livret nommé *La Gauche du Centre*. Rédigé par lui même, dans ce livret qui est connu comme une incidence de discussions menés au sein du parti, Ecevit écrit: « *Il faut que CHP puisse créer une image conforme à sa propre identité et qu'il puisse quitter l'image du détachement du peuple, qui demeure de la dualité entre les intellectuels et le peuple depuis la période de chute de l'Empire Ottomane.* »¹⁴⁴

CHP, le parti d'opposition après les élections de 1965, s'est favorisé du fait d'être à l'opposition pour pouvoir préparer le base sur laquelle la notion « gauche du centre » allait s'élever. Il faut ajouter que la popularité assurée par les meetings et les visites dans les villes Anatoliens et l'appuie des organisations particulièrement dans les villes de l'ouest avaient créé une aire de confiance à l'égard de cette nouvelle notion et cela avait donc préparé la montée d'Ecevit.

Regarder les fondements idéologiques du slogan « gauche du centre » nous aidera à voir encore d'une manière plus claire les accentuations politiques de cette inclination. Selon eux, « *Ceux qui se trouvent à la gauche du centre sont des humanistes: ils donnent à l'être humain une valeur supérieure; ils veulent que le*

¹⁴⁴ Koloğlu, *ibid.* p.79

caractère de l'être humain puisse se développer en toute liberté dans une égalité des chances pour tous, et que l'ordre de l'Etat et de la société soient structurés de façon à donner une égalité de chances aux citoyens.

Ceux qui se trouvent à la gauche du centre sont populistes: ils prennent au premier lieu les bénéfices des masses populaires plutôt que les intérêts des groupes. Ils présument incompatible à l'honneur de l'humanité, la division du peuple en classes avec des barrières enracinées. Par conséquent, ils ne sont pas pour la destruction d'une classe par une autre mais ils croient qu'en obtenant un équilibre et une justice au sujet de la distribution des biens et en rendant le prestige à tout travail utile à l'humanité et à la société, en supprimant toute sorte de privilège, toute sorte d'inégalité des chances et permettant à l'intégration entre les classes tout en fermant les voies d'exploitation, il est possible de dissoudre l'antagonisme des classes.

(...) Ceux qui se trouvent à la gauche du centre sont étatistes: Leur étatisme comprend l'assurance du peuple. Ils croient à ce que l'Etat doit être au service du peuple et pas l'inverse. (...) Ils acceptent la propriété privée à côté de la propriété étatique et sociale. Mais cette fois, ils demandent aux propriétaires d'accomplir ses devoirs et responsabilités sociaux. Pour pouvoir l'assurer, la gauche du centre a une conception planificatrice au sujet des affaires économiques et sociales. »¹⁴⁵

Pour ainsi dire, CHP formulait un modèle d'Etat arbitre, supra-classes. Grâce aux notions utilisées comme la démocratie, l'indépendance, la solidarité, le conventionnalisme, la planification, la propriété sociale, etc. il se montrait comme un aspirant du « front populaire démocratique national ».

La gauche du centre, loin de marxisme, qui se positionnait dans le cadre du discours idéologique du Kémalisme, avait aussi rencontré une accusation de refus de l'héritage Kémaliste. Les changements au sein de l'organisation et l'évolution de la base du parti, avaient rencontré à une réaction des organes et membres toujours liés à la droite, et un fractionnement en grande échelle et un processus de détachement s'était montré dans le parti. Bien qu'Inönü dise à chaque occasion que CHP n'était

¹⁴⁵ Gevgilili, *ibid.* pp.351-353

pas socialiste, l'opposition au sein du parti, menait des discussions violentes contre ce nouvel courant qui englobait le parti. Le fait que ceux qui étaient du côté de la gauche du centre gagnaient du poids dans les organes du parti grâce aux épurations, cela incommodait aussi İnönü. Il essaierait donc de rendre l'équilibre dans le parti et de freiner Ecevit pour qu'il n'aille pas beaucoup plus loin dans ses discours.

Dès le milieu des années 1960, la montée des revendications des étudiantes, des occupations des usines et des terres qui ont commencé à se montrer, étaient conçues comme des actions « radicales mais illégales ». Par conséquent l'attitude des forces au sein de CHP envers ces actes, a aussi déterminé leur avenir. La fraction droite du parti s'est orientée encore plus vers la droite, y compris İnönü.¹⁴⁶ La situation de la gauche du centre et leur position au regard du peuple devenait de plus en plus claire et ceux qui la défendaient prenaient le soutien populaire grâce à un ton anti-impérialiste qui gagnait du poids dans le discours de la gauche du centre. Dans le même période, des discussions qui ont commencé à se montrer au sein de TİP, et l'entrée de TİP dans un période de dissolution et la montée de la gauche du centre se croisaient. L'année 1968, fut l'année de violence dans les rues et des réactions contre l'inclination de TİP vers la voie parlementaire furent apparues. Ces discussions se centraient sur une analyse du système alors toujours féodale et on parlait que le réforme agraire n'était toujours pas appliqué. Dans ce cas, ce qu'il fallait, c'était une révolution démocratique bourgeoise au lieu d'une révolution socialiste, qui pourra élargir le champ des libertés et former une coalition des classes. Cette coalition des classes comprendrait aussi les partis démocratiques, populistes et nationalistes.

Nous voyons au congrès de CHP réalisé la même année, que la jeunesse imputait à CHP et à la gauche du centre, un sens bien différent : « *CHP n'est pas un parti socialiste de même qu'il n'est pas capitaliste. Nous, les jeunes, adhérant au CHP, nous sommes au point de n'accepter aucune concession au sujet d'aller en arrière de notre identité anti-impérialiste, antiféodal et anti-bureaucrate.* »¹⁴⁷ Cette tendance se reflétait aussi dans les résolutions du congrès. Les points qui attirent l'attention dans la résolution du congrès sont la demande l'égalité et de la justice, de

¹⁴⁶ Hikmet Bila, *ibid.* p.435

¹⁴⁷ Cité par Hikmet Bila, *ibid.* p. 440

la réforme agraire, du coopératisme, du renforcement du secteur public et de la loi de travail agraire.

Quand cette thèse d'intégration s'est mis au jour parmi les organisations de jeunesse, en 1968, FKF(*Fikir Kulüpleri Federasyonu/ La Fédération des Clubs de Pensée*), DISK et L'Association de Révolution Nationale de 27 Mai (27 Mayıs Milli Devrim Derneği), ont fondé une association ; Dev-Güç, L'Alliance des Forces Révolutionnaires. Les personnages les plus actifs de L'Association de Révolution Nationale de 27 Mai, étaient d'ailleurs en majorité les adhérents à CHP. Dans le premier circulaire de Dev-Güç publié le 11 Avril 1968, on proclamait que « l'alliance des forces progressistes, anti-impérialistes et antiféodales se réalisera sous forme d'un front quasi large et en se basant sur des organisations locales ». Et on ajoutait que toute fraction progressiste de la bourgeoisie devrait s'inclure a ce mouvement.¹⁴⁸ C'est à ce même moment que la liquidation de la fraction traditionaliste au sein de CHP par les partisans de la gauche du centre se réalisait. CHP qui gagnait de l'appuie des mouvements de jeunesse, prenait partie au sujet des actions universitaires. *« C'est une explosion ; une explosion au sein de la jeunesse. Essentiellement les jeunes travaillent pour la bonne cause. Nos universités ont besoin de réforme. Il n'y a aucun point à être étonné et à se regretter. Ils n'ont rien à se reprocher. »*¹⁴⁹

La déclaration de CHP pour les élections de 1969 avait aussi un caractère populiste: La déclaration acceptait l'existence des classes sociales et avec le slogan « la terre pour celui qui le sème et l'eau pour celui qui l'utilise » ; CHP révélait qu'il était décidé au sujet de la réforme agraire.

En 1970, les discussions entre Ecevit et Kemal Satır qui représentait l'opposition envers la gauche du centre avaient gagné de vitesse. Et Ecevit voulait prendre l'appuie des intellectuels avec ses discours sur la liberté d'expression et de presse et l'appuie des ouvriers avec son discours au congrès de TÜRK-İŞ où il défendait pour la première fois le droit de grève.¹⁵⁰

¹⁴⁸ Gevgilili, **ibid.**,p.380

¹⁴⁹ Nihat Erim, 21 Juin 1968, cité par Gevgilili, **ibid.** p.390

¹⁵⁰ Hikmet Bila,**ibid.** p.460

La nouvelle période qui s'ouvrait avec le coup d'Etat de 12 Mars, fut un tournant pour CHP et pour la gauche du centre. İnönü n'avait pas déclaré son opposition contre le coup d'Etat tout en faisant référence aux origines traditionnelles de CHP et il se trouvait un pas en arrière par rapport à Ecevit. Ecevit ne voulait pas aller en arrière du point où ils avaient poussé CHP. Contre le geste d'İnönü, Ecevit a fait une déclaration dans laquelle il disait que le coup d'Etat était commis contre lui et contre le mouvement de la gauche du centre et il a démissionné de ses attributions au parti. CHP était depuis toujours accusé d'être venu au pouvoir grâce à l'armée. Une telle association de nouveau ne serait guère appropriée pour l'avenir de la gauche du centre et pour le programme qu'il voulait présenter. İnönü tout en disant qu'il allait prêter son appui à un gouvernement neutre, voulait aussi de nouveau regagner du poids dans le parti. Mais le temps a confirmé Ecevit et non pas İnönü. Le coup d'Etat a tout de suite pris place contre les forces progressistes et il a préparé les bases de la montée d'Ecevit sur un autre plan. Cela a trouvé son contrecoup dans le parti aussi. İnönü a perdu les élections au sein du parti et il s'est retiré de ses tâches et ce fut Ecevit, élu président générale de CHP en 1972.

Ecevit dans son discours le jour où il était élu président, faisait des commentaires sur la « gauche du centre » en faisant référence à « la gauche démocratique » :

*« La situation de CHP que l'on a précédemment nommé 'la gauche du centre' sera défini comme la gauche démocratique. Notre mouvement se développe sous le claire de la pensée sociale de Six Principes du Kémalisme, sans s'acharner à aucun courant étranger et à aucune sophistication et dans le cadre des principes de la Constitution de 1961, qui donne une grande importance et une valeur supérieure à la liberté, constitué selon les conditions propres à la Turquie. Notre mouvement est une action humanitaire, originale et cohérente. Il n'est d'origine sous l'influence d'aucune doctrine étrangère, ni du marxisme. Il est né des vraies conditions et du développement de la Turquie. »*¹⁵¹

¹⁵¹ Cité par Koloğlu, **ibid.** p.91

Si on interprète la base idéologique de ce discours, le caractère de l'image qu'on essaye de former avec le concept de gauche du centre, s'étend devant nos yeux. On voit premièrement que l'accentuation sur la démocratie interprétée sous la notion de « gauche démocratique » semble englober une masse plus large et gagne un sens organisationnel alors que la gauche du centre était tout d'abord un effort pour définir la place de CHP dans le spectre politique, envers les autres partis. En réalité, les racines de CHP liées à la révolution kémaliste, qui viennent du passé et qui lui donne une puissance extrême parmi le peuple sont strictement conservés. La Constitution de 1961 est toujours conservée et soutenue. C'est un point important qui signale qu'ils ne veulent pas apeurer les intellectuels et les acteurs de la gauche qui sont jouis dans les conditions de liberté de la Constitution de 1961. L'accentuation sur l'originalité, sur le caractère national et le fait d'être loin du marxisme, et le fait d'avoir un référence à l'héritage de l'Etat Turc traditionnel, tous ces-là se montrent comme des éléments qui peuvent vite trouver réponse au sein des paysans et des ouvriers qui sont toujours dans les relations semi-féodales. On voit que « la liberté », comme elle l'était aussi en 68, tout juste après le 12 Mai, a pris place encore une fois dans le discours de CHP, étant le mot le plus entendu dans les conditions de l'après coup d'Etat. CHP qui essayait de faire une synthèse de tous ceux-ci dans son programme se trouvait dans une situation de présenter une nouvelle formule. Le discours représentait donc les éléments qui avaient une popularité parmi les classes laborieuses qui formaient le groupe le plus dynamique de la société.

CHP présentait donc un espoir pour la gauche et les classes laborieuses avec son programme et ses actions, et il formulait un changement d'ordre dans l'ordre du jour, mais sans aucune radicalité réelle. CHP qui s'inclinera sur l'organisation pour pouvoir arriver à ce but, essayera d'instaurer une nouvelle déclinaison en se mettant en contact avec les organisations de masses.

b. La programme de la Gauche Démocratique

Pour pouvoir comprendre la gauche du centre, l'un des textes principaux à regarder c'est le livre écrit par Ecevit nommé « *Bu Düzen Değişmelidir* /L'ordre du Jour Doit Changer», basé sur son discours au cours des entrevues de budget en 1968.

Le livre dans lequel il formule « le changement de l'ordre », Ecevit souligne les sujets comme; le développement, les étatisations, la place du secteur privé, la réforme agraire, l'indépendance, le déséquilibre des revenus etc. Ecevit est en recherche d'une conciliation et cherche la conciliation dans l'application de la Constitution de 1961.

Le livre qui explique le concept du « secteur populaire », propose l'orientation des bénéfices venant de l'augmentation des revenus des ouvriers et des paysans vers les investissements collectifs. Le point important ici, c'est qu'Ecevit montre l'exemple de TÜRK-İŞ et sa tentative d'établissement d'une coopérative à titre d'être modèle pour la réalisation du secteur public.¹⁵² Mais la grande partie de ce travail parle surtout des paysans et de la réforme agraire. Le nouvel ordre où la propriété privée va trouver sa place à côté de la propriété sociale, l'Etat accomplira lui aussi ses taches.

Ecevit s'appuie aussi sur le concept de nationalisme économique au sujet des pétroles et des ressources souterraines, à spécifier que les pétroles et les ressources souterraines devaient être nationalisés. Ce nouveau programme qui présentait « le nouvel ordre » s'exprimait avec une phrase assez claire : « le populisme à l'intérieur, le nationalisme envers les étrangers. »¹⁵³

Dans le travail dont une partie parle des droits des ouvriers, met clairement une distance entre CHP et le communisme et il discute la similarité des buts des syndicats et du parti.¹⁵⁴ Parallèle à la conception de la gauche du centre qui a l'intention de créer une cohérence et une équilibre entre les classes sociales, le travail parle de la

¹⁵² Bülent Ecevit, **Bu Düzen Değişmelidir**, 5^e ed. Istanbul :Tekin, 1978 , p.181

¹⁵³ Bülent Ecevit, **ibid.**, p.202

¹⁵⁴ Bülent Ecevit, **ibid.**, p.239

formation d'un conseil à trois parties au cas de l'instauration du gouvernement de CHP, ces trois étant le gouvernement, l'ouvrier et l'employeur.¹⁵⁵

Selon CHP la gauche du centre serait l'apôtre de ce « changement d'ordre » et le livret faisait plutôt une analyse de système. Mais alors, le programme de la gauche démocratique ne pourra être accompli et accepté qu'au 23^e congrès convoqué en 1976. La date où on voit le terme dans les règlements du parti c'est l'année 1974. Dans le manifeste de la Gauche Démocratique, déclaré en 1974, on avait essayé d'éclairer ledit concept. Le but était donc l'instauration d'un ordre de justice sans aucune exploitation. Si on demande comment CHP, qui utilisait déjà le vocabulaire de la gauche, avait défini le contenu et l'association de ce concept, nous nous trouvons face à des limitations. Le programme de changement de l'ordre dans le cadre de ce même système économique, était toujours lié aux principes que CHP s'appuyait depuis toujours. Les bornes du programme qui avait gagné un contenu pragmatique était défini par les besoins du peuple. CHP qui affirmait qu'il apporterait «des précautions et des solutions qui changent selon les besoins»¹⁵⁶, et il n'abandonnait guère l'accent traditionnel des Six Principes de CHP. Mais à ceci, a été ajouté Les Six Normes. D'ailleurs l'interprétation des Six Principes était aussi plus flexible qu'auparavant. A côté des principes du républicanisme, de nationalisme, de populisme, d'étatisme, de laïcité et de réformisme, on avait ajouté les six normes suivantes: la liberté, l'égalité, la solidarité, la primauté du travail, l'intégralité du développement et l'autogestion des peuples.¹⁵⁷

Si nous regardons de plus près ces six normes, nous pouvons comprendre plus facilement l'analogie de leur contenu sur le champ politique. D'abord, on aperçoit l'existence de la notion de liberté avec un contenu de l'élargissement du champ des libertés démocratiques et des libertés d'association. « *La liberté d'association est aussi obligatoire pour la réalisation de tous les droits et des libertés, pour leur pleine application et pour leur service au bien être de la société.* »¹⁵⁸

¹⁵⁵ Bülent Ecevit, **ibid.**, p.241

¹⁵⁶ Alev Coşkun, **Cumhuriyet Halk Partisi ve Demokratik Sol**, Istanbul :Tekin, 1978, p.51

¹⁵⁷ Alev Coşkun, **ibid.**, p.68

¹⁵⁸ Alev Coşkun, **ibid.**, p.95

Dans une ambiance où à chaque occasion la liberté d'association a été discutée et demandé par les syndicats, les organisations et les associations y compris les socialistes, la présence de cette notion dans le programme du CHP fut un geste effectif. Mais alors les limites de CHP à ce sujet se montreront dans la pratique. La limite d'un parti qui existe sur la scène politique légale aura les mêmes limites avec ce système qui le conserve.

La notion d'égalité doit être ajoutée à celui-ci. Par conséquent, il faut aussi ajouter que ladite notion est comprise sur une base de conciliation des classes sociales et qu'on parle d'une égalité dans le cadre du principe de populisme et basé sur l'accord entre les classes.

La notion de solidarité est aussi une notion qui a été approprié particulièrement par la gauche dans la vie politique des années 70. CHP a donc ici, l'image d'un parti qui prête le vocabulaire des mouvements gauche en les redéfinissant d'une manière à les intégrer dans le système. La notion de solidarité s'ajoute donc au concept de la paix sociale que l'on a déjà parlé. La solidarité faisant analogie à une pratique sur le champ économique comme le corporatisme, appelle aussi à une réconciliation entre les classes.

Cet appel de solidarité en référence à un Etat social, gagne un sens libéral dans le programme de la gauche démocratique et il s'ajoute à un appel d'unité et même d'une uniformité sociale. *« L'intégralité sociale et l'unité nationale ne doivent pas être fondé sur l'uniformisation de la société autour d'une pensée et croyance unique et doctrinaire, mais sur la demande des citoyens libres de voir l'assurance de leur liberté, de leur bonheur, leur satisfaction et leur bien dans la solidarité sociale. »*¹⁵⁹ On peut ici voir le cadre libérale dans lequel sont définies les notions de solidarité et de liberté.

Les notions qui pouvaient aussi attirer l'attention de la gauche et celle des ouvriers étaient l'intégralité du développement et la primauté du labeur. La notion de primauté du labeur était également l'un des notions connues et acceptées par les mouvements de gauche de la période. Le point auquel il faut tirer l'attention c'est

¹⁵⁹ **CHP Programı** p.2, cite par Coşkun, **ibid.** p.101

que le programme incluait la demande de coopération des ouvriers à l'administration des entreprises. Selon ce principe qui introduisait l'ouvrier dans l'administration de la production, affirmait aussi une coopération entre l'ouvrier et l'employeur. Nous croyons que le point auquel les syndicats se trouvent proche à eux dans ce programme, c'est le suivant: « *une coopération permanent entre les syndicats ouvriers et les coopératives publiques d'agriculture, les institutions qui constituent le secteur publique et les entreprises étatiques* »¹⁶⁰ ; ce qui donne grande importance au secteur public.

Le secteur public avait lui aussi une grande importance dans la politique économique de CHP. Selon le programme, le secteur public était encore une fondation de coopération. Le secteur public s'allait se former des syndicats ouvriers, des coopératives, des associations d'entraides et des associations des administrations locales. Le secteur publique était lié au principe d'autogestion et programmait l'autogestion des entreprises. Le principe de la démocratisation de l'administration avait un sens organisationnel au sein de CHP. Dans les organisations locales de CHP se trouvait beaucoup d'ouvriers, de représentants ouvriers et des syndicalistes.

CHP se transposait donc dans une situation de modérateur dans une structure à trois pieds. Jusqu'à présent, les partis du pouvoir étaient toujours au côté des employeurs. L'assertion de CHP était d'être à cote de l'ouvrier. Dans ce sens CHP, en appropriant la gauche du centre ou la gauche démocratique, tout en manifestant de vouloir passer de l'ancienne tradition du parti, c'est-à-dire d'être un parti d'Etat, jouait en faite le rôle de « l'Etat conciliateur ». Ce qui était changé dans cet enjeu, c'était la définition de l'Etat. Désormais l'Etat sera défini pour CHP comme un Etat sociale, organisé de bas en haut, et non l'inverse. Ce changement de définition était-il vraiment le signe d'une transformation organisationnelle ou d'un changement des mentalités? Nous essayerons de le voir en détail dans les chapitres suivants.

¹⁶⁰ Alev Coşkun, **ibid.**,p.121

c. La convergence des votes ouvriers vers CHP : DİSK, CHP et les élections de 1973

Les années où la gauche socialiste proposait une stratégie de front populaire, étaient aussi des jours mouvementés pour la classe ouvrière. Les groupes de la ligne gauche s'étaient engagés à la formation d'un front populaire puis qu'ils ne voyaient pas en la classe ouvrière, une possibilité à guider le mouvement socialiste. Par contre, on voyait des grèves et des conflits violents dans les entreprises où étaient organisés les syndicats affiliés à DİSK. Des événements comme la résistance de Zonguldak avant le 12 Mars, l'occupation de l'usine de Derby, la pratique de lock-out pratiqué pour la première fois par l'Etat à Sümerbank montraient que les contradictions s'aggravaient et que la classe ouvrière changeait de caractère. A ce moment même, l'adhésion des syndicats à DİSK s'augmentait et le nombre des syndicats affiliés en 1969 s'élevaient à 14.

Le fait le plus explicite qui montrait la force de la classe ouvrière était la grève générale vécu le 15 et le 16 Juin où on avait vu les influences de TKP sur les syndicats aussi explicitement pour la première fois. Il est sûr que CHP avait essayé de s'introduire dans le corps de TÜRK-İŞ avant le coup d'Etat de 12 Mars, la confédération qui était plus forte et plus organisée par rapport à DİSK et que la lutte organisée contre DİSK par TÜRK-İŞ qui allait jusqu'à un anticommunisme, du fait que les grèves augmentaient. La proposition des députés de CHP affiliés à TÜRK-İŞ, au projet de la Loi des Syndicats que le gouvernement de Demirel avait présenté à l'Assemblée, contenait une régulation qui obligeait le syndicat à un taux de représentation d'un tiers des ouvriers d'une branche de travail pour qu'il puisse s'organiser à l'échelle nationale. Ladite loi prévoyait donc, *de facto*, l'existence d'une seule confédération au niveau national, et donc l'illégalité de DİSK. Les ouvriers qui ont pris la marche devant cette situation menaçante, ont décidé les journées du 15 et du 16 Juin de l'année 1970 étant les jours de grève. Pourtant Ecevit et CHP, s'opposaient à la proposition de ses députés.¹⁶¹

CHP qui avait achevé les élections de 1965 et de 1969 avec une perte de vote, avait bien mis en valeur son période d'opposition dans laquelle il put adresser la

¹⁶¹ Gevgilili, *ibid.*, p.469

peine attention à masses ouvrières et paysannes, pour pouvoir étendre ses bases jusqu'à cette population « active ». L'apparition des fractions au sein de TİP et à la suite la clôture du parti, avaient créé une faille sur le plan politique. CHP préparait avec patience les bases du moment de son futur pouvoir et élargissait son organisation avec ses travaux au sein des associations, des syndicats, des organisations étudiantes et en cohérence avec les tentatives de la formation d'un front populaire. DEV-GÜÇ était un modèle de cette structuration. De même, La Fédération des Associations Sociale-démocrates fondée en 1967 par les étudiants d'ODTÜ, affiliés à CHP, continuaient leurs activités.

CHP affirmait que jusqu'à présent on n'avait vu que des réformes de superstructures sur le plan économique alors qu'il fallait maintenant passer aux réformes d'infrastructure. On déclarait qu'en Turquie, la voie de l'industrialisation était ouverte. Ceux-ci étaient des promesses importants aux yeux des ouvriers et des paysans.

La ligne tracée par CHP avec la gauche du centre avait trouvé son sens dans la période qui suit le 12 Mars car la situation était avantageuse pour CHP qui avait pu former une nouvelle ligne au sens programmatique et organisationnelle. Gevgilili explique la période de 12 Mars en trois étapes:

« Le premier stade est marqué avec l'existence d'une demande des développements radicaux qui reflète les aspirations de la petite bourgeoisie se réjouissant de la chute de Demirel avec le 12 Mars. Plupart des groupes de gauche sauf TİP, s'acharnaient pour cette aspiration dans cette première étape. »¹⁶²

En vérité, les groupes de gauche avaient applaudi le 12 Mars avec enthousiasme, et avaient cru qu'ils pourront voir une période similaire à celle de 27 Mai. Ecevit qui s'opposait au 12 Mars à côté de TİP, « obtenant la gain de cause » allait créer une atmosphère nouvelle après la grande opération du gouvernement parmi les milieux progressistes.

¹⁶² Gevgilili, *ibid.*, p.522

« La deuxième stade s'ouvre, à la suite des événements rudes qui avaient mis en relief l'impossibilité d'une solution radicale, avec un appel à la réunion de l'assemblée constituante. Le dernier stade, sera la conjonction des idées autour d'une condition sociale libérale ou libéralisée, de même qu'il soit à la gauche du centre. »¹⁶³

Après la présidence d'Ecevit au sein de CHP, il fallait obtenir les votes des classes laborieuses tout en assurant l'intégralité du parti. La base de TİP avait choisi de soutenir la politique gauche modéré de CHP. L'accentuation sur la démocratie qui occupait une place importante dans le discours de CHP depuis le milieu des années 60, avait préparé une base importante pour CHP à partir du détournement à la vie civile après le 12 Mars. Les élections du 14 Octobre 1973 ont été un détour important pour CHP. Les propositions de CHP pour les ouvriers, les paysans et les classes laborieuses dans la proclamation d'un manifeste pour les élections, nommé « *Ak Günlere* (Vers un avenir chaste) » c'était la justice, la liberté et l'indépendance. Le manifeste qui s'accentuait sur le concept des « droits », CHP révélait de suivre « *une politique qui prenne en considération les droits du peuple, qui les prête à ceux qui ont le droit à avoir des droits* ». ¹⁶⁴ Un autre point qui attire encore l'attention c'est que CHP s'adressait plutôt aux paysans et aux intellectuels dans ce manifeste.

DİSK avait pris la décision de soutenir TİP pendant les élections de 1969, car il n'avait pas des bonnes relations avec CHP. Le manifeste déclaré par DİSK au sujet des élections de 1969, critiquait CHP de manière très rigide:

« Tous partis politiques, sauf TİP, sont montés au pouvoir soit en corps unique soit en faisant des coalitions. CHP, depuis toujours, a exploité les labours des ouvriers et des paysans par les voies contraignantes. Durant tous les gouvernements de CHP, l'ouvrier n'a pas eu le droit de s'organiser librement au sein de son propre syndicat, ceux qui demandaient le droit de grève ont été emprisonnés, ceux qui demandaient et revendiquaient leurs droits ont été châtiés et vexés. C'est à partir du

¹⁶³ Gevgilili, **ibid.**, p. 522

¹⁶⁴ CHP, **Ak Günlere 1973 Seçim Bildirgesi**, Ankara:CHP, 1973, p.19

moment où les ouvriers ont obtenu la conscience et ont soutenu leur droit de grève, CHP, a involontairement déclaré qu'il allait connaître le droit de grève. »¹⁶⁵

Comme on peut le comprendre d'après cette manifeste, la déclaration de soutien à TIP et la défiance envers CHP provenait plutôt de l'existence de TIP dans le champs politique.

La période de la veille du 12 Mars fut le début d'une période de rapprochement de DISK avec CHP. Le rapprochement DISK-CHP prêtait une certaine légitimité à DISK alors que de l'autre côté cela a eu des influences sur les syndicats indépendants qui se tenaient à l'écart de DISK à cause de ses relations avec TIP : Une influence qui leur a poussé vers DISK. Le slogan qui exprimait les aspirations, « l'espoir c'est Ecevit » fut utilisé pour la première fois par Maden-İş. Ce rapprochement allait avec les politiques menés par TKP qui se fortifiait de jour en jour au sein de DISK.¹⁶⁶

« Les années 1970-1971 ou TIP était totalement dissolu, s'apparut une tendance vers CHP au sein de DISK et des syndicats affiliés. Par exemple Lastik-İş était l'un des syndicats qui se trouvaient sur la ligne de CHP. Rıza Kuas, le Président Général de Lastik-İş, s'était retiré de la vie syndicale et politique à cause d'une insuffisance rénale et d'ailleurs il était député à l'Assemblée Nationale. La nouvelle administration syndicale avait une tendance qui sympathisait avec CHP et les dirigeants en demeuraient sur les principes au Parti du Peuple. Dans le temps, Kenan Akman qui était le gérant du président général du syndicat à ce période, est devenu député de CHP. Lastik-İş était à la ligne de CHP. Maden-İş, qui gardait en son sein des ouvriers et des syndicalistes socialistes, avait, en faite, une base proche à CHP. D'ailleurs, si on regarde de près, en générale, ces années que nous avons vécu, la base des syndicats étaient munies des ouvriers proches à DP ou à CHP bien qu'il y ait des dirigeants de tendance socialiste. C'était plutôt la tendance de CHP qui pesait lourd. CHP avait aussi un impact sur cette tendance: l'univers des idées de la gauche du centre s'instaurait ; l'opposition au sein du parti traditionnel avait commencé à trouver des appuis au sein des groupes sociales et dans la société en

¹⁶⁵ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.* p.126

¹⁶⁶ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.* p.188

totale. İsmet İnönü et la tradition de CHP étaient d'une certaine façon exclu du parti. Particulièrement avec la domination d'Ecevit sur les organes du parti; y compris les organisations locales en Anatolie où y avait des ouvriers syndiqués, soit adhérent de TÜRK-İŞ ou de DİSK, qui étaient plutôt membre du CHP. Et leur orientation s'adressait de plus en plus vers Ecevit et le CHP d'Ecevit. »¹⁶⁷

Un contexte dans lequel TİP n'existait pas, DİSK dont la plupart des fondateurs étaient adhérents à TİP, a fait un appel d'appui à CHP pour les élections de 13 septembre 1973, qui leur offrait la démocratie. Selon DİSK, CHP pouvait offrir des progrès au voie de démocratisations s'il pouvait gagner l'appui des socialistes.¹⁶⁸ Cette tendance avait gagné du poids au sein d'autres groupes de gauche aussi. DİSK qui avait décidé de soutenir CHP aux élections de 1973, ne répétait pas les critiques qu'il avait déjà adressés à CHP pendant les élections de 1969. La cause la plus importante de ce changement d'attitude, était le fait que les socialistes suivaient aussi la même voie et que le nouveau programme d'Ecevit avait trouvé un soutien au sein des masses populaires. D'ailleurs c'est plutôt DİSK qui a jouit de profit de cette décision de soutien. Grâce a cette tendance, DİSK a réussi à attirer les syndicats indépendants vers son corps et à renforcer son critique envers TÜRK-İŞ. DİSK déclarait son soutien avec les phrases suivantes :

« C'est, parce que, particulièrement dans la période de l'après 12 Mars, il a défendu la démocratie, les libertés et les droits des ouvriers au sein et en dehors du parlement, et il s'opposa à toute sorte de tentatives contre ces droits et libertés. Il a pris la décision d'aller au court suprême constitutionnel pour l'annulation de toutes lois qui sont contre à l'esprit du démocratisme et de la Constitution. C'est parce qu'il trouve humiliant la mentalité de développement économique et d'industrialisation qui s'élève sur l'exploitation et l'humiliation des ouvriers et qu'il s'est orienté vers une conception de changement de l'ordre qui pourra réaliser une vie de travail démocratique et respectueuse à l'être humaine. C'est parce qu'il s'est opposé à la politique de l'Etat sanctionnant les grèves et laissant libre la pratique de lock-out. CHP, dans son déclaration pour les élections de 1973, offre une solution

¹⁶⁷ Interview avec Fahri Aral, 10.12.2008, Istanbul, Université Bilgi.

¹⁶⁸ Gevgilili, *ibid.* pp.742-743

pour tous les citoyens un développement et un progrès au sujet de la démocratisation des conditions de travail et de vie. »¹⁶⁹

Mais il y a un point à souligner avec attention : au commencement de la déclaration, DISK affirme qu'il garderait son indépendance quelque soit les conditions et qu'il faut demander le droit de participation à l'administration pour toutes les classes laborieuses ; les ouvriers, les paysans et les employés.

CHP avait donc eu le 33,3 % des votes et il est sorti comme le premier parti, avec ses 185 députés élus. Le Parti de Justice avec le 29,8 % des votes, a eu 149 députés. DİSK n'a pas fait de campagne pour déclarer son soutien à CHP, mais il a déclaré son soutien avec ses discours.

B. L'existence de TKP au sein de DİSK : se faire le soutien de CHP

Le programme pour porter soutien à CHP adopté au début de l'année 1970, comme nous l'avons précisé antérieurement, avait servi au raffermissement de DİSK. Le rapprochement des syndicats indépendants vers DİSK l'avait rendu plus fort en nombre et dans le sens organisationnel et cela montrait le début d'une période de montée. La guerre que TÜRK-İŞ avait déclaré contre DİSK, la propagande de l'existence d'une confédération unique et le projet de loi qui avait causé la grève générale du 15 Juin, prévoyait la dissolution de DISK mais par contre tous ces-là avaient causé le contraire. Les syndicats indépendants et les syndicats sociale-démocrates au sein de TÜRK-İŞ avaient commencé à s'incliner vers DISK.

Le premier indice de cette inclination fut l'association des syndicats sociale-démocrates au sein de TÜRK-İŞ. En 1971, un rapport nommé « Critiques et Analyses sur la Reforme, sur les Syndicats et le Mouvement Ouvrier en Turquie de 1971 » présenté par les quatre syndicats¹⁷⁰, ensuite le rapport sur la démocratie sociale de 12 syndicats ont été discutés mais ils n'ont pas eu beaucoup d'effet sur l'administration de TÜRK-İŞ. CHP voulait s'introduire au sein de TÜRK-İŞ mais ne

¹⁶⁹ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.* p.191

¹⁷⁰ Les noms qui présente le rapport étaient le Président Général de Genel-İş Abdullah Baştürk, le Président Général de Yol-İş, Halit Mısırkioğlu, Président Général du syndicat Deniz Ulaş-İş Feridun Şakir Ögünç et Président Général du syndicat Petrol-İş İsmail Topkar.

voulait guère se mêler à ces discussions.¹⁷¹ On voyait la sympathie d'Abdullah Baştürk pour CHP dans ses déclarations et ses articles, cette personnalité importante qui étant le président du Conseil des Syndicalistes Sociaux-démocrates. La presse filiale à CHP publiait aussi des articles de Baştürk.¹⁷² Quelques uns de ces syndicats qui n'ont pas pu influencer l'administration de TÜRK-İŞ se sont orientés vers DISK dans le temps. Ces adhésions ont eu aussi des effets sur le renforcement de la conception sociale-démocrate et sur la tendance à soutenir CHP, au sein de DISK, et réciproquement. Comme nous allons voir plus tard, l'adhésion la plus importante était celle de Genel-İş en 1976 et d'Oleyis en 1977. Ces syndicats étaient des syndicats d'importance avec le nombre d'ouvriers qu'ils représentaient et avec l'étendue de leur structure d'organisation.

a. L'actualité de la 5^e l'Assemblée Générale de DİSK: L'appel à une autre voie

Dans un milieu où on discutait la théorie de « front » de la gauche socialiste, il va de soi que ce concept ait des influences sur les syndicats qui portent le drapeau de la classe ouvrière. L'année 1975 fut un moment de tournant pour DİSK. L'année 1975 était au fond, un période de changement pour les forces en dehors de DİSK. Cette période où la stratégie de front fut adoptée par la gauche socialiste, se croisait avec la pénétration de TKP dans le corps de DISK, avec la désignation des experts filiaux à TKP, le parti qui serait le porte-parole de cette nouvelle stratégie. D'ailleurs les années suivant le 1974 furent le période d'élan pour TKP et de la pénétration des experts dans le corps de DISK.¹⁷³ L'adoption de cette ligne politique, a ouvert le chemin à un affermissement organisationnelle, à l'incorporation de grands syndicats à DİSK et à s'engager à de actions politiques, mais de l'autre côté le poids de TKP

¹⁷¹ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.*, p.196

¹⁷² Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.*, p.199

¹⁷³ La période d'élan prend son nom de la revue Atılım/Elan qui a pris publication en 1974. La politique de soutenir les forces nationales essentiellement a été appliqué aux termes d'une décision prise dans une conférence internationale qui avait eu lieu Union Soviétique en 1969, précisément à Moscou par 75 partis communistes et ouvriers. Dans cette période de régénération ou TKP s'était organisé à l'extérieur du pays, İsmail Bilen avait une grande importance. Le représentant important de TKP en fut Aydın Meriç. Aydın Meriç a été aussi auxiliaire du secrétaire général dans DİSK. Pour plus de renseignement, voir Naciye Babalık, **TKP'nin Sönümlenmesi**, Ankara: İmge, 2005

au sein de DISK a causé à de conflits et des divisions. L'existence de TKP aux organes de DISK et son activité ne doivent pas être considérée comme une simple pénétration. La période d'élan de TKP répondait aux besoins de DISK. Aydınoğlu, tout en prenant en considération les conditions sociales de l'année 1975, commente l'orientation de DISK vers TKP de cette façon:

« La gauche avait une structure pluri-forme et ne donnait aucun signe d'une réunification dans l'avenir. Dans cette situation, un centre syndical qui se referait à la gauche, devait donner une nouvelle forme à ses relations avec les mouvements gauches. Dans ces conditions, il est fort possible que les dirigeants de DISK soient inclinés vers les intellectuels au sein de TKP, pour contrebalancer le besoin intellectuel du mouvement syndical. D'ailleurs il est possible qu'ils puissent penser que cette relation ne porterait pas grand risque, parce que qu'ils voyaient en TKP une secte politique qui n'existaient depuis longtemps sur le champ politique – en plus une secte en dehors du pays. »¹⁷⁴

Haluk Yurtsever présente un appoint à ce commentaire de cette façon:

« Les problèmes entre les fondateurs du Deuxieme TIP et les syndicalistes de DISK, qui existaient depuis le premier TIP, le fait qu'un syndicaliste important comme İbrahim Güzelce, soit du moins sympathisant de TKP, ces-la ont été aussi efficace sur cette inclination. »¹⁷⁵

Cette ligne qui a gagné du poids grace aux activités des experts au sein de DISK et des personnages importants de cette lignée avaient d'abord pris place dans le corps de Maden-İş. On voit en faite, que Kemal Türkler n'a pas voulu Mehmet Karaca ni Bahtiyar Erkul élus comme secrétaire général et leurs gerance à la place de ses candidats venant de CHP, Hilmi Güner et Cavit Şarman, qu'il avait proposé lui même au 21^{eme} Conseil Général de Maden-İş en 1974. Mais ce qui allait déterminer le processus postérieur et les cadres futurs de DISK serait le 5^{eme} Conseil Général de DISK convoqué en 1975. La réunion du Conseil Général qui devait avoir lieu en

¹⁷⁴ Ergun Aydınoğlu, **Türkiye Solu 1960-1980**, Istanbul :Versus,2008, pp.325-326

¹⁷⁵ Haluk Yurtsever, **Yükseliş Ve Düşüş, Türkiye Solu 1960-1980**, Istanbul : Yordam Kitap, 2008, p.219

1976, a été amenée à l'avance. On peut chercher les causes de ce changement de date ; qui est fort probablement en relation avec l'adhésion des grands syndicats au sein de DISK. Le président de Genel-İş, Abdullah Baştürk, n'avait pas pu devenir président pendant le Conseil Général de TÜRK-İŞ en 1973, et il se trouvait en opposition comme nous l'avons indiqué ci-dessus. Genel-İş avait pris la décision de quitter TÜRK-İŞ au mois de Juin de l'année 1975 et on attendait son adhésion à DİSK. Le nombre d'ouvriers que représentait Genel-İş, était d'un nombre qui pourrait changer les équilibres. Le nombre d'ouvriers représentés par Genel-İş était de presque 140.000, alors que DİSK n'avait que 78.870 adhérents en 1975.¹⁷⁶

D'ailleurs, l'existence des divers groupes sur la ligne de diverses idéologies dans les organes de DISK, marquerait le 5^e Conseil Général. Avec beaucoup de fractions opposées, du Parti Socialiste à TİP, de TSİP à TKP et jusqu'à CHP ; DİSK était d'une structure complexe.

L'adhésion des syndicats indépendants proches de CHP à DISK et les discours de Kemal Türkler qui montraient un certain rapprochement à CHP aux sujets comme le secteur public, causaient à des querelles. DİSK, qui allait au Conseil Général devait tracer une nouvelle route pour son avenir.

Le discours prononcé par Kemal Türkler au cours de la 5^e Congrès n'avait en réalité ni d'une accentuation proche de CHP ni de TKP. Türkler, avait préparé un discours qui englobait toutes les forces au sein de DISK et l'accent était mis sur le socialisme. Mais Deniz Baykal qui avait fait un discours au nom de CHP, avait appelé toutes les forces de gauche démocratique à la lutte de la réunification. L'attitude du Conseil Général était fortement critiqué à cause de se faire soutien de CHP lors des élections et dans d'autres plateformes. On sait que trois propositions de résolution ont été discutées lors d'une assise secrète, pour pouvoir définir l'attitude de DİSK. La première, était la déclaration que DİSK était une organisation socialiste et l'acceptation du pouvoir de la classe ouvrière par la voie constitutionnelle avec la participation d'autres classes laborieuses. Dans la deuxième on mentionnait l'adoption de l'appel de soutien à CHP pour les élections de 1973 par le Conseil Générale. Le troisième proposition, lancé par les adhérents de CHP était l'adoption

¹⁷⁶ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.*, pp.216-218

d'une résolution qui mentionnerait « un support a CHP jusqu'à ce qu'il y ait des changements politiques importants en Turquie ». ¹⁷⁷ En conclusion, une résolution nommée « La Collaboration des Forces Démocratiques et Progressistes Contre le Fascisme, le numéro 33 » qui unifiait ces trois propos fut déclarée. L'attendue de cette résolution était de définir la situation de DİSK face aux divers partis gauches et de passer a l'action. Dans la résolution, on accentuait l'importance de l'unité de l'action et la nécessité d'un combat contre le fascisme:

« Bénéficier des leçons que nous avons ramassé de la période du 12 Mars sans oublier les conditions de la Turquie d'aujourd'hui, sans oublier que le fascisme est a l'affut de la constitution d'un ordre de contrainte, constituer une collaboration des forces de toutes les organisations démocratiques, progressistes, pour que les droits démocratiques et les libertés en Turquie puissent s'installer et se consolider entièrement...(…) Dans les condition d'aujourd'hui, passer a l'action et de mener une alliance avec CHP, qui se situe parmi les forces démocratiques et qui représente une puissance forte et englobante, qui pourrait embrasser les masses, nous sera utile et fort nécessaire. » ¹⁷⁸

Kemal Türkler était élu Président Général, İbrahim Güzelce le Secrétaire Général, et après le décès de Güzelce en 1976, Mehmet Karaca fut transféré au même poste. L'article paru dans la revue de TKP, *Atılım*, parlait sur un ton positif au sujet de la résolution no 33.

« L'importance du 5^{eme} congrès de DİSK provient de son attitude contre les ruées fascistes et de l'opposition a la politique du gouvernement lié a l'OTAN et composé des réactionnaires. DİSK a déclaré sa volonté pour l'alliance de toutes les forces progressistes pour un gouvernement démocratique. Ce développement positif montre une réalité, c'est que les documents de guerre ont eu ses réponses au sein du peuple et des forces révolutionnaires. TKP défend l'unité et l'indépendance des syndicats dans la lutte de la constitution d'un front national démocratique (UDC). » ¹⁷⁹

¹⁷⁷ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.*, p.221

¹⁷⁸ DİSK, **DİSK 5. Kongre Kararları**, Istanbul : DİSK, 1976, in **Yaşasın DİSK**, Istanbul:Konuk, 1976

¹⁷⁹ Yıldırım Koç, Canan Koç, *ibid.*, p.224

La ligne de collaboration avec les forces progressistes contre le fascisme adopté par DİSK était critiqué par divers fractions au sein de la confédération, à titre que ce dernier devenait social-démocrate, et l'adoption du projet de soutenir CHP était d'une sorte se tenir affilié a CHP. Il était juste que l'élan de TKP rende DİSK plus politique mais Yurtsever critique la politique du soutien à CHP ainsi:

« TKP avait politisé le mouvement ouvrier d'une manière a renforcer les tendances réformistes et révisionnistes, a cause de la ligne qu'il suivait. Au lieu de surveiller l'alliance des forces progressistes, communistes et socialistes contre la tendance social-démocrate de CHP, il avait choisi de faire alliance avec CHP et d'exclure ces groupes de la vie politique ; il a poussé la classe ouvrière vers CHP et vers le « bleu » d'Ecevit. »¹⁸⁰

Contre cette critique, il se trouvait des gens qui considéraient ce choix comme une voie obligé et nécessaire, dans les conditions du jour et sur une scène politique ou une force politique comme TIP n'existait pas. La politisation du mouvement syndical et de s'étendre parmi les masses populaires en étaient des résultats positives de ce choix. Par conséquent, les mouvements de déblayages, d'un coté politisait DİSK mais de l'autre coté, il la rendait déliée et causait une liquidation au sein de DİSK et tout à la fin, causerait la social-démocratisation de la confédération. Mais il faut certainement noter que la période de la 5^e Conseil Générale avait gagné une vitesse au mouvement syndical et que le syndicalisme de classe ou le syndicalisme de masse était discuté pour la première fois. La Revue de DİSK, qui était publié lors de la période de la 5^e Conseil Générale, fur aussi un instrument effectif pour la connaissance du syndicalisme de masse et de classe. La revue qui débuta avec des articles sur les principes du syndicalisme, on affirmait que DİSK était une organisation de masse et une association démocratique et on notait ses différences des partis politiques grâce a sa structure qui comprenait tous les classes laborieuses quelque soit ses choix politiques ou idéologiques. On disait que DİSK ne limitait jamais sa lutte avec la lutte économique et qu'il était toujours intéressé par les problèmes mondiaux et nationaux. Dans l'article ou on se referait a la démocratie au

¹⁸⁰ Haluk Yurtsever, *ibid.*, p.220-221

sein des syndicats, on défendait l'indépendance de DISK auprès des partis politiques.¹⁸¹

b. L'évolution de l'idée d'un Front démocratique au sein de DISK et la réponse de CHP

La période entre les années 1975-1977 avait apporté une croissance véritable pour DISK. Selon la résolution de la 5^e Conseil General, nommé « La Collaboration des Forces Démocratiques et Progressistes Contre le Fascisme, le numéro 33 », DISK s'est vite engagé aux actions. Tout d'abord, DISK a fait un appel à toutes organisations progressistes, démocratiques et nationales. Les premières actions de la période à se souvenir, sont les manifestations de 1^{er} Mai et La Resistance contre les DGM (*Devlet Güvenlik Mahkemeleri/ Les Courts de Sécurité Nationale*). A coté de ces actions, DISK commence à organiser des meetings selon ladite résolution, nommés « Les Meetings de Lutte Pour les Droits et Libertés Démocratiques ». Le premier, organisé au mois de Septembre de l'an 1975, Kemal Türkler et İbrahim Güzelce avaient pris la parole. L'accentuation de Türkler était sur l'alliance anti-impérialiste et antifasciste des forces progressistes contre les réactionnaires. « La paix, l'indépendance, la démocratie et le progrès social » furent les notions les plus marquants dans le discours de Türkler ; des notions qui démontrait que DISK s'était engagé a une lutte sur la ligne de stratégie de front. Car, plus clairement, le terme « progrès social » était l'une des notions utilisées par, plutôt TKP.¹⁸² Ce meeting avait eu lieu à Izmir, et c'était le premier meeting de démocratie organisé par DISK. Le point important des discours prononcés lors du meeting, c'était le fait que DISK se positionnait à coté de CHP. On affirmait que tout acte contre DISK, serait aussi considéré comme un acte contre CHP.¹⁸³ Le discours d'Ibrahim Güzelce, le montrait très clairement: la notion du progrès sociale, de paix sociale, la demande de l'extension des libertés démocratiques et l'alliance des forces progressistes étaient mentionnés par Güzelce, aussi dans le meeting qui a eu lieu à İstanbul, le mois d'après. DISK qui analysait les meetings, déclarait que « *l'appel de DISK pour*

¹⁸¹ *Yaşamın DİSK*, ... pp.20-27

¹⁸² Rasim Öz (ed), *Kemal Türkler Kürsüde*, t1, İstanbul :KETEVEV,2003, pp.93-99

¹⁸³ *Yaşamın DİSK*, ... p.175

*l'alliance des forces démocratiques était adopté par les classes laborieuses et qu'il continuait à s'étendre parmi les masses. »*¹⁸⁴

Dans la période du pouvoir du Front Nationaliste, la lutte dans les rues continuait et on vivait dans les conditions similaires à la guerre civile. L'attitude DISK envers ces conflits, était de détruire le pouvoir du Front Nationaliste, mentionné comme le devoir urgent des forces progressistes. DISK déclarait ses tâches urgentes dans un manifeste publié au sujet des élections de 12 Octobre : *« Mettre la fin aux actions fascistes des milieux capitalistes monopolistes et compradores, et les pousser en arrière, est de notre devoir urgent. Notre chemin pour arriver à ce but est de détruire le pouvoir du Front Nationaliste par les voies démocratiques, de ne pas donner nos votes à ces capitalistes et de ne pas les rendre le pouvoir politique. L'évolution de la lutte sociale (...) met les évolutions démocratiques qui veulent instaurer un pouvoir populiste sur la scène. »* Donc, dans les élections de 12 Octobre, on déclarait l'appui à CHP avec les phrases suivantes : *« (...) La meilleure des solutions est de voter pour CHP qui se trouve à une situation proche de démocratisation. Pour la réalisation des développements sociopolitiques et économiques urgents que nous avons mentionnés antérieurement et pour la constitution d'un pouvoir démocratique, DISK vous conseille de voter pour CHP. »*¹⁸⁵

De l'autre côté, Ecevit et CHP continuaient à s'organiser pour les actions collectives des forces progressistes. Une déclaration d'Ecevit, à compagnie de Türkler, au mois de Novembre de 1975, vérifie leur tendance à marcher ensemble. Selon ladite déclaration, Ecevit rendait visite à des diverses associations et cherchait la voie d'un consensus. Ecevit raconte ses visites et ses entrevues avec TÜRK-İŞ avec les phrases suivantes :

« Dans notre entrevue, j'ai mentionné mes idées et celles de CHP au sujet de la volonté de CHP à entreprendre des relations avec le mouvement ouvrier démocratique et mes appréciations au sujet du poids des ouvriers sur la politique qui

¹⁸⁴ DİSK Ajansı no 975/86, in **Yaşasın DİSK**,... p.36

¹⁸⁵ DİSK Ajansı no:975/90, in **Yaşasın DİSK**, pp.180-181

doit se sentir de plus en plus sur la scène politique. J'ai vu que l'on se trouvait au même point. »

Kemal Türkler aussi, avait la même accentuation dans sa déclaration de presse : *« Il est claire que nous accepterons toute proposition pour sauvegarder le régime démocratique de la part de chaque personne qui se déclare fidele aux libertés et aux droits démocratiques, ayant des idées antifascistes. D'ailleurs, c'est décidé par la résolution du congrès de DISK. Alors, DISK est toujours prêt à se collaborer avec toute personne qui a la volonté de sauver le régime démocratique. »*¹⁸⁶

À la première moitié de l'année 1976, DISK a fait un appel de solidarité à toutes les organisations démocratiques, y compris TÜRK-İŞ. La manifestation de 1^e Mai en était l'une des actions les plus importants à s'engager sur cette ligne. Par conséquent, il existait des discussions violentes au sein de DISK. Principalement, le sujet de critique c'était les relations avec CHP. L'administration de DISK était de plus en plus critiqué d'avoir mené DISK dans une voie de réformisme. De l'autre coté, les critiques adressés aux dirigeants est d'avoir limité la lutte menée au sein de DISK à *« une lutte pour borner l'exploitation »*.¹⁸⁷

Sans le nommer, une autre incidence de l'idée de la constitution d'un front démocratique, se montrait dans les actions menées par DISK lors de la résistance contre les DGM ; ces actions qui se confortaient avec la ligne du syndicalisme politique de masse. DISK qui s'était engagé pour organiser un mouvement de résistance contre la construction de DGM, faisait appel à CHP aussi. *« Il va de soi qu'un coup porté à DISK serait le coup porté à CHP, et réciproquement, le coup porté aux organisations ouvriers et aux associations démocratiques, aurait des effets sur ces deux. »*¹⁸⁸ CHP a une place importante dans cet appel de résistance. Il faut citer la déclaration de presse de Mehmet Karaca pour la revue nommé Politika. Et il faut aussi noter que la campagne de « Deuil » mené par DISK était plutôt les organes de CHP.

¹⁸⁶ Rasim Öz, *ibid.*, pp.113-114

¹⁸⁷ **DİSK Dergisi**, no. 20, p.4-5

¹⁸⁸ DİSK Ajansı No:976/129, in **Yaşamın DİSK**, pp.198-200

c. L'appuie de DISK à CHP pendant les élections de 1977 : Modèle Engagé

Les discussions autour d'une alliance ou d'une collaboration entre CHP et DISK étaient actuelles durant les élections de 1977 aussi. La résolution concernant la déclaration de soutien à CHP s'était réalisé dans un cadre différent par rapport aux autres périodes d'élection, car elle était en relation avec la résolution numéro 33 du Conseil Général de DISK. Comme dans le cas des élections partielles, dans les élections nationales aussi, DISK faisait appel à tous les forces démocrates à donner leurs appuie à CHP, qui représentait selon eux, l'unique puissance possible de monter au pouvoir.

Ce qui différenciat la déclaration du Conseil Général et du Conseil des Présidents de DISK pour les élections de 1977, c'était le contenu de la déclaration dans la quelle on donnait un ordre aux organes de DISK pour former des commissions qui surveilleront les sections de vote.¹⁸⁹ On avait déjà parlé des déclarations d'appuie à CHP pour les élections mais on avait noté que DISK ne s'était jamais mis en action. Par conséquent le renforcement de l'idée de l'alliance des forces démocratiques avait engendré pour ces élections, des pratiques biens différents.

On avait aussi déclaré le 16 Avril 1977, les attendues et les conséquences de cette résolution. Selon cette résolution, DISK, dans les conditions du jour, continuait sa lutte « *de borner l'exploitation sur la voie de l'abolition de l'exploitation* », en portant accent sur l'unité de la lutte économique et de la lutte politique et sur la nécessité d'élargir le champ des libertés et droits démocratiques.¹⁹⁰ A ce point-là, on peut constater que les relations entre DISK et CHP étaient en réalité conjoncturels, et selon DISK cette relation se réalisait pour pouvoir élargir le champ des libertés et limiter d'une manière l'exploitation des ouvriers.

Le point important dans l'attendue de la résolution, c'est que, différemment des autres résolutions d'aparavant, DISK essaie de se définir sa place, par rapport à la

¹⁸⁹ DISK Ajansı No:977/27, in **Yaşamın DİSK**,p.211

¹⁹⁰ DISK Ajansı No:977/56, in **Yaşamın DİSK**, pp.212-217

place dont occupe CHP dans la vie politique. Le poids de cette intention de cette « redéfinition », peut provenir des réactions au sein de DISK. La résolution déclarait la situation de DISK avec les phrases suivantes :

« DISK décide de ses comportements dans l'indépendance organisationnel ; dans le cadre ;

a) de ses propres décisions,

b) sous contrôle de sa propre base et ses propres organes, sous la direction du Conseil Général.

c) avec la décision collective de ses organes élus

d) sans aucune orientation ou influence extérieure

*e) sans aucune concession au sujet de sa lutte de syndicalisme démocratique de classe et de masse qui s'instaure sur la lutte de socialisme, de progrès sociale, de paix, de démocratie et d'indépendance qui marche sur la voie de la science révolutionnaire de la classe ouvrière. »*¹⁹¹

Ces phrases qui portent l'accent sur l'indépendance organisationnelle faisaient aussi référence à la démocratie syndicale et au fond, était une action de « défense » contre les critiques qui s'élevaient aux organes de DISK envers les dirigeants. DISK, parlait non seulement de porter appui à CHP à cause de la possibilité de monter au pouvoir mais parlait aussi de l'existence des données concrètes. *« Le Congrès de CHP qui eu lieu en 1976, se cristallise avec les demandes sociales et démocratiques qu'il a adopté dans son programme. »*¹⁹²

Quelques unes de ces demandes collectives que CHP avait donné lieu dans son programme étaient, la liberté d'expression, de croyance et d'organisation ; le droit de referendum syndical, l'interdiction de lock-out, droit de grève, de syndicalisation et de négociation collective pour tous les ouvriers et les employés, assurance de chômage, égalité de salaires et des droits pour les ouvrières, suffrage pour tous les citoyens des son 18 ans, assurance sociale de tous les travailleurs, un système de taxes avantageux pour tous les classes laborieuses, l'autonomie de TRT, l'abolition des réglementations qui facilitent l'existence des DGM, la démocratisation de la loi qui régule l'état de siège, abolition des lois qui empêchent l'expression et la pratique

¹⁹¹ Yaşamın DİSK...p.213

¹⁹² Yaşamın DİSK, p.214

des droits ouvriers constitutionnels, etc. Toutes ces demandes, étaient en faite des demandes qui dépassait les limites des demandes économiques et ils étaient les demandes d'actualité.

A part ces demandes, pour l'indépendance nationale, la délivrance sociale, le progrès, le besoin d'un gouvernement pour la réalisation de la paix mondiale juste et assidue, DISK appelait les citoyens à voter pour CHP, contre Le Front Nationaliste (MC), cet appel fut adressé a TÜRK-İŞ aussi.

Il ne faut pas passer sans se souvenir d'un discours de Türkler avant les élections : *« Le jour, c'est le jour de former une alliance des forces et la collaboration des actions des organisations démocratiques, restant indifférent aux différences politiques et idéologiques entre eux. »*¹⁹³, qui faisait une différenciation de ligne entre CHP et DISK. Devant le problème de gouvernement de l'après les élections, Türkler affirmait qu'ils seraient à coté de CHP sur son marche vers la démocratisation de la vie politique mais qu'ils critiqueraient toutes actions de CHP contre cette ligne. Les points de différences entre DISK et CHP étaient soulignés et il affirmait qu'ils n'avaient aucune relation organique avec CHP :

*« DISK ne s'est jamais mêlé des affaires internes d'aucun parti politique. Nous n'avons jamais commis des actes qui seront dommageables à leurs unités organisationnelles. Nous n'avons jamais essayé d'inculquer nos opinions et nos points de vue à aucun d'entre eux. Nous n'avons jamais eu l'intention d'être incorporé par un parti. (...) Nous n'avons jamais inculqué nos slogans à d'autres associations et n'avons jamais permis qu'ils nous inculquent ses slogans. (...) Nous sommes décidés de marcher sur notre propre chemin de syndicalisme de classes sans aucune concession et de défendre nos propres principes et notre indépendance organisationnelle. »*¹⁹⁴

Il est possible de voir non seulement une tentative pour définir la situation de DISK envers CHP mais aussi une réponse aux critiques adressées aux dirigeants de DISK au sujet de ses relations avec les partis politiques. Dans les jours suivants, où

¹⁹³ Yaşamın DİSK, p.221

¹⁹⁴ Yaşamın DİSK, p.223

on insistait sur l'indépendance de DISK des partis politiques, les discours qui évoquaient l'influence de certaines tendances politiques au sein de DISK se montrèrent l'une après l'autre. Par conséquent, le problème principale était l'existence d'une réaction contre l'autorité, provenant de l'incohérence entre l'autorité de DISK et les fractions au sein des syndicats, qui s'est mis au jour hardiment avec des faits comme le refus d'adhésion de certains syndicats au DISK mais l'acceptation de *Genel-İş*, connu avec sa tendance social-démocrate. Les défauts dans la pratique de la démocratie syndicale et le mécontentement créé par ce défaut allaient ouvrir la voie d'une nouvelle administration pour DISK.

Les périodes des élections où on peut analyser d'une manière plus claire les relations DISK-CHP, la position des parties nous offre un domaine d'analyse assez efficace pour pouvoir comprendre les relations syndicats-partis. CHP qui portait accent sur l'Etat sociale et la démocratie, gagnait l'appuie des masses populaires. Le pouvoir auquel il s'opposait était le gouvernement du Front Nationaliste et le pays était presque dans une guerre civile. Les notions de « progrès » et de « démocratie » allaient au cœur du peuple qui s'accablait sous la pression de la crise économique et sociale. D'ailleurs CHP ne prononçait pas des termes comme la révolution, le socialisme et faisait la propagande de l'extension des champs des libertés démocratiques, et un reforme agraire qui agaçait les paysans, qui constituaient une masse bien importante.

Au sein de la gauche socialiste, le mouvement ouvrier et DISK se fortifiaient de jour en jour mais la multiplication des théories et des fractionnements préparaient une condition sociale où il n'était plus possible de s'unir sur la base unique socialiste. La thèse qui pesait plus lourd et qui unissait plus d'adhérent, c'était la voie de la révolution nationale démocratique qui se formulait sous un « front » des masses populaires. DISK jouait le rôle d'une plateforme sur laquelle toutes ces discussions avaient eu lieu. Mais on sentait plutôt le poids de TKP et de plus en plus des syndicats proches de CHP s'orientaient vers DISK. Cette situation fortifiait d'un côté les bases du syndicalisme de masse mais alors de l'autre côté, le changement en quantité et l'augmentation du poids des sociale-démocrates de cette manière, changeait aussi le caractère de la confédération. DISK était peut être plus massive qu'auparavant mais l'équilibre dans son corps avait changé de direction. D'ailleurs

dans la période qui a passé sous l'influence de TKP, ils avaient eu beaucoup plus déblayages par rapport au période suivant qui serait la période des sociale-démocrates.

Selon DISK qui avait fait l'appel au syndicalisme de classe, il était normal qu'il fasse des alliances avec les forces qu'il prévoit utile au syndicalisme de classe. Par conséquent, il n'est pas question d'une alliance absolue ni d'une relation de dépendance. Au moins, DISK essayait de ne pas devenir dépendant : au moins en apparence. L'accentuation continue sur la notion d'indépendance venait de cela. Mais ce qu'il faut noter ici, c'est l'existence et l'influence de TKP. Donc il faut d'abord analyser les relations de DISK avec TKP et reformuler les analyses sur ses relations avec CHP. DISK était, avec ses experts, sa structure d'organisation etc. sur la ligne de TKP. Il était dirigé par les syndicalistes qui sont des adhérents de TKP. Donc, il est possible de parler d'une relation organique. Et la politique d'apport de soutien à CHP, est aussi la politique mené par TKP. Alors on doit parler d'une relation à trois pôles. On constate une relation bénévole et parfois organique entre DISK et TKP alors une relation inorganique avec CHP, cette relation étant instaurée par TKP.

d. Les Forums de la Gauche Démocratique, Le secteur public et DISK

Nous avons déjà mentionné le poids des organisations des jeunes au sein de CHP dans les années 1970s. Le mouvement de la gauche du centre fort soutenu par la jeunesse, était interprété d'une manière à le donner un sens anti-impérialiste et anticapitaliste. Les relations directes avec les organisations de masses étaient aussi menées d'une manière plus active, par ces organisations de jeunesse. Les Forums De Gauche Démocratique ont été aussi organisés par ces jeunes, adressés plutôt aux adhérents de CHP mais formé d'une structure ouverte aux autres participants, ou on discutait des problèmes concernant la politique nationale et internationale.

Le premier forum avait eu lieu en 1970 et avait duré 3 jours. Le concept de la « gauche démocratique » était plutôt formulé durant ce forum et il avait eu des effets sur sa formulation dans le statut de CHP accepté en 1974.

Dans le deuxième forum qui était organisé en 1974, on avait mené des discussions autour du concept de la gauche démocratique mais les participants avaient aussi présenté des communiqués sur les sujets comme les relations de CHP avec les associations, les organisations démocratiques etc. Dans le communiqué de M. Yusuf Akıncı, titré « Les Syndicats et La Gauche Démocratique » on interrogeait le rôle des syndicats pour la constitution d'un gouvernement populaire indépendant. On soulignait que les syndicats ne devaient pas seulement s'intéresser des problèmes économiques mais aussi des problèmes concernant le pouvoir politique, tout en gardant l'équilibre des forces. Akıncı qui exprimait la volonté de la structuration d'un ordre des classes en équilibre, ajoutait que cela n'était possible que par les syndicats révolutionnaires, fondés sur les volontés indépendants des ouvriers. On critiquait aussi l'attitude de TÜRK-İŞ à adopter un syndicalisme supra-partite et proche du gouvernement. Ajoutant que le système dont CHP rêvait ne pourrait être instauré qu'avec l'initiative des vrais syndicats ouvriers, Akıncı parlait donc de la participation des ouvriers et des syndicats à l'exercice du pouvoir politique.¹⁹⁵

Le problème d'autogestion énoncé dans le discours d'Akıncı a été repris par d'autres communiqués aussi. Le point important était que dans ces communiqués, les participants offraient des propositions concrètes et des schèmes pour la résolution du problème.¹⁹⁶

La citation suivante résume en faite la politique ouvrière de CHP et son regard envers les syndicats : « *CHP doit absolument se mettre en relation directe avec les syndicats et doit baser ces relations sur un modèle de partisanerie ou pèsera lourd le parti ; car CHP doit au niveau sociale s'approprier des ouvriers qui constituent la partie le plus organisé du peuple.* »¹⁹⁷

La notion de secteur public développé en relation avec le principe d'autogestion, a été aussi soutenue et apprécié par les syndicats. Le secteur public serait un élément d'équilibre entre les secteurs privés et étatiques. Cette institution

¹⁹⁵ Yusuf Akıncı , "Sendikalar ve Demokratik Sol", in **Demokratik Sol Düşünce Forumu**, Ankara: CHP Gençlik Kolları, 1974, pp.201-210

¹⁹⁶ Dr. Alev Coşkun, "İşçinin yönetime katılması, öz yönetim", in **Demokratik Sol Düşünce Forumu**...pp .256-309,

¹⁹⁷ **Demokratik Sol Düşünce Forumu**...p.356

était d'une façon, une réinterprétation de la notion du « populisme ». ¹⁹⁸ Il constituait l'élément principal du programme de « balance » de CHP, car il serait fondé sur la collaboration. L'Etat aurait le rôle de modérateur et le secteur public, construit sur la volonté du peuple, embrasserait toutes les classes laborieuses. Le secteur public offrait une organisation économique basé sur la collaboration et qui permettait au secteur public a avoir la parole dans la gestion de l'économie.

DISK avait déclaré son soutien au Secteur Public. Kemal Türkler avait des appréciations sur le sujet en 1974 :

« Un gouvernement que l'on avait soutenu avec nos votes est maintenant au pouvoir. La classe des capitalistes et ses représentants politiques commettent des enjeux pour pouvoir lui porter un coup. Face à cette situation, il ne nous suffit pas de faire monter un parti au pouvoir. Il faut absolument soutenir son programme pour qu'il puisse l'appliquer. Le corps de leur programme est basé sur le Secteur Public. Mais les capitalistes et leurs représentants politiques sont contre ce système. Alors, la tache urgente de DISK et des syndicats affiliés, est de soutenir la construction du secteur public. Est-ce la tache des syndicats de TÜRK-İŞ qui se situent à coté des capitalistes ? Non ! Alors, la tache aux syndicats de DISK. (...) Il nous faut refondre nos sources financières. Nous sommes au point de commencer à des tentatives de la construction du secteur public, favorable pour les masses populaires et pour nos adhérents avec les fonds des syndicats. Nous allons fonder des entreprises pour pouvoir généraliser la division du travail. On est, des maintenant, dans une nouvelle ère où l'on devra se situer dans le secteur public avec toutes nos possibilités financières. » ¹⁹⁹

Pour la réalisation du secteur public, DISK et TÜRK-İŞ ont souscrit à engager 20 millions de lire au secteur public, parmi les autres participants du projet. Mais après la chute d'Ecevit, le projet fut annulé. ²⁰⁰

¹⁹⁸ Gülsüm Tütüncü Esmer, **Türk Siyasal Yaşamında Ortanın Solu**, Antalya :Yendien Müdafai Hukuk, 2006, p. 166

¹⁹⁹ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p.202

²⁰⁰ DİSK Dergisi, no.14-15, 1974, p. 21, in Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.**, p.203

e. La politique pro-CHP fractionne le corps organisationnel de DISK

La déclaration de la politique de la stratégie du « front » pro-CHP et pro-TKP sous le titre du « Front Démocratique National /UDC » avait causé des discussions violents au sein de DISK. Kemal Türkler, à son retour de Moscou, le 28 Juillet 1977, avait fait un appel à un front national démocratique. En résumé, il déclarait que la tâche urgente de la classe ouvrière était de s'opposer au gouvernement du 2^e Front Nationaliste et contre ce front fasciste il disait que : « *Pour mettre à bas le 2^e gouvernement du Front Nationaliste, toutes associations et organisations au sein ou en dehors du parlement qui sont pour l'indépendance nationale, la démocratie, la paix et le progrès sociale doivent s'allier en un Front Nationale Démocratique et doivent le fortifier. CHP qui se trouve à coté des forces démocratiques doit nécessairement remplir ses devoirs et ses taches parmi ce front démocratique.* »²⁰¹

Cette déclaration était le premier à être sous le titre d'un Front Nationale Démocratique. Kemal Türkler répétait son appel au 22^e Congrès de *Maden İş* et mettait au jour les principes de ce front. Selon lui, le but final du front était de mettre à bas le gouvernement fasciste et de commettre des actions massives pour arriver à ce but. Le deuxième étant l'instauration d'un gouvernement démocratique et l'élargissement du champ des libertés.²⁰² Ce qui attire l'attention dans le discours de Türkler, c'est le contenu idéologique du Front National Démocratique. Il affirmait que le front devait embrasser toutes les forces démocratiques mais notait que les organisations ne devaient jamais passer de ses propres lignes idéologiques. Au contraire, le front était une affaire à unifier des forces de diverses lignées idéologiques sur la même plateforme. Le Front National Démocratique, selon Türkler, n'était pas un front de « défense » mais de « lutte ». Il notait que ceux qui prenaient leurs places derrière ce front, se rapprocheraient du peuple et qu'ils allaient s'intégrer avec les masses populaires. Il soulignait encore le problème de dépendance et d'indépendance :

« Le concept de ce 'National' embrasse toutes les forces anti-impérialistes dans notre pays. La conception de l'indépendance nationale des organisations

²⁰¹ Rasim Öz (ed), *ibid.*, pp.312-313

²⁰² *Yaşamın DİSK*, pp.233-234

*peuvent être différentes. Le concept de 'démocratie' embrasse alors chaque personne qui est à côté de la démocratie. Le concept de 'front' signifie alors l'alliance des forces nationales et démocratiques en gardant leurs propres indépendances organisationnelles et idéologiques, contre les forces qui sont contre l'indépendance nationale et la démocratie. »*²⁰³

Türkler donnait peu d'importance à l'attitude qu'allait prendre CHP envers ce front. Il affirmait en fait que même s'ils se trouvent ou non derrière ce Front, toutes les forces démocratiques seraient soutenues par cette alliance, et ajoutait qu'ils présument CHP comme l'élément le plus proche de cette alliance au sein du parlement. Comme il est mentionné, les relations DISK-CHP étaient définies par la résolution du 5^e Conseil Général. Türkler disait que DISK était une organisation syndicale et ne pouvait jamais être une organisation purement politique, et que CHP était défini par DISK comme un parti de masse, antifasciste dans le spectre des partis politiques. *« D'autant plus que CHP continuera à être un parti progressiste, antifasciste et démocratique, DISK sera toujours dans les relations solidaires avec ce parti. DISK a toujours donné de l'importance à la continuation de ces relations, dans le cadre de respect réciproque pour les lignes idéologiques et politiques des deux parties. »*²⁰⁴

Ce qui différencie Le Front National Démocratique de ses semblants était la volonté d'instauration d'une base d'action collective à long-terme. On déclarait que l'on devait porter la lutte jusqu'à la lutte pour le socialisme. De ce point là, les relations avec les partis politiques gagnaient plus d'importance. Selon les adhérents du front, CHP qui représentait les masses petite-bourgeoises devait prendre sa place parmi les adhérents de ce Front.

*« Il ne faut pas seulement considérer Le Front National Démocratique comme un instrument contre le gouvernement de la Front Nationaliste et le fascisme mais aussi comme une coalition d'opposition des forces démocratiques qui veulent achever à leur pouvoir démocratique, et cela augmente l'importance de l'existence de CHP dans cette alliance. »*²⁰⁵

²⁰³ Yaşamın DİSK, p.235

²⁰⁴ Yaşamın DİSK, p.236

²⁰⁵ Rasim Öz (ed), *ibid.*, p.332

Pour l'organisation du front, le journal *Politika* fut un moyen effectif, à côté des contributions de la part des journaux et revues des syndicats, des meetings et des comités d'organisation dont on déclarait leurs importance à chaque occasion.

Le fait que cette appel à un front ait causé à des discussions, cela provenait de l'adoption de cette stratégie par TKP, bien auparavant cette déclaration et du balayage que l'on vivait au sein de DISK. Des critiques adressées au Maoïstes étaient déjà un sujet de débat et la première réaction contre l'adoption de la stratégie de front est venue des Maoïstes. Certaines organisations ou les dirigeants qui n'étaient pas pro-TKP mais qui avaient déclaré leur soutien au front, se sont retirés de cette alliance dès l'apparition des discussions.

L'appel n'était non plus adopté au sein de CHP. CHP qui voyait en Turquie l'apparition des conditions qui pouvaient mener jusqu'à la guerre civile ne voulait guère se trouver dans un cadre de polarisation sociale et politique. Le Front ne semblait pas lui apporter des votes. Selon CHP, les discussions continuaient sur une base ambiguë et il n'était pas postulant de se positionner dans cette coalition.²⁰⁶ D'ailleurs le gouvernement du 2e Front Nationaliste avait des problèmes et CHP voyait son pouvoir proche. Il ne voulait guère écrire son nom sous une politique qui se manifestait au nom de TKP.

Les discussions menées autour du Front Démocratique se sont enflammés après l'assemblée du Conseil des Présidents de DISK à Gönen. Kemal Türkler, au mois de Septembre, le 1977, dans son discours, déclarait que le Conseil avait pris la décision de l'adoption du Front Démocratique mais au même moment une autre déclaration parlait de la seule résolution qui était au sujet de l'admission d'Oleyis à la confédération et que l'on n'avait rien décidé au sujet du front démocratique.²⁰⁷

La déclaration de Türkler et l'appel au Front Démocratique sans obtenir l'accord du Conseil, a causé une division au sein de DISK. La Comité d'Exécution s'assembla le 30 Septembre 1977 et 7 experts affiliés à TKP ont été destitués. Parmi

²⁰⁶ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p.381

²⁰⁷ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p.403

ces 7 experts, se trouvait Hüsnü Dilli, Gün Bulut et Sıtkı Coşkun. Les destitutions ont donné lieu à d'autres conflits mais Kemal Türkler n'a pas fait de pas en arrière de son déclaration. DISK allait au 6^e Congrès Général dans ce contexte conflictuel, où Abdullah Baştürk serait élu le nouveau Président Général de DISK. On peut constater que pendant cette période de changement, TKP fut exclu de l'administration de DISK et que Baştürk, avec son discours plus englobant a gagné du poids dans les organes de la confédération. TKP n'était plus actif et les forces qui se situaient hors de la ligne de TKP mais qui existaient au sein de DISK entre les années 1975 et 1977, se sont mises à chercher une nouvelle base de conciliation entre eux et avec l'administration. Beaucoup de nouvelles décisions sont prises sur cette nouvelle ligne de conciliation mais elles n'ont pas pu être appliquées lors de la nouvelle administration qui a duré entre 1978 et 1980. D'ailleurs les cliques critiquaient l'administration et pensaient que DISK serait de plus en plus affilié à CHP. Aral discute le sujet ainsi :

« Il existait bien sur des gens pro-TKP au sein de DISK et ils étaient plutôt des experts mais il ne le déclaraient pas autant. Leur ligne politique était en faite loin d'une appréciation d'instaurer la démocratie syndicale. Ils voulaient que la politique soit formée d'une manière proche de la ligne de TKP. Ils se sont tenus à l'écart des syndicats qui poursuivaient d'autres lignes idéologiques. Ils ne voulaient pas qu'ils puissent exprimer leurs propres idéologies. C'était une attitude antidémocratique en générale, mais aussi un reflet du syndicalisme de l'après 1946 en Turquie, propre aux syndicats fondés dans les années 50, et de plutôt le syndicalisme de TÜRK-İŞ. Kemal Türkler était un personnage qui venait de cette tradition syndicale. Kemal Türkler était bien sur un personnage qui avait beaucoup de qualités exceptionnelles, un homme extraordinaire. Bien que lui et DISK aient adopté le principe de démocratie syndicale, le droit à l'expression de la base sur l'administration, il n'était pas vraiment proche de la démocratie syndicale. Ce n'est pas une attitude propre à Türkler, c'est une attitude propre à sa génération syndicale. Donc, quand les discussions ont commencé autour du problème du Front Démocratique et quand les fractionnements se sont mises au jour, bien que cette orientation soit déjà présente grâce à TKP, les balayages, les exclusions des syndicats pro-TİP, tous ces-la ont causé une division. A la suite de cette attitude antidémocratique au sein de DISK, le Front Démocratique fut la cause principale de la division. Dans le 6^e

congrès, M. Baştürk fut élu président général et la structure a totalement changé. L'évolution de Baştürk était aussi bien différente. Genel-İş adhéra au DISK bien avant ces divisions. Ils avaient plus de 100.000 adhérents et c'était une puissance extrême pour DISK. Oleyis aussi avait 20 ou 30.000 adhérents. Avec l'admission de ces deux syndicats, DISK a multiplié à deux son nombre de membres. Avec la puissance que ces deux avaient apportée au DISK, la politique de TKP qu'il menait depuis un certain temps a commencé à être exprimé explicitement. L'idée du Front Démocratique s'est mise au jour de cette façon. »²⁰⁸

C. La montée des sociale-démocrates au sein de DİSK

a. Le Gouvernement de CHP en 1978 et DİSK

Pour la Turquie et aussi pour CHP, les années 1978-1980 qui incluent la période du 6^e Conseil Général de DISK, c'était une période de crise et de changement régnée par le chaos. La situation de DİSK était ainsi : La nouvelle administration de DİSK était une constitution formée en majorité de nouvelles adhérentes du DİSK venus du TÜRK-İŞ. C'était une coalition des adhérents du CHP et des socialistes. Les fractionnements et de nouveaux groupements parmi le mouvement socialiste avaient suscité des échos au sein de DİSK. Les changements que la gauche socialiste avait vécus, constituent un autre sujet de recherche. Mais ici, il suffit de dire que dans DİSK, on ne peut pas parler de l'existence d'une tendance politique dominante dans la période des années 78-80 pareil à la période des années 69-71, que l'on parle de l'impact de TİP et à la période des années 75-77 avec l'impact de TKP. Les critiques sont alors intensives. Quelques'un des commentaires étaient ainsi :

« Avant la démolition du Front Nationaliste dans le parlement, grâce à l'intervention des syndicats affiliés, CHP avait éliminé les révisionnistes de l'administration du DİSK et a éloigné l'idée du révisionnisme comme alternative... »

²⁰⁸ Interview avec M. Fahri Aral, 10.12.2008, Istanbul, Université Bilgi

C'était facile d'éloigner les adhérents du TKP de l'administration, parce qu'ils n'étaient pas dans l'action politique organisée parmi les masses ouvriers...Entre temps, dans DİSK les réformistes prébendiers au sein des syndicats, au cours de l'opération de l'ingérence dans DİSK dont ils se sont engagés au nom de la bourgeoisie, ont éloigné de l'administration les adhérents du TKP. Les réformistes ont essayé de réunir derrière eux et de contrôler l'opposition élargie et les grands réactions (...) contre le secrétariat de TKP dans DİSK et contre l'expurgation. Et dans une certaine mesure, ils avaient réussi grâce à leur apparence active et au-dessus des fractions. »²⁰⁹

Abdullah Baştürk, lui même était un sujet de critique. Il était ancien député de CHP, qu'on savait que dans le passé il était un adhérent du CHP. Il avait commencé à utiliser la notion du socialisme juste quand il était élu comme le président général. Il était obligé de l'utiliser. Çetin Uygur raconte:

« En faite c'était la démocratie bourgeoise et l'économie capitaliste qui étaient dominantes dans la tendance idéologique de CHP et d'Abdullah Baştürk. Mais eux aussi ils voyaient clairement qu'il fallait un changement. Donc ils mettaient l'accent sur le socialisme. L'équipe de Baştürk avait un discours qui défendait explicitement l'idée socialiste. Si on demande 'quelle est la caractéristique de cette idée socialiste?' Il s'agit d'une définition très brutale et étroite du socialisme. Il n'y avait pas un discours qui l'explorait ou qui l'expliquait. Donc je peux dire que la méthode d'Abdullah Baştürk, peut être définie comme le premier pas de l'idée du Internationale Socialiste de l'aujourd'hui en Europe. Baştürk proposait une chose très claire: c'était invalidation de l'autorité centrale. Cette idée créait une déclinaison, une relaxation. Cela commençait à être plus valide au sein de DİSK. Chez qui? Cette idée a suscité des reflets chez les dépositaires des postes de travail et chez l'administration des syndicats. Les travaux d'organisation ont accéléré et devenus plus répandus avec la fin de l'utilisation d'une manière que l'on peut exprimer avec la phrase : 'tu va faire ce que je dis, je suis le seul à être juste »²¹⁰

²⁰⁹ **Devrimci Yol çizgisindeki İşçilerin Sesi**, no1, 28 Mars 1979

²¹⁰ Interview avec Çetin Uygur, Aout 2008, Istanbul, Kadıköy, KKKM

Pendant le Sixième Assemblée Générale, du point de vue numérique, le plus grand syndicat était Genel-İş. Mais on peut dire qu'à cause de la section de travail, ils n'étaient pas aussi conscients et aussi combatifs que Maden-İş. Ils étaient adhérents à DİSK qu'en 1976 et jusqu'à ce jour ils se situaient dans la tradition de TÜRK-İŞ et ils ne connaissaient pas vraiment les équilibres et la tradition de DİSK. Malgré la réputation de Baştürk par son adhésion à CHP, la situation de la relation entre DİSK et CHP était différente des périodes passées. Yıldırım Koç commente les relations de CHP-DİSK de cette période:

« Abdullah Baştük était le président général de DİSK, mais pour lui, il était difficile de trouver un expert qui connaissait bien le jargon socialiste et à qui il pouvait se confier. Dans ses premiers jours à titre de président, CHP était venu au pouvoir. Mais quand CHP a refusé les demandes de Baştürk, formulées pour se faire respecter dans DİSK, les relations de Baştürk et CHP étaient devenues déperîtes. Cette situation l'a affaibli de plus et il est devenu radical sans avoir d'appui de base. DİSK a commencé à vivre des échecs à cause des tentatives d'actions d'un comité d'exécution qui n'avait pas de base puissante et qui se radicalisait de plus en plus. »²¹¹

Baştürk devait soutenir la tradition de DİSK et même s'il n'était pas un socialiste, il devait accentuer le socialisme dans ses discours. La base et les groupes politiques savaient clairement pourquoi Baştürk agissait de cette manière et ils pensaient qu'il n'avait pas un point de vue rigide et qu'il cherchait une voie intermédiaire. Mais M. Koç déclare que les syndicalistes pro-CHP et le parti étaient mécontents de ce discours et que ce discours avait des effets négatifs sur les relations entre CHP, le nouveau venu au pouvoir et DİSK. M. Koç affirme que CHP essayait d'améliorer ses relations avec TÜRK-İŞ.²¹² On pourrait penser que la relation entre DİSK et CHP qui était en train de se développer, pourrait s'améliorer dans la période de Baştürk connu comme un adhérent du CHP, mais la pratique fut différente. Nous avons déjà parlé des causes possibles de cette situation. Mais surtout nous devons analyser la position occupée par CHP dans la Turquie de 1978 pour pouvoir aborder le sujet.

²¹¹ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p 441

²¹² Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p.452

Les années 1977-1978 furent les années de tournant pour CHP aussi. Le gouvernement de 2^e Front Nationaliste se trouvait face à une crise économique, politique et sociale. Il était déficient d'appliquer les prescriptions de FMI. A côté des réactions des circonférences des entreprises et de l'opposition sociale, il y'avait aussi les tensions dans la coalition. Le succès de CHP qu'il avait eu lors des élections municipales, avait créé une turbulence au sein du Parti de Justice (AP). Les 11 députés démissionnés d'AP avaient collaboré avec Ecevit et étaient parvenus à un accord. Le 17 Janvier 1978, CHP a constitué le gouvernement formé de CHP et des indépendants, au lieu de l'ancien gouvernement aboli par l'interpellation. Parmi les 11 indépendants, 10 sont devenus des ministres. Ecevit trouvait convenable de faire un consensus avec FMI et l'endettement contre la crise et la pénurie. Il devait contrôler la violence sociale parce que les rues étaient vraiment confuses. Ce qu'on attendait de CHP, était de contrôler la violence par des méthodes démocratiques. L'application du programme du changement d'ordre, présenté comme la base du programme de CHP, ne semblait pas possible à appliquer lors de ce gouvernement. CHP voyait clairement cette situation. Il espérait qu'il obtiendrait le vrai pouvoir aux élections de 1981.²¹³

L'économie politique du gouvernement d'Ecevit se basait sur la tâche de diminuer les effets négatifs de la crise économique et sociale. A cause de cela, il devait appliquer une politique économique dont les conséquences seraient l'inflation, la baisse des salaires réels, la baisse du revenu agricole, la pénurie et le marché noir. Le gouvernement de crise était laissé dans les mains d'Ecevit. CHP le social-démocrate devait s'arranger des conditions les plus dures. CHP était tant enclin au pouvoir, qu'il avait laissé de coté le programme économique qui lui avait gagné tant de vote et il avait commencé à suivre une politique capitaliste qui n'avait aucun rapport avec le programme social qu'il défendait depuis des années. Le sujet principal et le plus ardent pour le pays était la réinstauration de la sécurité et de la paix. CHP était le seul choix pour les masses pour pouvoir trouver une voie de moyenne.

²¹³ Faruk Ataay, **12 Mart'tan 12 Eylül'e Kriz Kıskaçındaki Türk Siyaseti ve 1978-1979 CHP Hükümeti**, Ankara :DeKi, 2006,p.127

En réalité la position de CHP était pire dans la vie sociale. Dans ces années dont la crise sociale et économique était devenue de plus en plus profonde, CHP avait accepté comme l'ordre du jour, la tâche de contrôler l'opposition sociale. Faruk Ataay explique la relation entre CHP et les syndicats de ce point de vue:

« En réalité avant de constituer le gouvernement, CHP avait déjà fait un trajet importante dans la voie de contrôler les syndicats. Surtout la constitution d'un gouvernement qui prête son appui à CHP au sein DISK et la proximité désirée avec TÜRK-İŞ étaient des avantages importants pour CHP (...) Dès la présidence d'Ecevit, CHP s'était engagé à des travaux pour pouvoir élargir son impact parmi les masses laborieuses et pour arriver à ce but, il avait essayé d'instaurer des relations organiques avec les syndicats. On avait essayé de réaliser un contact avec DISK et TKP pour que ces deux puissent augmenter l'influence de CHP au sein de DISK et exclure les autres tendances socialistes du corps de la confédération. Principalement la période entre 1975 et 1977, cette alliance fut effective dans les organes de DISK. Mais avec le congrès général qui a eu lieu à la fin de l'année 1977, il a balayé TKP et tenté d'être le seul autorité dans DISK. »²¹⁴

Quand un nouveau gouvernement qui avait obtenu le soutien de DISK et de TÜRK-İŞ a commencé à appliquer ses politiques économiques, les syndicats ont commencé à les critiquer et montrer ses réactions. Les actions de DISK qui s'intitulaient « Admonition au fascisme » étaient déclarées illégales et plusieurs ajournements de grèves étaient appliqués par CHP. « Le Contrat Social » qui était le texte principal à définir les relations CHP-syndicats était déclaré en 1978, au mois de Juillet. Son contenu était limité avec les négociations collectives que TÜRK-İŞ menait dans les entreprises du secteur étatique. Cette tentative qui cherchait une voie de conciliation entre les ouvriers et les entrepreneurs, et proposait aux entrepreneurs de « laisser de côté leur appétit de profit abusif » et aux ouvriers « de laisser de côté ses demandes abusifs et extrêmes ». Le Contrat Social se confrontait à des réactions des ouvriers avec son contenu qui ouvrait la voie de contrôle des salaires.

Özcan Kesgeç, le Président Général de Sosyal-İş, affilié à DISK, critiquait hardiment le contenu du Contrat Social. Kesgeç affirmait que le contrat voulait

²¹⁴ Ataay, *ibid.*, p.173

limiter l'augmentation des salaires des ouvriers et que le gouvernement voulait charger le poids de l'inflation sur les épaules des classes laborieuses, ce qui ne pouvait jamais être accepté.²¹⁵ L'attitude générale de DISK envers ce contrat était l'opposition.

L'état de siège déclaré à la fin du 1978, a strictement brisé les relations entre DISK et CHP. L'attitude rigide de CHP envers les actions menées par DISK après le Massacre de Maraş, comme l'abolition des manifestations de 1^e Mai 1979, sont les preuves de cette rupture. La même période, la pression du gouvernement sur les syndicats sont aggravés, et on avait vu des arrestations massives lors des manifestations du 1^e Mai 1979.

Le fait que CHP n'avait pas passé au delà d'un programme droite, capitaliste et qu'il n'avait pas pu garder les relations instaurées avant sa montée au pouvoir, est exprimé par Ismail Cem : *« D'un coté des difficultés concrètes, d'être venu au pouvoir dans une période où les gouvernements de droit seront plus fonctionnelles, l'impréparation du parti et des organes du parti avaient préparé la défaite du nouveau gouvernement. De l'autre coté, l'abolition de l'embargo américaine, la conciliation avec le FMI, le fait d'avoir subvenu aux besoins de l'industrie privée et des faits qu'un gouvernement de droit pourrait très facilement parvenir, étaient pris au premier plan et cela avait détruit ses relations avec les syndicats et la gauche entière. Les ouvriers, les employés et les intellectuels qui constituaient la grande majorité de ses votants étaient donc dans la pleine humiliation. »*²¹⁶

Selon Cem qui affirmait que CHP s'était mis dans une désaccord absurde avec DISK, mais le seule action « social-démocrate » de CHP à cette période était de garder son impartialité devant les actes de violences entre les forces de gauche et de droite. Par conséquent CHP n'avait pas cherché à faire des alliances avec la gauche, qui constituait en fait son allié naturel et il avait cherché ses alliés au sein de la droite. Cette attitude ne peut s'expliquer que par les conditions du jour. Selon Cem,

²¹⁵ Yürüyüş, 1 Aout 1978, in Ataay, *ibid.*, p.179

²¹⁶ İsmail Cem, *Siyaset Yazıları 1975-1980 Türkiye'si*, Istanbul :Cem, 1980, p.284

CHP était impréparé pour l'exercice du pouvoir, il était non-planifié et il est sorti de la période avec une défaite absolue.²¹⁷

Une déclaration d'Ecevit concernant Baştürk signalait aussi l'attitude qu'allait prendre CHP face à DISK : « *Après l'expurgation de Kemal Türkler, Abdullah Baştürk a commencé à dire 'Nous sommes aussi gauchistes comme Kemal Türkler'. Donc il ne va pas demeurer en arrière ! Baştürk a de la rancune contre moi à cause des élections précédentes.* »²¹⁸ Si on fait une argumentation en partant de ces phrases, il est clair que la nouvelle administration de DISK qui devait porter l'accent sur le socialisme pour garder l'équilibre de la confédération et les demandes de CHP au pouvoir seront en conflit.

Le conflit entre Ecevit et Baştürk a aussi une autre importance. Faruk Pekin le raconte ainsi : « *La relation entre M. Baştürk et M. Ecevit est contentieuse car, d'après les paroles de Baştürk, Baştürk et Kamil Kırkoğlu se sont mis à bagarrer quand ils étaient au sein de TÜRK-İŞ. Baştürk utilise tous les occasions de Genel İş pour pouvoir mettre à bas İnönü et mettre Ecevit au pouvoir. Baştürk a un poids important dans la présidence d'Ecevit. Mais il me disait qu'Ecevit était un homme bizarre ; il échaudait ses plus proches le premier. Et d'un coup, Abdullah Baştürk est exclu ! Baştürk a été présenté candidat à Istanbul et on avait mis des noms importants devant lui pour qu'il ne puisse pas gagner. Si Baştürk était élu député de CHP, DISK ne serait pas évolué de cette façon.* »²¹⁹

b. Actions de DISK à la période de la présidence de Baştürk et les déclinations de DISK

Après la mort de 7 personnes au résultat d'une bombe à l'Université d'Istanbul le 16 Mars 1978, DISK a pris la décision de résistance. Dans une déclaration publiée au *DISK'in Sesi* (La Voix de DISK) le 18 Mars, on faisait appel aux syndicats d'aller en grève et que les mouvements fascistes continuaient malgré la chute du Front Nationaliste et indiquait que DISK allait en grève le 20 Mars. Le même jour, les 23

²¹⁷ İsmail Cem, *ibid.*, pp.280-286

²¹⁸ Cüneyt Arcayürek, *Demokrasini Sonbaharı: 1977-1978*, Ankara: Bilgi, 1985, p.408

²¹⁹ Interview avec Faruk Pekin, Septembre 2008, Istanbul, Beşiktaş

organisations démocratiques ont fait le même appel et ont soutenu l'appel de DISK.

²²⁰ Cette action est connue sous le nom de « L'action pour l'admonition du fascisme ». Bülent Ecevit était contre cette action et dans son communiqué de presse, il avait parlé ainsi :

*« Ceux qui guident la résistance active illégale et contre la Constitution, quelque soit leurs orientations idéologiques, quelques soient leurs organisations, vont affronter les conséquences de leurs actions, dans les ordres de l'Etat. Nous devons notre pouvoir au peuple qui a besoin de l'accélération du progrès dans le cadre de la justice, de paix et de démocratie. Nous n'avons rien à payer aux autres. Nous ne devons à aucune. »*²²¹

La résistance a eu du succès et plus de 600.000 travailleurs et 80% des professeurs et des maitres d'études avec 150.000 adhérents de TÖB-DER. Il y a eu des arrestations et des actes de garde à cause de la résistance. HAK-İŞ a balmé DISK de faire la preuve de la révolution et il a voulu son abolition. Ecevit et CHP ont déclaré la résistance illégale.²²² La déclaration de Baştürk était d'un ton très rigide : *« M. le Premier Ministre, ne se contente pas de la grève de 2 heures commis par les ouvriers qui le considèrent comme la résistance active. Bien sur que l'action des ouvriers ne semblera guère à celles des étudiants. Nous pouvons démontrer notre réaction de cette façon. Et c'est la façon la plus passive. Il est étonnant que M. Le Premier Ministre considère notre action comme un acte direct. Il n'est pas possible d'empêcher le fascisme en disant que l'on est contre la droite ou la gauche. C'est le plus grand complot. Il ne faut pas tomber aux lacs. »*²²³

Plusieurs associations et organisations de masse ont critiqué l'attitude de CHP et ont déclaré leur soutien pour DISK. Ce fut TÜRK-İŞ le supporteur de CHP ayant pris une position « contre l'anarchie ». L'action pour l'admonition du fascisme constitue un sujet qui mérite d'être analysé en détail, car il représente une action collective et massive des forces démocratiques, ce qui dépasse les limites de notre travail.

²²⁰ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** pp.465-466

²²¹ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p.467

²²² Cumhuriyet, 21.3.1978

²²³ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p.469

Les manifestations de 1^e Mai 1978 étaient l'un des déclinaisons importantes de DISK dans cette période. Le point qui attire l'attention est c'est le poids de TKP encore et de DEV-YOL sur la place d'un meeting organisé par DISK. Cela avait bien sur causé a des craintes pour les dirigeants de DISK. Le slogan le plus entendu du meeting était « la liberté pour TKP ». 24 parlementaires de CHP étaient aussi présents sur la place de meeting.

Il y avait des députés au sein de CHP qui voulaient réinstaurer les bonnes relations avec DISK mais l'orientation générale de CHP était de se rapprocher de TÜRK-İŞ. Le Contrat Social que l'on a déjà parlé, qui prenait en considération TÜRK-İŞ comme le représentant de la classe ouvrière Turque, avait le but de freiner DISK. Baştürk adressait des critiques au CHP à cause de son orientation vers TÜRK-İŞ qui ne l'avait pas soutenu lors des élections mais ses demandes n'ont pas eu des réponses.

*« DISK ne portait pas grand-chose à CHP. CHP voulait que DISK ne fasse pas d'accroc au parti. Donc, la cible principale de CHP fut de l'empêcher de se présenter avec des actions qui pourront être nuisibles pour CHP. »*²²⁴

Une autre déclinaison importante de la période de la 6^e Congres de DISK était la Tentative pour un Plateforme Démocratique. Le Plateforme Démocratique qui ressemblait d'une façon au Front Démocratique avait le caractère d'un appel aux associations démocratiques. On avait écrit une lettre, adressé à Ecevit, dans la première assise de la plateforme. On critiquait plutôt l'attitude de gouvernement de CHP des qu'il était monté au pouvoir. Le fait que CHP appliquait les réglementations qu'il voulait annuler lors de son opposition et ses pratiques anti-démocratiques étaient critiquées. Mais la tentative n'a pas pu achever. Unifier toute sorte d'organisation sur la même plateforme était impossible dans les conditions du pays où les forces étaient de plus en plus fractionnées et la société étant polarisée. Selon Koç CHP avait du poids dans la défaite de cette tentative. Ecevit parlait ainsi de la Plateforme Démocratique :

²²⁴ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p 488

« Une grande organisation qui était en dehors des actes de violence a malheureusement tenté d'unir en un certain front les forces qui s'étaient mêlés aux actes de crime et ils ont pris la position contre notre projet de loi. Si cette organisation avait déclaré ses idées à lui, nous pourrions les prendre en considération. Mais des qu'il se trouve à coté des fractions qui ont des adhérents qui commettent tous les jours des actions illégales, il n'est pas question de prendre en considération une telle déclaration. »²²⁵

A la suite de cette déclaration, les lettres adressées à CHP et à MHP par DISK ont été sujet de discussion pour un certain temps. Les lettres adressées à CHP avaient un contenu critique qui voulait faire souvenir à CHP ses promesses, qui voulait qu'on mette au jour les actes de crime dont les acteurs étaient inconnus, ayant en faite un caractère complètement politique. Même si les sociale-démocrates pesaient lourd au sein de CHP, l'organisation et la mentalité des sociale-démocrates étaient bien différentes de celles des socialistes et ils étaient loin d'embrasser toute l'organisation de la confédération. TKP avait encore beaucoup d'influence dans les organes de DISK, de même que DEV-YOL. Alors l'équipe de Baştürk manquait d'autorité absolue qu'il avait besoin pour pouvoir faire ce qu'il affirmait. Le cas était le même pour CHP aussi. Même si les cadres sociale-démocrates se trouvaient au sein de DISK, CHP n'avait pas pu obtenir la totalité de DISK. DISK se trouvait dans une position autonome à cette période et CHP n'avait pas pu instaurer des champs d'action collective avec DISK. Cela provenait d'une part de l'attitude critique de DISK envers CHP à cause de ses applications et de l'attitude de CHP qui cherchait des solutions au sein de TÜRK-İŞ. CHP qui devait s'affronter aux conditions similaires à la guerre civile, aux conditions de l'avant- coup d'Etat, ce qui importait plus pour CHP, c'était le contrôle de l'opposition. Mais il n'avait pas autant de pouvoir ni d'autorité. Les conflits dans le parti et les conditions de la Turquie leur empêchaient d'instaurer un tel mécanisme de contrôle.

c. L'éloignement de CHP du mouvement ouvrière.

Le Massacre de Maraş en 1979 qui a aussi apporté l'état de siège dans les 13 villes de Turquie est l'un des moments d'importance de l'histoire du pays. L'attitude

²²⁵ Yıldırım Koç, Canan Koç, **ibid.** p.495, 4.12.1978

qu'avait prise le gouvernement de CHP était fortement critiquée par les milieux gauches et par l'opposition. DISK adressait les critiques aux députés de CHP qui avaient signé la même déclaration avec les députés de MHP. 1000 personnes étaient arrêtées et 200 emprisonnées après la grève de 5 minutes pour Maraş organisé par DISK.

La déclaration de l'état de siège avait engendré une conjoncture de pression générale sur les forces démocratiques. L'interdiction de presse, l'interdiction des assemblées des associations et des organisations sauf les congrès ordinaires et la violence dans les manifestations du 1^e Mai démontraient les pressions. Le commandement de l'état de siège à Istanbul avait interdit les meetings et même il y avait eu des couvre-feux. Les syndicalistes accusaient Ecevit de n'empêcher les arrestations massives des syndicalistes alors qu'Ecevit s'opposait à ces critiques.²²⁶

Les ajournements de grèves causaient aussi un sujet de conflit entre DISK et CHP. Des projets de lois comme la Loi des Associations, La Loi Policière etc. S'affrontaient aux réactions des masses populaires. Ces lois qu'Ecevit défendait au nom de résistance contre le terrorisme, étaient en pratique appliqués contre les associations légales et ces actes étaient interprétés de façon à accuser Ecevit de ne pas vouloir empêcher les forces réactionnaires.²²⁷

CHP, le parti qui avait promis d'élargir le champ des libertés, d'abolir l'interdiction de faire politique des associations était critiqué de « *utiliser l'état de siège comme un instrument de pression sur l'opposition populaire.* »²²⁸

Les pratiques de CHP au pouvoir, avaient éloigné les masses ouvrières de CHP. Cela s'est vite exprimé lors des élections de 14 Octobre. La gauche socialiste avait décidé de boycotter les élections. CHP avait perdu le soutien des syndicats et il avait perdu ses votes aussi. Cette perte de vote ne provenait pas seulement des syndicats mais aussi de sa base qui n'était pas satisfaits de son gouvernement. Au même moment de l'histoire, dans le monde les solutions sociale-démocrates et les

²²⁶ Faruk Ataay, *ibid.*, p.232-233

²²⁷ Yürüyüş, 12 Aralık 1978, in. Ataay, p.234

²²⁸ Ataay, *ibid.*, p.235

partis sociale-démocrates étaient rejetés et le néolibéralisme avait commencé à se montrer sur la scène économique et politique. Les élections qui ont eu lieu le 14 Octobre 1979 en étaient une preuve. Le gouvernement de CHP a laissé sa place au Parti de Justice de Demirel. DİSK avait déclaré la chute de CHP, bien avant les élections

d. La Tentative de DİSK pour la fondation d'un parti politique

Dans ce milieu politique le plus grand sujet de discussion dans DİSK était la discussion du parti politique. Depuis longtemps, au sein de DİSK, il y avait les discussions de mettre DİSK à la place d'un partie politique. Dans les déclarations de DİSK sur ses relations avec ses adhérents, ce sujet occupait une place importante. A chaque occasion DİSK disait qu'il était une organisation syndicale et qu'il gardait son indépendance.

A cause des pratiques du gouvernement de CHP, il était très difficile de soutenir CHP et aussi avaient apparu des candidats indépendants de la gauche socialiste. DİSK avait indiqué dans les élections partielles, qu'il fallait donner l'initiative de voter aux noms conseillés de CHP et les candidats indépendants de la gauche socialiste.

DİSK était donc entrain de déterminer pour lui-même, des nouvelles responsabilités et des nouveaux rôles. Ce rôle était l'organisation de l'action politique de la classe ouvrière. La méthode de jouer ce rôle était de réunir la gauche sous un parti. On avait indiqué que ce parti devait créer l'union de la gauche et cette union ne serait pas celle des mouvements petit-bourgeois mais celle des groupes politiques socialistes.²²⁹

En réalité ce travail était présenté à l'opinion publique comme « un travail d'organisation politique et une tentative de construction d'une union », mais il a été conçu comme la naissance d'un parti.

²²⁹ **La revue de DİSK**, Novembre-Décembre 1979.

Cette tentative a reçu des réactions d'abord des syndicats de la gauche. Parce que DİSK avait une structure hétérogène, formée de plusieurs groupes politiques et plusieurs approches. Le plus Grand sujet de discussion était cette question: Sur quel terrain commun ces groupes vont se réunir? En plus ces groupes étaient des partis légaux ou illégaux et leurs prolongements. Dans cette condition, la tentative de DİSK de fonder un parti, inévitablement donnerait naissance aux grands problèmes et aux grandes discussions.

Le fractionnement de la gauche socialiste était accepté en général, comme la cause de l'échec de la gauche dans les élections. On pourrait deviner que dans l'avenir cet échec créerait une plus grande oppression. L'union de la gauche était une aspiration commune. Mais on avait le souci qu'en se mettant dans ce rôle DİSK va créer plus de fractionnement au sein des mouvements gauche.

Dans sa déclaration sur ce sujet, Le syndicat Tek Gıda İş avait déclaré que DİSK ne devait pas oublier qu'il était un syndicat et son rôle était d'être à côté des plusieurs mouvements socialistes dans le but de constituer l'union du mouvement socialiste.²³⁰

Kemal Türkler aussi, avait fait une déclaration pareille et avait dit que ce qui était nécessaire, n'était pas la fondation d'un parti mais une prospère union des partis de gauche. Bank-Sen, Le Syndicat des Ouvriers de Textile et Le Syndicat Révolutionnaire de la Terre (Devrimci Toprak İş Sendikası) étaient parmi ceux qui étaient contre la fondation du parti. Ils déclaraient que la fondation du parti n'était pas le rôle d'un syndicat et qu'il fallait construire un front large.

D'ailleurs il n'était pas possible pour DİSK de construire un parti comme le Parti Ouvrier Anglais. Tout d'abord il y avait des obstacles légaux. En même temps, la structure de DİSK n'était pas homogène, elle était formée de plusieurs mouvements politiques. DİSK et les syndicats liés à DİSK s'exprimaient déjà par l'intermédiaire des partis existants.

²³⁰ Cumhuriyet, 13.11.1979, cité par Koç, *ibid.* p.554

On avait essayé l'occasion de représentation parlementaire par l'intermédiaire de CHP qu'on pourrait faire une alliance mais la situation n'était pas différente. Comme on a vu dans l'exemple de l'Angleterre, si le député ou le parti du gouvernement choisit la réforme dans le système présent, quel que soit son caractère, ouvrier ou social-démocrate, le pouvoir ne peut pas avoir le caractère ouvrier ou prolétaire.

En réalité, l'expérience du pouvoir parlementaire et constitutionnelle est un travail de formation de l'organisation massive pour obtenir le progrès au sujet des libertés et des droits. Dans les années 1970, DİSK avait suivi une voie pareille. Mais le gouvernement de CHP, n'avait créé aucun progrès dans le champ des libertés et des droits.

Les réactions contre la tentative de fondation de parti continuaient à venir des différents fronts. Mais l'administration de DİSK n'avait pas déclaré qu'ils avaient décidé de fonder un parti. Quand même, Koç disait qu'il portait l'espoir d'un nouveau parti et de former un groupe dans le parlement avec les transferts des députés de CHP mais ce sujet n'était d'ailleurs pas accepté par les adhérent de CHP.²³¹

²³¹ Koç, p.557

V. CONCLUSION

Notre travail qui s'incline sur les relations entre CHP et DISK dans la période de 1970-1980 en Turquie et sur les impacts de DISK sur la vie politique, essayait de démontrer les attitudes de ces deux parties envers eux et la raison pour laquelle ils essayaient d'instaurer des relations. Nous avons essayé de définir les modèles de relations syndicat-partis et divers exemples qui avaient engendré une telle classification. Une partie de notre travail était basé sur l'évolution des relations syndicats-partis en Turquie, et de plus précisément des relations entre CHP et les syndicats ouvriers. Dans la partie où on a essayé d'analyser en détail les relations CHP-DISK, nous avons séparé en deux la période de 1970-1980 ; la première consacré à la période du 5^e Conseil General de DISK et la montée de CHP et l'autre consacré au 6^e Conseil General et le gouvernement de CHP.

Nous avons essayé de tracer un cadre théorique pour définir ces relations, qui discute le cas sous trois modèles : modèle indépendant, modèle engagé et le modèle dépendant. Nous avons essayé de redéfinir la relation DISK-CHP dans le cadre de cette classification et nous en sommes arrivés à définir une relation engagé entre DISK et CHP, et plus précisément entre DISK et TKP.

Nous avons vu que la période de 1970-1980 était marquée avec la montée de la gauche de centre du côté de CHP et de l'apparition du syndicalisme politique de masse au sein de DISK. On a constaté que pendant toutes les périodes de la syndicalisme Turc, les partis politiques avaient donné une grande importance à ses relations avec les ouvriers et les syndicats. Dans les premières périodes, les mécanismes de contrôle de la part de CHP et de DP, avait changé de cadre avec l'apparition du mouvement gauche après le 27 Mai et l'existence de TIP sur la scène politique. L'existence d'une puissance comme TIP au sein du parlement avait poussé les autres acteurs politiques à prendre place par rapport à lui, ce qui a orienté CHP vers l'image d'un parti social-démocrate qui pouvait englober les aspirations des masses populaires avec ses politiques non-radicales. La Gauche du Centre comme

mouvement au sein de CHP, s'était mis sur scène, à cause de cette existence menaçante de la gauche. La montée de CHP avait donc commencé avec le mouvement de la gauche du centre et alla jusqu'à un gouvernement de CHP entre 1978 et 1979. A ce même moment, DISK, une nouvelle force qui représentait l'action de la classe ouvrière sous l'influence de l'action socialiste qui se montrait. DISK, fondé par les adhérents de TIP, avec la disparition de TIP, avec l'action mené par TKP, s'est vite trouvé sur une ligne proche de TKP qui propageait la politique pro-CHP, qui se formulait avec l'idée d'un Front National Démocratique. DISK a fait des preuves sous l'influence de TKP, proche de CHP. Par conséquent DISK et le syndicalisme en générale en Turquie se tenait toujours à l'écart de CHP à cause des expériences vécues lors de la période de parti unique. La justification fut avec la montée au pouvoir de CHP.

CHP, pendant la période de son opposition au gouvernement du Front Nationaliste, avait parlé de démocratisations, d'élargissement du champ des libertés et des droits des masses populaires, y compris les ouvriers. Montée au pouvoir avec le soutien des syndicats et des milieux progressistes, CHP s'est trouvé dans un contexte semblant à la guerre civile, un contexte de crise économique. Il devait appliquer les lois du capitalisme et laisser de coté les promesses. Il déclarait que la société ne devait plus être polarisé alors il l'était déjà. D'ailleurs un coup d'Etat venait à des pas lents. Dans ce contexte, CHP ne devait plus favoriser ses ex-alliés et retourner à son caractère petit-bourgeois. Ce qui a causé une rupture entre DISK et CHP. Ce qui nous a démontré encore en faite que la relation entre CHP et DISK était plutôt mené et orienté par CHP, comme auparavant.

Il est surement nécessaire d'élargir le cadre d'analyse pour pouvoir analyser profondément un tel sujet, développer des recherches surtout sur les conditions de l'avant coup d'Etat pour pouvoir analyser ces relations dans tous ses aspects. Cela dépasse le cadre de notre travail mais développer des idées sur les conditions de l'avant-1980, pourrait approfondir les bases de ce travail modeste.

BIBLIOGRAPHIE

Livres :

AKDERE, İlhan & KARADENİZ, Zeynep, **Türkiye Solunun Eleştirel Tarihi**
V1 İstanbul: Evrensel, 1994

ARCAYÜREK, Cüneyt, **Demokrasini Sonbaharı: 1977-1978**, Ankara: Bilgi,
1985

ATAAY, Faruk, **12 Mart'tan 12 Eylül'e Kriz Kıskaçındaki Türk Siyaseti
ve 1978-1979 CHP Hükümeti**, Ankara: DeKi, 2006

AYDINOĞLU, Ergun, **Türkiye Solu 1960-1980**, İstanbul :Versus, 2008

AYDOĞANOĞLU, Erkan, **Sınıf Mücadelesinde Sendikalar**, İstanbul :
Evrensel, 2007

BABALIK, Naciye, **TKP'nin Sönümlenmesi**, Ankara: İmge, 2005

BİLA, Hikmet, **CHP Tarihi (1919-1979)**, Ankara :Doruk, 1979

BRANCIARD, Michel, **Syndicats et partis, Autonomie ou dépendance**, t.1,
Paris : Syros, 1982

CAUCHY, Helene, **Syndicats et Partis Politiques**, Université Lille 2, 2002

CEM, İsmail, **Siyaset Yazıları 1975-1980 Türkiye**, İstanbul : Cem, 1980

CHP, **Ak Günlere 1973 Seçim Bildirgesi**, Ankara : CHP, 1973

COŞKUN, Alev, **Cumhuriyet Halk Partisi ve Demokratik Sol**,
İstanbul :Tekin, 1978

Demokratik Sol Düşünce Forumu, Ankara: CHP Gençlik Kolları,1974

DISK, **Yaşasın DİSK**, İstanbul:Konuk, 1976

DUCLOS, Jacques, **1. Enternasyonal**, Trd. Ö.Ufuk, 2e éd. İstanbul:Sorun,
1988

ECEVİT, Bülent, **Bu Düzen Değişmelidir**,5° ed.İstanbul : Tekin, 1978

ENGELS, Friedrich, **İngiltere'de Emekçi Sınıfların Durumu**, Trd. Yurdakul
Fincancı, Ankara : Sol, 1997

GEVGİLİLİ, Ali, **Yükseliş ve Düşüş**, 2e ed. İstanbul: Bağlam, 1987

GÜZEL, Şeyhmus, **Türkiye'de İşçi Hareketi (Yazılar-Belgeler)**, Ed.
Sosyalist, 1993

- İNSEL, Ahmet, **Türkiye Toplumunun Bunalımı**, İstanbul : Ed. Birikim, 2002
- İŞIKLI, Alparslan, **Gerçek Örgütlenme Sendikacılık**, Ankara : Ed. Imge, 2003
- İŞIKLI, Alparslan, **Sendikacılık ve Siyaset**, 6^e éd. Ankara : Imge, 2005
- KIŞLALI, A.Taner, **Siyaset Bilimi**, 13^e edition, Ankara : Imge, 2008, p.295
- KOÇ, Canan & KOÇ, Yıldırım, **DİSK Tarihi, Efsane mi Gerçek mi ? (1967-1980)**, Ankara :Epos, 2008
- KOÇ, Yıldırım, **Türkiyede İşçi sınıfı ve sendikacılık hareketi**, İstanbul :Gerçek, 1998
- KOLOĞLU Orhan, **Ecevit ile CHP, Bir Aşk ve Nefret Öyküsü**, İstanbul:Büke, 2002
- LENIN, V.I., **Ne Yapmalı?, Seçme Eserler**, t. 2, Ed. İstanbul :Inter, 1993
- LOSOVSKY, A.S., **Sendikalar Üzerine**, t.1, 2e éd., İstanbul : Inter, 1993
- LUXEMBURG, Rosa, **Sosyal Reform mu Devrim mi?**, Trd. Nihal Yılmaz, 1e éd.,İstanbul : Ed. Belge, 1993
- MAHIROĞULLARI, Adnan, **Cumhuriyetten Günümüze Türkiyede İşçi Sendikacılığı**, İstanbul:Kitabevi, 2005,
- MAKAL, Ahmet, **Ameleden İşçiye**, İstanbul : Ed. İletişim, 2007
- MAKAL, Ahmet, **Türkiye’de Çok Partili Dönemde Çalışma İlişkileri (1946-1963)**, Ankara:İmge,2002
- MARX K. & Engels, F., **Le Parti de Classe**, <http://marxists.anu.edu.au/français/marx/works/00/parti/kmpc012.htm>, 15.02.2009
- MARX, Karl, **Gotha Programının Eleştirisi**, Trd. İsmail Yarkın, İstanbul : Ed. Inter, 1999
- MARX, Karl, **Komünist Manifesto**, Trd. Muzaffer Erdost, Sol, 2005
- MARX, Karl, **Ücretli Emek ve Sermaye**,<http://www.marxists.org>, 05.09.2008
- OĞUZ, Şeyda, (Red.) **1927 Adana Demiryolu Grevi**, İstanbul:TÜSTAV, 2005
- ÖZ, Rasim, (ed), **Kemal Türkler Kürsüde**,t1,İstanbul :KETEVEV,2003
- ÖZTÜRK, Kenan, (Dr), **Amerikan Sendikacılığı ve Türkiye, İlk İlişkiler. AFL-CIO’nun Avrupa Temsilcisi Irwing Brown ile Söyleşi**, İstanbul : TÜSTAV, 2004.
- ŞİŞMANOV Dimitr, **Türkiye’de İşçi ve Sosyalist Hareketi**, İstanbul : Belge, 1978

ŞNUROV, A., **Türkiye Proletaryası**, İstanbul : Yar, 1973

SÜLKER, Kemal, **Türkiye Sendikacılık Tarihi**, t.1, İstanbul: Bilim Kitabevi, 1987

THOMPSON, E.P., **İngiliz İşçi Sınıfının Oluşumu**, Trd par. Uygur Kocabaşoğlu, 1^e éd., İstanbul : Birikim

TÜRK-İŞ, **İşçi Politika Sendika Parti İlişkileri**, Ankara:Türk-İş, 1976

TÜTÜNCÜ ESMER, Gülsüm, **Türk Siyasal Yaşamında Ortanın Solu**, Antalya :Yeniden Müdafai Hukuk, 2006

UÇKAN, Banu Uçkan & KAĞNICIOĞLU, Deniz, **Endüstri ilişkileri**, Eskişehir: AU.

YURTSEVER, Haluk, **Yükseliş Ve Düşüş, Türkiye Solu 1960-1980**, İstanbul : Yordam Kitap, 2008

Articles :

AĞTAŞ, Özkan, “Ortanın Solu: İsmet İnönü’den Bülent Ecevit’e”, in **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce**,T. 8, İstanbul:İletişim, 2007

Chartist Ancestors, **Six points of People’s Charter and the role of the London Workingmen’s Association**, <http://www.chartists.net/The-six-points.htm>, 10.10.2008

DAVIS, Mary, **TUC History**, Centre for Trade Union Studies, London Metropolitan University,TUC, www.unionhistory.info/timeline/1834_1850

DEBS,E.V., “The Coming Union”, 1905, **Miner’s Magazine**, E.V.Debs Internet Archive, <http://www.marx.org/archive/debs/works/1905/comunion.htm>, 12.12.2008

ENGİN Aydın, “Politika Gazetesi”, in **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce**,t 8,İstanbul: İletişim , pp.282- 286

ERDOĞAN Necmi,“Demokratik Soldan Devrimci Yol'a: 1970'lerde Sol Popülizm Üzerine Notlar”, in **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce**,t 8,İstanbul: İletişim, pp. 262- 274

GÖKMEN, Özgür , « Tek Parti Dönemi CHP’de Muhafazakar Yönelimler », Universiteit Leiden, Février 2003, http://tulp.leidenuniv.nl/content_docs/wap/og4.pdf, ee 20.12.2008

HİKMET, Kemal, « Tek Partili Dönemde İşçi Örgütlenmeleri ve Sendikal Hareketler », http://www.sendika.org/yazi.php?yazi_no=14304, 01.09.2008

İLERİ, Ülkü, « Tek Partili Dönemde (1923-1946) İşçi Örgütlenmelerini Güçleştiren ve Hazırlayan Etmenler », **TÜHİS İş Hukuku ve İktisat Dergisi**, t. 21,no. 5-6, Aout-Novembre 2008

KAŞTAN, Yüksel, « Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Partili Dönemden Çok Partili Döneme Geçişte CHP'nin Yönetim Anlayışındaki Gelişmeler(1938-1950) », **Sosyal Bilimler Dergisi**

KAUTSKY, Karl, « Politique et Syndicats », Berlin, 1900, édition française de 1903, traduction par Camille Polack, http://www.marxists.org/français/kautsky/works/1900/00/kautsky_190000000.htm

KOÇ, Yıldırım, « 1923-1950 Döneminde CHP'nin İşçi Sınıfı Korkusu », **Mülkiyeliler Birliği Dergisi**, V.18, Numéro 170

MARX, Karl, « To F. Bolte in New York, 1871 », www.marxist.org, 05.09.2008

SMITH, Charles, “The Postwar Compromise and the Future of North American Unionism”, New York University, 2006, <http://pi.library.yorku.ca/ojs/index.php/lh/article/viewFile/5704/4897>, 09.10.2008

UYAR, Hakkı, « Devletin işçi Sınıfı ve Örgütlenme Girişimi », **Tarih ve Toplum**, numéro 160, Avril 1997

Interviews:

Interview avec Çetin Uygur, Aout 2008, Istanbul, Kadıköy, KKKM

Interview avec Faruk Pekin, Septembre 2008, Istanbul, Beşiktaş

Interview avec M. Hüsnü Dilli, Septembre 2008, Istanbul, Kadıköy, Moda

Interview avec Fahri Aral, 10.12.2008, Istanbul, Université Bilgi.

CURRICULUM VITAE

Melike IŞIK, née en 10 Novembre 1981, à Istanbul. Diplômée de Lycée Galatasaray en 1999, elle a fait ses études universitaires à l'Université de Galatasaray, a la module de Radio-Télévision et Cinéma de la Faculté de Communication. Sa mémoire de licence était sur « Les représentations des classes sociales au cinéma Turc des années 70s jusqu'aux 90s. »

Elle a publié ses analyses littéraires Aux diverses revues et continue à écrire des articles sur la politique aux divers sites internet.

